

## Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2011

---

### **BMO Groupe financier annonce de bons résultats au troisième trimestre, lesquels ont contribué à l'excellent rendement obtenu depuis le début de l'exercice**

---

#### **Points saillants des résultats financiers :**

##### **Comparaison des résultats du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010**

- Revenu net de 793 millions de dollars, pour une augmentation de 18 % ou de 124 millions par rapport à la même période l'an dernier
- Revenu net rajusté<sup>1</sup> de 843 millions de dollars, pour une augmentation de 24 % ou de 165 millions par rapport à la même période l'an dernier
- RPA<sup>2</sup> de 1,27 \$, en hausse de 12 % par rapport à la même période l'an dernier
- RPA rajusté<sup>1, 2</sup> de 1,36 \$, en hausse de 19 % par rapport à la même période l'an dernier
- RCP de 14,7 %, contre 13,7 % il y a un an
- Dotations à la provision pour pertes sur créances de 174 millions de dollars, en baisse de 40 millions comparativement à la même période l'an dernier
- Ratio des capitaux propres ordinaires toujours solide, à 9,11 %

##### **Comparaison des résultats des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010**

- Revenu net de 2 369 millions de dollars, pour une augmentation de 14 % ou de 298 millions depuis un an
- Revenu net rajusté<sup>1</sup> de 2 431 millions de dollars, pour une augmentation de 16 % ou de 337 millions depuis un an

**Toronto, le 23 août 2011** – BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 793 millions de dollars, ou de 1,27 \$ par action, pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2011. Après rajustement, le revenu net a été de 843 millions, ou de 1,36 \$ par action.

« BMO continue d'enregistrer un bon rendement, son revenu net rajusté atteignant 843 millions de dollars pour le trimestre et celui des neuf premiers mois de l'exercice dépassant les 2,4 milliards de dollars », a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. « Les investissements que nous faisons contribuent à l'accroissement de notre revenu, ce qui demeure notre priorité, et nous permettent de lancer de nouvelles initiatives qui rehaussent sans cesse l'expérience client. »

<sup>1</sup> Les résultats et mesures présentés dans le Rapport de gestion sont conformes aux PCGR. Ces résultats et mesures sont également présentés après rajustements, pour exclure l'incidence de certains éléments. Les éléments exclus des résultats du troisième trimestre de 2011 aux fins du calcul des résultats rajustés ont totalisé 50 millions de dollars après impôts, soit 53 millions (32 millions après impôts) de coûts d'intégration de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), entreprise qui a été acquise, incluant ceux de planification de son intégration, une charge de 17 millions (12 millions après impôts) au titre de l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition et des charges de 9 millions (6 millions après impôts) au titre de la couverture du risque de change lié à l'acquisition de M&I. La direction évalue la performance à l'aide de mesures et résultats conformes aux PCGR ainsi que de mesures et résultats rajustés et considère que ces deux bases sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des unités. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats et peut contribuer à améliorer leur analyse de la performance. Les résultats et mesures rajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail à la section Revenu net rajusté, à la section Revenu net et à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la fin du Rapport de gestion, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

<sup>2</sup> Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

Au cours du trimestre, BMO a mené à terme l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I). Sur une période de 26 jours, les activités de M&I ont ajouté des revenus de 117 millions de dollars aux résultats de BMO pour cette période ainsi qu'un revenu net rajusté de 32 millions, exclusion faite des coûts liés à son intégration et des coûts connexes.

« Cette acquisition est en voie de transformer notre présence aux États-Unis puisqu'elle élargit la portée de nos activités et nous donne accès à de nouveaux marchés fort prometteurs », a précisé M. Downe. « Nous avons plus que doublé le nombre de nos succursales dans ce pays, pour le porter à 688, et nous jouissons d'une excellente position concurrentielle dans une région qui regroupe six États contigus et dont la population et le PIB sont supérieurs à ceux du Canada. Le processus de clôture de l'opération s'est déroulé dans les délais prévus et avec efficacité. Les mesures d'intégration progressent selon le calendrier établi, et nous sommes heureux de compter parmi les actionnaires de BMO ceux de M&I. »

« En outre, du point de vue des actifs sous gestion et sous administration, cette opération a presque triplé la taille de notre unité de gestion de patrimoine aux États-Unis, et nous y offrons désormais des services de gestion bancaire privée dans deux fois plus d'établissements. »

« La réussite de toute banque se mesure à celle de ses clients. Nous cherchons avant tout à resserrer les liens que nous entretenons avec notre clientèle ainsi qu'à l'élargir. Au Canada, les soldes des prêts aux entreprises augmentent sans cesse. Pour ce qui est des États-Unis, notre objectif est de devenir le plus important prêteur aux entreprises de la région du Midwest. En outre, quel que soit le marché, nous livrons une dure bataille à nos concurrents. Nous nous sommes engagés à mettre à la disposition des petites et moyennes entreprises 5 milliards de dollars américains de plus dans les deux prochaines années afin de soutenir la reprise économique en favorisant les investissements des entreprises et la création d'emplois. »

« La conjoncture économique mondiale nous incite évidemment à la prudence. Nous avons été vigilants et continuons de l'être, ralentissant à cette fin le rythme de nos investissements. En même temps, nous demeurons confiants quant à notre capacité à poursuivre notre croissance et à proposer une expérience client hors pair, tout en préservant la réputation, fort méritée, que nous a valu la rigueur de notre gestion des risques, » a conclu M. Downe.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,70 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre, soit le même montant que pour le trimestre précédent, ce qui correspond à un dividende annuel de 2,80 \$ par action ordinaire.

## Revue des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le revenu net a atteint 432 millions de dollars, pour une hausse de 8 millions ou de 1,8 % par rapport à l'an dernier. L'accroissement des volumes s'est poursuivi pour la plupart des produits, mais la croissance a ralenti et la marge nette d'intérêts a reculé légèrement. Les revenus ont augmenté de 3,6 % par rapport à ceux du deuxième trimestre alors que la croissance des frais s'est atténuée pour s'établir à 1,1 %, puisque nous avons géré prudemment les frais tout en effectuant des investissements à l'égard de nos priorités stratégiques.

Nous avons continué d'apporter des améliorations pour rehausser l'expérience client au moyen d'investissements à l'égard de notre personnel, de l'amélioration des processus et de la mise à profit de notre rigueur en matière de gestion du rendement. La loyauté de la clientèle, telle qu'elle est établie par le taux de recommandation net, continue de s'améliorer tant pour les clients des services aux particuliers que pour ceux des services aux entreprises, et le nombre moyen de catégories de produits auxquelles ont recours nos clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, a augmenté.

En ce qui concerne les services bancaires aux particuliers, la productivité de notre réseau de vente et de distribution continue de se renforcer. Les ouvertures et les rénovations de succursales se poursuivent. En effet, nous avons ouvert sept nouvelles succursales et en avons rénové neuf au cours des neuf premiers mois de l'exercice. Nous avons amélioré les fonctions bancaires en ligne, et il est maintenant plus aisé pour les clients d'accéder à leurs données bancaires et de demander des produits en ligne. Les premiers indicateurs montrent que nos investissements dans nos activités ont bel et bien une incidence. Le nombre de comptes pour les jeunes ouverts au cours des trois premiers mois d'application de la Formule Futée BMO pour parents a été 10 fois plus élevé qu'au cours de la même période l'an passé. Les ventes en ligne ont enregistré une hausse de 14 % d'un exercice à l'autre dans toutes les catégories de produits de détail, et, au cours des trois mois suivant la mise à niveau de nos services de demande de comptes bancaires en ligne, les ventes de comptes de chèques et de comptes d'épargne ont augmenté de près de 50 %. Nous sommes persuadés que nous sommes bien positionnés pour croître dans l'avenir.

Pour ce qui est des services bancaires aux entreprises, nous sommes toujours au deuxième rang en ce qui a trait à notre part de marché des prêts aux petites et moyennes entreprises, cette part demeurant stable d'un exercice à l'autre. En juin, BMO a été la seule banque canadienne à accéder aux prix internationaux d'excellence en technologie de l'information annoncés par le magazine *CIO* de l'International Data Group. Le prix visait à récompenser BMO pour sa plateforme de Services bancaires en ligne pour entreprises, une solution globale de services bancaires en ligne à circuits multiples qui permet à ses clients de gérer leurs services de gestion de trésorerie mondiale, de change et de cartes en ligne dans un environnement sécurisé. De plus, plus tôt au cours de l'exercice, nous avons lancé un nouveau service bancaire mobile qui permet à nos clients des services bancaires aux entreprises d'effectuer des paiements en tout temps et n'importe où à partir d'appareils mobiles, et ce, de façon sécuritaire et sécurisée. Ce service s'inscrit dans nos

investissements soutenus visant à offrir une expérience client hors pair à notre clientèle des services bancaires aux entreprises. Nous nous sommes engagés à fournir aux clients, à partir d'une plateforme unique, un accès personnalisé, simple et sans effort à tous leurs services bancaires. Notre but est de devenir la banque de choix des entreprises canadiennes en procurant le savoir-faire, les conseils et les renseignements que nos entreprises clientes désirent.

#### **PE États-Unis (tous les montants sont en dollars américains)**

Le revenu net, d'un montant de 95 millions, a augmenté de 45 millions ou de 94 % par rapport aux 50 millions dégagés il y a un an, les activités de M&I ayant fourni un apport de 27 millions de dollars à la hausse. Les résultats de M&I compris dans le groupe PE États-Unis reflètent une charge de 18 millions de dollars au titre de pertes sur créances prévues à l'égard du portefeuille de M&I, calculées conformément à la méthodologie utilisée par BMO et de la même façon que les pertes prévues sont calculées pour les autres prêts de PE États-Unis. Les écarts entre les pertes prévues et les pertes réelles à l'égard du portefeuille sont imputés (ou crédités) aux résultats des Services d'entreprise.

Exclusion faite des activités de M&I, le revenu net a augmenté de 18 millions de dollars ou de 39 % essentiellement en raison de l'élargissement de la marge nette d'intérêts et de la hausse des gains sur titres, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus tirés des services tarifés. Les revenus se sont accrus de 47 % selon les états financiers ou de 8,1 % exclusion faite de M&I. La hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances calculées selon la méthode de provisionnement en fonction des pertes prévues de BMO a été contrebalancée par la baisse des frais.

Au cours du trimestre, certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers ont été transférés aux Services d'entreprise afin de permettre à nos secteurs d'activité de se concentrer sur les relations clients existantes et de tirer parti des compétences en gestion des risques de l'unité de gestion des actifs spéciaux. Les soldes des prêts, les revenus et les frais des périodes antérieures ont été retraités pour refléter ce transfert. Des actifs semblables acquis dans le cadre de la transaction relative à M&I ont également été inclus dans les Services d'entreprise.

L'acquisition de M&I a augmenté considérablement notre présence sur le marché du Midwest. Nous occupons une position enviable sur le marché qui nous permettra d'exercer une vive concurrence partout où nous exerçons des activités. Nous prévoyons augmenter l'attention que nous accordons à la création de nouvelles relations clients et à l'approfondissement des relations existantes au sein de toutes nos unités, et nous mettrons à la disposition des petites et moyennes entreprises de nos marchés un crédit supplémentaire de 5 milliards de dollars au cours des deux prochaines années.

Tel qu'en témoignent des taux de fidélité fort élevés, nous cherchons constamment à rehausser notre expérience client. Dans le cas des particuliers, notre taux de recommandation net, qui a été de 43, continue d'augmenter. Nous avons en effet enregistré une hausse pendant trois trimestres d'affilée, ainsi qu'une augmentation de un point par rapport au taux de 42 obtenu au trimestre précédent, ce qui demeure excellent par rapport aux taux de nos principaux concurrents. Les taux

précédents ne reflètent aucun rajustement au titre de l'acquisition de M&I ni des taux de recommandation de M&I.

#### **Groupe Gestion privée (groupe GP)**

Le revenu net, soit 120 millions de dollars, a augmenté de 15 millions ou de 14 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le revenu net du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, s'est accru de 30 millions de dollars ou de 43 % pour s'établir à 101 millions, car la croissance s'est poursuivie dans toutes les unités. Les résultats du trimestre à l'étude comprennent un bénéfice de 4 millions de dollars tiré des activités de gestion de patrimoine de M&I. De plus, le trimestre à l'étude comprend les résultats de Lloyd George Management (LGM), dont l'acquisition a été conclue le 28 avril 2011 et dont le revenu net a été neutre pour le trimestre. Le revenu net d'assurance a été de 19 millions pour le trimestre, soit 15 millions ou 45 % de moins qu'il y a un an. Cette baisse a découlé essentiellement de l'effet des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de polices comparativement à ceux de l'exercice précédent.

Les revenus ont augmenté de 73 millions de dollars ou de 13 % en regard de ce qu'ils étaient il y a un an, pour s'établir à 617 millions, une croissance ayant été enregistrée à l'égard de toutes nos unités puisque nous nous efforçons toujours d'offrir à notre clientèle la qualité de services et de conseils à laquelle elle s'attend. L'acquisition de LGM et les activités de gestion de patrimoine de M&I ont fourni un apport combiné de 39 millions de dollars aux revenus. Le ratio de productivité, qui s'est chiffré à 74,7 %, a augmenté de 30 points de base comparativement à celui de l'an dernier.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 177 milliards de dollars pour s'établir à 429 milliards, l'acquisition de M&I et de LGM ayant permis d'ajouter des actifs de clients d'une valeur de 153 milliards à nos activités. Les actifs de nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis sont passés de 77 milliards de dollars américains à 239 milliards de dollars américains. Exclusion faite de l'incidence de l'acquisition de M&I et de LGM et de l'affaiblissement du dollar américain, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 30 milliards de dollars ou de 12 % depuis un an.

Grâce à l'acquisition de M&I, nous avons presque doublé notre taille dans le secteur de la gestion bancaire privée aux États-Unis. Nos activités de gestion mondiale d'actifs sont exercées par l'intermédiaire d'un cabinet de gestion de multiples actifs qui gère maintenant plus de 100 milliards de dollars d'actifs et qui est l'un des 100 plus importants gestionnaires de placements à l'échelle mondiale, selon les actifs sous gestion. En continuant d'offrir une expérience client exceptionnelle, nous bâtissons une solide fondation et nous nous positionnons en vue de l'expansion de nos activités.

Les fonds négociés en bourse (FNB) de BMO se sont accrus pour s'établir à 2,7 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Depuis sa création en juin 2009, le portefeuille de FNB de BMO a pris du volume et inclut maintenant 40 fonds offrant de nombreux avantages aux investisseurs, y compris de plus faibles coûts, une diversification et des efficacités sur le plan fiscal, tout en procurant une exposition à une large gamme de catégories d'actifs, de secteurs et de régions.

## **BMO Marchés des capitaux**

Le revenu net s'est chiffré à 279 millions de dollars pour le trimestre, ayant augmenté de 149 millions en regard des résultats d'il y a un an. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 25,5 % comparativement à 11,8 % l'an dernier. Les revenus ont augmenté de 158 millions de dollars comparativement à ceux du dernier exercice ou de 23 % pour se situer à 837 millions. Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté considérablement en raison de l'amélioration des conditions de négociation comparativement aux conditions difficiles d'il y a un an. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont également enregistré une forte croissance comparativement à celles d'il y a un an. Les résultats ont aussi tiré d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. La stratégie de BMO Marchés des capitaux demeure axée sur ses principaux clients et activités et est sur la bonne voie pour générer une croissance rentable au fil du temps.

L'expertise de BMO Marchés des capitaux en financement commercial a été récompensée, ce dernier groupe ayant, pour la deuxième année de suite, remporté le prix de la meilleure banque de commerce au Canada attribué par le magazine *Trade Finance*.

Au cours du troisième trimestre de 2011, BMO Marchés des capitaux a participé à 125 nouvelles émissions, soit 37 émissions de titres d'emprunt de sociétés, 32 émissions de titres d'administrations publiques, 51 émissions d'actions ordinaires et cinq émissions d'actions privilégiées, pour un total de 51 milliards de dollars.

## **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 130 millions de dollars pour le trimestre, ce qui comprend une perte de 38 millions liée à la planification de l'intégration de M&I et des coûts relatifs à des couvertures de change, soit une hausse comparativement à la perte de 42 millions de dollars enregistrée il y a un an. Les revenus ont diminué de 28 millions de dollars, essentiellement en raison de l'incidence de l'acquisition de M&I et de l'effet moins favorable, d'un exercice à l'autre, des activités de couverture, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par la diminution de la compensation selon une bic des groupes (se reporter à la section Revenus pour une explication de la bic). Les frais se sont accrus de 51 millions de dollars essentiellement en raison des coûts liés à l'intégration de M&I. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 34 millions de dollars, ce qui explique une tranche de 24 millions de dollars du résultat net des Services d'entreprise, en raison du montant moins élevé qui a été imputé aux Services d'entreprise aux termes de la méthode de provisionnement en fonction des pertes prévues qu'utilise BMO. Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances sont imputées aux groupes d'exploitation clients, et l'écart entre les pertes prévues et les pertes réelles est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise.

## **Acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I)**

Le 5 juillet 2011, BMO a conclu l'acquisition de M&I pour une contrepartie d'un montant d'environ 4,0 milliards de dollars prenant la forme d'environ 67 millions d'actions ordinaires émises à l'intention des actionnaires de M&I. M&I Bank et Harris ont été regroupées pour former BMO Harris Bank. De plus, immédiatement avant la conclusion de la transaction, une filiale de BMO a acquis les actions privilégiées et les bons de souscription de M&I auprès du Trésor des États-Unis en vertu du Troubled Asset Relief Program pour une contrepartie en espèces d'environ 1,7 milliard de dollars américains.

L'acquisition de M&I a ajouté des prêts de 29 milliards de dollars, après rajustement pour tenir compte des pertes futures prévues, et des dépôts de 34 milliards de dollars. La répartition du prix d'achat pourrait être modifiée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge. Combinée aux activités que nous menions déjà aux États-Unis, l'acquisition fait plus que doubler le nombre de nos succursales américaines, le faisant passer à 688, permet d'ajouter environ deux millions de clients et porte à plus de 530 milliards de dollars le total des actifs sous gestion et sous administration de BMO.

Nous prévoyons que les économies de coûts annuelles découlant de l'intégration de M&I à BMO dépasseront 300 millions de dollars américains. Nous prévoyons également être en mesure d'accroître nos revenus grâce à un meilleur accès aux marchés, qu'ils soient nouveaux ou non, à une plus grande reconnaissance de la marque et à notre capacité concurrentielle accrue sur le marché. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous prévoyons qu'au cours de l'exercice 2011, l'apport de M&I aux résultats consolidés de BMO consistera en une incidence légèrement positive sur le revenu net, exclusion faite des coûts d'intégration et de restructuration.

Les coûts d'intégration et de restructuration seront inclus dans les frais autres que d'intérêts des Services d'entreprise et devraient se chiffrer à environ 600 millions de dollars américains au total au cours des prochains exercices. Nous avons comptabilisé des frais de 53 millions de dollars au cours du trimestre à l'étude et de 25 millions au trimestre précédent. Ces frais comprennent des montants liés à la conversion des systèmes, aux indemnités de départ et aux autres coûts liés au personnel ainsi que d'autres montants liés à l'intégration comme des honoraires de consultation et des frais de publicité versés dans le cadre de communications avec les clients et des activités de renouvellement de l'image.

Les activités de M&I sont essentiellement prises en compte par l'unité PE États-Unis, le groupe Gestion privée et l'unité des Services d'entreprise, mais une petite partie est également prise en compte par BMO Marchés des capitaux.

Avant la clôture de l'opération, des actifs douteux garantis par des biens immobiliers d'environ 1,0 milliard de dollars américains comprenant essentiellement des prêts à des entreprises garantis par des biens immobiliers ont été transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise afin de permettre à nos unités de se concentrer sur les relations clients existantes et de tirer parti des compétences en gestion des risques de l'unité de gestion des actifs spéciaux. Les soldes des prêts, les revenus et les frais des périodes antérieures ont été retraités pour refléter ce transfert. En outre, des actifs semblables évalués à

environ 1,5 milliard de dollars américains et acquis dans le cadre de l'acquisition de M&I ont été pris en compte par les Services d'entreprise pour les mêmes raisons.

Les Services d'entreprise comprennent également des rajustements de la juste valeur qui avait été établie pour les pertes futures prévues à l'égard du portefeuille de prêts de M&I et pour l'évaluation des prêts, des dépôts et des instruments de créance aux taux du marché à la date de clôture. Les résultats des Services d'entreprise refléteront, dans les dotations à la provision pour pertes sur créances, toute modification de notre estimation des pertes futures prévues ainsi que les rajustements du revenu net d'intérêts qui surviendront parce que les actifs et les passifs étaient évalués à la valeur de marché à la date de clôture. Ces éléments ne sont pas importants relativement aux résultats des Services d'entreprise pour le trimestre. Les résultats des groupes d'exploitation refléteront les dotations à la provision pour pertes sur créances calculées en fonction des pertes prévues ainsi que le revenu net d'intérêts calculé en fonction des taux contractuels des prêts et des dépôts.

L'acquisition de M&I procure une envergure et ouvre de nouvelles entrées sur de nouveaux marchés; cependant, l'entreprise demeure concentrée sur les risques liés à l'intégration. Ce risque inclut le risque lié à la loyauté des clients et des employés et à l'intégration des systèmes. Nous traitons les risques en maintenant notre bureau de gestion des programmes, et en conservant du personnel expérimenté provenant de BMO et de M&I qui s'assure que ces risques sont bien gérés. Les deux entreprises disposent d'une vaste expérience en matière d'intégration des entreprises acquises, et cette intégration va bon train. Nous avons franchi une première étape cruciale avec la conclusion de la transaction et le lancement fructueux des activités bancaires regroupées le 6 juillet.

#### **Revenu net rajusté**

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures rajustées et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats rajustés du troisième trimestre de 2011 ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- un montant de 53 millions de dollars (32 millions après impôts) au titre des coûts d'intégration de M&I, tels les honoraires professionnels de planification de son intégration ainsi que les frais de mise au point de systèmes et certaines indemnités de licenciement;
- l'amortissement, d'un montant de 17 millions de dollars (12 millions après impôts), des actifs incorporels liés aux acquisitions;
- une imputation aux résultats de 9 millions de dollars (6 millions après impôts) en raison de la couverture du risque de change inhérent à l'acquisition de M&I.

Le revenu net rajusté du troisième trimestre de 2011 s'est établi à 843 millions de dollars, en hausse de 165 millions ou de 24 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Le résultat par action rajusté a été de 1,36 \$, ayant monté de 19 % par rapport à celui de 1,14 \$ dégagé un an plus tôt. Les éléments de rajustement ci-dessus ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des actifs incorporels, qui a été imputé à tous les groupes. Les résultats et mesures rajustés ne sont pas conformes aux PCGR. Les résultats rajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits plus en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR figurant à la fin du Rapport de gestion, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

#### **Mise en garde**

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives

# Faits saillants

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les périodes de trois mois closes le

Pour les périodes de neuf mois closes le

	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010	Variation par rapport au 31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	Variation par rapport au 31 juillet 2010
<b>Points saillants de l'état des résultats</b>									
Revenu total	3 274 \$	3 217 \$	3 346 \$	3 229 \$	2 907 \$	12,6 %	9 837 \$	8 981 \$	9,5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	174	145	248	253	214	(18,7)	567	796	(28,8)
Frais autres que d'intérêts	2 111	2 023	2 046	2 023	1 898	11,1	6 180	5 567	11,0
Revenu net	793	800	776	739	669	18,5	2 369	2 071	14,4
Revenu net rajusté	843	804	784	748	678	24,4	2 431	2 094	16,1
<b>Revenu net par unité d'exploitation</b>									
Services bancaires Particuliers et entreprises - Canada	432 \$	402 \$	443 \$	418 \$	424 \$	1,8 %	1 277 \$	1 222 \$	4,5 %
Services bancaires Particuliers et entreprises - États-Unis	92	53	54	46	52	78,6	199	168	18,6
Groupe Gestion privée	120	101	153	129	105	14,0	374	331	12,7
BMO Marchés des capitaux	279	235	257	214	130	+100	771	602	28,2
Services d'entreprise a)	(130)	9	(131)	(68)	(42)	(+100)	(252)	(252)	0,2
<b>Données relatives aux actions ordinaires</b> (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,27 \$	1,34 \$	1,30 \$	1,24 \$	1,13 \$	0,14 \$	3,91 \$	3,51 \$	0,40 \$
Résultat dilué par action, après rajustement b)	1,36	1,35	1,32	1,26	1,14	0,22	4,02	3,55	0,47
Dividendes déclarés par action	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	-	2,10	2,10	-
Valeur comptable d'une action	37,89	34,22	34,21	34,09	33,13	4,76	37,89	33,13	4,76
Cours de clôture de l'action	60,03	62,14	57,78	60,23	62,87	(2,84)	60,03	62,87	(2,84)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	38,3	35,4	32,8	34,1	35,4	2,9	38,3	35,4	2,9

Au

	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010	Variation par rapport au 31 juillet 2010
<b>Points saillants du bilan</b>						
Actif	476 557 \$	413 228 \$	413 244 \$	411 640 \$	397 386 \$	19,9 %
Solde net des prêts et acceptations	205 441	174 696	176 914	176 643	173 555	18,4
Dépôts	291 412	253 387	251 600	249 251	242 791	20,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	24 148	19 494	19 422	19 309	18 646	29,5

	Pour les périodes de trois mois closes le					Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Mesures et ratios financiers</b> (% sauf indication contraire) c)							
Rendement annuel moyen total des capitaux propres sur cinq ans	3,9	4,4	1,7	5,9	5,6	3,9	5,6
Croissance du résultat dilué par action	12,4	6,3	16,1	11,7	16,5	11,4	78,2
Croissance du résultat dilué par action, après rajustement b)	19,0	5,5	16,4	6,9	8,7	13,3	25,2
Rendement des capitaux propres	14,7	16,7	15,7	15,1	13,7	15,7	14,8
Rendement des capitaux propres rajusté b)	15,6	16,8	15,9	15,3	13,9	16,1	14,9
Profit économique net (en millions de dollars) b)	226	293	255	225	158	774	593
Croissance du profit économique net b)	43,0	11,3	48,6	40,8	+100	30,5	+100
Levier d'exploitation	1,5	(5,0)	(0,7)	(5,7)	(3,8)	(1,5)	11,8
Levier d'exploitation rajusté b)	4,9	(3,3)	(0,7)	(7,4)	(4,1)	0,2	5,6
Croissance du revenu	12,6	5,5	10,6	8,0	(2,4)	9,5	11,2
Croissance du revenu rajusté b)	12,9	5,9	10,6	6,3	(2,6)	9,7	5,1
Croissance des frais autres que d'intérêts	11,1	10,5	11,3	13,7	1,4	11,0	(0,6)
Croissance des frais autres que d'intérêts rajustés b)	8,0	9,2	11,3	13,7	1,5	9,5	(0,5)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,5	62,9	61,2	62,6	65,3	62,8	62,0
Ratio des frais autres que d'intérêts rajustés au revenu b)	62,2	61,6	60,9	62,3	65,0	61,5	61,7
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,39	0,36	0,58	0,58	0,50	0,44	0,63
Taux d'imposition effectif	18,03	22,02	24,51	20,56	13,44	21,59	18,77
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	7,97	10,22	11,47	12,18	12,15	7,97	12,15
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	34,6	35,9	35,6	35,0	34,6	34,6	34,6
Ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,11	10,67	10,15	10,26	10,27	9,11	10,27
Ratio du capital de première catégorie	11,48	13,82	13,02	13,45	13,55	11,48	13,55
Ratio du capital total	14,21	17,03	15,17	15,91	16,10	14,21	16,10
Cote de crédit d)							
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2	Aa2
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	A+	A+	A+
Rendement total des capitaux propres sur douze mois	0,0	3,2	16,6	26,4	22,4	0,0	22,4
Rendement de l'action	4,66	4,51	4,85	4,65	4,45	4,66	4,45
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	11,7	12,4	11,7	12,7	13,6	11,7	13,6
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,58	1,82	1,69	1,77	1,90	1,58	1,90
Rendement de l'actif moyen	0,71	0,80	0,74	0,72	0,67	0,75	0,70
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,78	1,89	1,82	1,89	1,88	1,83	1,87
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	48,3	49,6	51,4	50,2	46,0	49,8	48,5
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,7	5,4	5,3	5,3	5,3	5,7	5,3

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

b) Mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR », à la fin du Rapport de gestion, pour une explication de l'utilisation et des limites des mesures non conformes aux PCGR et pour des détails sur les éléments qui ont été exclus des résultats aux fins du calcul des mesures rajustées. Le profit économique net, mesure non conforme aux PCGR, fait l'objet d'une explication à la section « Autres mesures de la valeur » du rapport de gestion. Les résultats et autres mesures rajustés en fonction de critères autres que

les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

c) Résultats pour la période close à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

d) Se reporter à la section « Cotes de crédit », à la page 18 du Rapport de gestion, pour une analyse de l'importance de ces cotes de crédit.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 23 août 2011. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés non audités pour la période close le 31 juillet 2011, qui sont inclus dans le présent document, et du Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, qui est inclus dans le Rapport annuel 2010 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

## Sommaire des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts	<b>1 692</b>	121	8 %	72	4 %	<b>4 939</b>	314	7 %
Revenu autre que d'intérêts	<b>1 582</b>	246	18 %	(15)	(1 %)	<b>4 898</b>	542	12 %
Revenus	<b>3 274</b>	367	13 %	57	2 %	<b>9 837</b>	856	10 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	<b>174</b>	(40)	(19 %)	(13)	(7 %)	<b>609</b>	(187)	(23 %)
Diminution de la provision générale	-	-	-	(42)	(+100 %)	<b>(42)</b>	42	n.s.
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	<b>174</b>	(40)	(19 %)	29	20 %	<b>567</b>	(229)	(29 %)
Frais autres que d'intérêts	<b>2 111</b>	213	11 %	88	4 %	<b>6 180</b>	613	11 %
Charge d'impôts sur les bénéfices	<b>178</b>	71	67 %	(53)	(23 %)	<b>667</b>	176	36 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>18</b>	(1)	(2 %)	-	-	<b>54</b>	(2)	(2 %)
Revenu net	<b>793</b>	124	18 %	(7)	(1 %)	<b>2 369</b>	298	14 %
Revenu net rajusté 1)	<b>843</b>	165	24 %	39	5 %	<b>2 431</b>	337	16 %
Résultat de base par action (en dollars)	<b>1,28</b>	0,15	13 %	(0,07)	(5 %)	<b>3,93</b>	0,40	11 %
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>1,27</b>	0,14	12 %	(0,07)	(5 %)	<b>3,91</b>	0,40	11 %
Résultat dilué par action, après rajustement (en dollars) 1)	<b>1,36</b>	0,22	19 %	0,01	1 %	<b>4,02</b>	0,47	13 %
Rendement des capitaux propres (RCP)	<b>14,7 %</b>		1,0 %		(2,0 %)	<b>15,7 %</b>		0,9 %
RCP rajusté 1)	<b>15,6 %</b>		1,7 %		(1,2 %)	<b>16,1 %</b>		1,2 %
Ratio de productivité	<b>64,5 %</b>		(0,8 %)		1,6 %	<b>62,8 %</b>		0,8 %
Ratio de productivité rajusté 1)	<b>62,2 %</b>		(2,8 %)		0,6 %	<b>61,5 %</b>		(0,2 %)
Levier d'exploitation	<b>1,5 %</b>		n.s.		n.s.	<b>(1,5 %)</b>		n.s.
Levier d'exploitation rajusté 1)	<b>4,9 %</b>		n.s.		n.s.	<b>0,2 %</b>		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	<b>1,78 %</b>		(0,10 %)		(0,11 %)	<b>1,83 %</b>		(0,04 %)
Taux d'imposition effectif	<b>18,0 %</b>		4,6 %		(4,0 %)	<b>21,6 %</b>		2,8 %
Ratios de capital :								
Ratio du capital de première catégorie	<b>11,48</b>		(2,07)		(2,34)	<b>11,48</b>		(2,07)
Ratio des capitaux propres ordinaires	<b>9,11</b>		(1,16)		(1,56)	<b>9,11</b>		(1,16)
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>524</b>	48	10 %	69	15 %	<b>1 476</b>	86	6 %
PE Canada	<b>432</b>	8	2 %	30	8 %	<b>1 277</b>	55	5 %
PE États-Unis	<b>92</b>	40	79 %	39	72 %	<b>199</b>	31	19 %
Groupe Gestion privée	<b>120</b>	15	14 %	19	19 %	<b>374</b>	43	13 %
BMO Marchés des capitaux	<b>279</b>	149	+100 %	44	19 %	<b>771</b>	169	28 %
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	<b>(130)</b>	(88)	(+100 %)	(139)	(+100 %)	<b>(252)</b>	-	-
Revenu net de BMO Groupe financier	<b>793</b>	124	18 %	(7)	(1 %)	<b>2 369</b>	298	14 %

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR qui figure à la fin du Rapport de gestion et qui décrit l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

n.s. - non significatif

---

## Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la Banque de Montréal ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2011 et portant également sur la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2011, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces. Le 5 juillet 2011, BMO a mené à terme l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I), laquelle n'a pas été prise en compte dans l'évaluation de l'efficacité de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque au 31 juillet 2011. M&I représente 8,9 % de l'actif consolidé, 3,8 % des revenus consolidés et 3,5 % du revenu net consolidé au 31 juillet 2011 et pour la période close à cette date. La juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition est indiquée à la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints.

Le contrôle interne de la Banque de Montréal à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant; assurent que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de la Banque de Montréal et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peut fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'il ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de la Banque de Montréal a examiné le présent document, incluant les états financiers consolidés intermédiaires non audités, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal a approuvé ce document avant sa publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion figurant dans le Rapport annuel 2010 de BMO, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2011 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la léthargie, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers et/ou du crédit, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou des attentes ou exigences des organismes de supervision, incluant les exigences et les recommandations relatives au capital et aux liquidités, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

En ce qui concerne l'opération visant M&I, ces facteurs incluent, sans toutefois s'y limiter : la possibilité que les avantages prévus de l'opération, à savoir augmenter notre revenu et influencer autrement sur celui-ci, élargir notre présence en Amérique du Nord et réaliser des synergies, ne puissent se concrétiser dans les délais prévus, voire jamais, à cause de l'évolution de la conjoncture et des conditions de marché, des taux d'intérêt et de change, de la politique monétaire, des lois et règlements (incluant les changements aux exigences en matière de capital) et leur application et du degré de concurrence dans les zones géographiques et les secteurs dans lesquels les activités regroupées sont désormais menées; le risque de ne pas pouvoir intégrer rapidement et efficacement les activités de M&I à BMO; le risque lié à la réputation et la réaction des clients de M&I face à l'opération; le fait que la direction doive consacrer beaucoup de temps aux questions relevant de l'intégration et de la restructuration; et l'accroissement du risque de fluctuation des taux de change. Une part importante des activités de M&I consistait à accorder des prêts ou à consentir d'autres ressources à des entreprises spécifiques, dans des secteurs ou régions précis. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, secteurs ou régions pourraient nuire fortement à nos établissements intégrés aux États-Unis.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 29, 30, 61 et 62 du Rapport annuel 2010 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Aux fins du calcul de l'incidence pro forma de Bâle III sur notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire, nous avons présumé que notre interprétation des règles proposées et annoncées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) en date des présentes et que les modèles que nous avons utilisés pour évaluer ces exigences concorderaient avec les exigences finales qui seront promulguées par le CBCB et le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Nous avons également présumé que les changements proposés à l'égard des déductions du capital, de l'actif pondéré en fonction des risques, du traitement du capital réglementaire pour les instruments de capital-actions autres que des actions ordinaires (soit les instruments de capital faisant l'objet d'une clause de droits acquis) et des ratios de capital réglementaire minimums seraient adoptés dans leur version proposée par le CBCB et le BSIF. De plus, nous avons présumé que les instruments de capital existants qui ne respectent pas Bâle III, mais qui respectent Bâle II, pourraient être entièrement pris en compte dans ces estimations. L'incidence intégrale des propositions de Bâle III a été quantifiée d'après notre situation financière et nos positions à risque au 31 juillet ou le plus près possible de cette date. L'incidence des changements attribuables aux IFRS repose sur l'analyse que nous en avons faite à ce jour, telle qu'elle est présentée sous la rubrique Passage aux Normes internationales d'information financière de la section intitulée Modifications futures de conventions comptables - IFRS de notre Rapport annuel 2010 ainsi que plus loin dans le présent document. Dans le cadre de la présentation de notre prévision selon laquelle nous serons en mesure de refinancer certains de nos instruments de capital dans l'avenir, au moment requis, le cas échéant, pour respecter

les exigences en matière de capital réglementaire, nous avons présumé que les facteurs échappant à notre contrôle, y compris l'état de la conjoncture économique et des marchés financiers, n'altéreront pas notre capacité de le faire.

Pour établir les conséquences des réductions des frais d'interchange qui sont décrites dans la section Faits nouveaux concernant la législation américaine, nous avons supposé que les volumes d'activité demeureront conformes à nos attentes et que la direction prendra certaines mesures qui réduiront quelque peu l'incidence de ces règlements sur nos revenus.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'aux conditions de marché générales et à l'ensemble de leurs répercussions sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte dans l'établissement de nos priorités stratégiques, de nos objectifs et de nos attentes à l'égard de nos activités. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

---

#### Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

#### Perspectives économiques et survol

Les perspectives économiques à l'échelle mondiale se sont assombries dans les derniers mois. Les marchés boursiers du monde entier ont plongé, minant du coup les avoirs et la confiance des ménages. L'abaissement, de AAA à AA+, de la cote attribuée par S&P aux États-Unis et la forte résistance qu'ont opposée les élus américains au relèvement du plafond de la dette de ce pays ont amplifié les craintes au sujet des perspectives budgétaires des États-Unis, ce qui risque de porter atteinte à la confiance des entreprises. La crise de la dette souveraine en Europe n'a pas encore été résolue, et l'exposition des banques européennes à cette dette est préoccupante. Même si nous ne prévoyons pas une autre récession, nous avons grandement révisé à la baisse nos perspectives relativement aux économies canadienne et américaine.

Après avoir enregistré une bonne croissance en début d'année, l'économie canadienne s'est essouffée en raison de la demande anémique des États-Unis et des perturbations de la production automobile qu'ont causées le tremblement de terre et le tsunami au Japon. Malgré une forte hausse de l'emploi, les dépenses de consommation ont ralenti à cause de l'endettement important des particuliers et des prix élevés de l'essence, ce qui a freiné l'essor des prêts personnels. Les ventes d'habitations ont également faibli à cause notamment des changements aux règles hypothécaires qui sont entrés en vigueur au mois de mars. L'activité économique devrait s'intensifier quelque peu dans la seconde moitié de l'année grâce à une reprise de la production automobile et du raffermissement de la demande des États-Unis. Les investissements de la part des entreprises devraient demeurer importants grâce à la forte demande pour des ressources qui émane des pays émergents, ce qui favorisera l'essor des prêts aux entreprises. Après une expansion de 3,2 % en 2010, l'économie canadienne, freinée par les répercussions d'un dollar fort et d'une politique budgétaire plus contraignante, devrait enregistrer des taux de croissance plus faibles, soit 2,4 % en 2011 et 2,3 % en 2012. Compte tenu de l'orientation incertaine de l'économie mondiale, il y a fort à parier que la Banque du Canada ne relèvera pas ses taux d'intérêt avant le milieu de 2012. Profitant de la fermeté des prix des marchandises et du fait que, parmi les pays industrialisés, le Canada affiche une situation budgétaire plutôt enviable, le dollar canadien devrait, en 2012, continuer de se négocier au-dessus de la parité avec le dollar américain. Soutenu par de faibles coûts d'emprunt, ce qui stimulera la demande pour des prêts hypothécaires à l'habitation, le niveau des ventes de logements devrait demeurer élevé. Après avoir bondi dans la dernière année, les prix des habitations existantes devraient se stabiliser en 2012.

L'économie américaine a grandement ralenti dans la première moitié de l'année à cause de la montée des prix de l'essence, des problèmes de production automobile et des réductions des dépenses de l'État. Les dépenses de consommation ont stagné au deuxième trimestre, mais les investissements des entreprises et les exportations sont demeurés importants. La croissance de l'emploi a ralenti, relevant le taux de chômage à plus de 9 %. Dans la plupart des régions, le marché immobilier est demeuré léthargique et les prix ont continué de chuter. L'économie devrait connaître une faible croissance dans la seconde moitié de l'exercice en raison de l'accélération de la production automobile, de la baisse des prix du pétrole, de la faiblesse du dollar américain et de la forte demande de la part des marchés émergents. Favorisés par des stimulants fiscaux et l'essor marqué des bénéficiaires des multinationales américaines, les investissements des entreprises devraient demeurer élevés. Par contre, une politique budgétaire restrictive continuera de freiner l'expansion économique. Après un taux de croissance de 3,0 % en 2010, l'économie américaine devrait croître de 1,7 % en 2011 et de 2,5 % en 2012. Des prix des marchandises plus stables et une hausse modérée des salaires devraient comprimer l'inflation. On s'attend à ce que la Réserve fédérale maintienne sa politique de faibles taux d'intérêt au moins jusqu'en 2013 afin de contrer un chômage élevé. Des taux d'intérêt toujours bas devraient soutenir les marchés financiers cette année, mais les incertitudes économiques et la volatilité des marchés boursiers atténueront les gains.

Dans le Midwest des États-Unis, région où sont situés la majeure partie de nos établissements bancaires américains, l'économie a ralenti au printemps. Les dépenses de consommation et les activités manufacturières se sont affaiblies et la construction et les prix des habitations sont demeurés sous pression. Cependant, les dépenses des entreprises ont été stables et les conditions de crédit se sont améliorées. Dans l'année à venir, l'économie de cette région devrait bénéficier de l'augmentation de la production automobile, de la vigueur continue des exportations et de la fermeté des prix dans le secteur de l'agriculture. La croissance devrait s'accélérer quelque peu, et ce, à un rythme comparable à celui de l'ensemble de l'économie américaine, stimulant ainsi la demande pour des prêts de la part des particuliers et des entreprises. Une création d'emplois plus dynamique devrait soutenir les ventes de logements et la demande pour des prêts hypothécaires à l'habitation.

La présente section qui traite des perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices en dollars américains de BMO ont baissé par rapport au troisième trimestre de 2010 en raison du recul du dollar américain, mais n'ont pas changé depuis le deuxième trimestre de 2011. Le taux de change moyen du dollar canadien et du dollar américain, exprimé par le coût de un dollar américain en dollars canadiens, a fléchi de 7,9 % depuis un an, mais a augmenté de 0,1 % par rapport au taux moyen du deuxième trimestre de 2011. Le tableau ci-après fait état des taux de change moyens des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations.

### Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011		Cumul 2011
	c. T3-2010	c. T2-2011	c. cumul 2010
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	0,9628	0,9628	0,9777
Période précédente	1,0453	0,9623	1,0439
Revenus augmentés (diminués)	(73)	-	(161)
Frais diminués (augmentés)	50	-	108
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	7	-	20
Impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle diminués (augmentés)	(4)	-	1
<b>Revenu net augmenté (diminué)</b>	<b>(20)</b>	<b>-</b>	<b>(32)</b>

Au début de chaque trimestre, BMO détermine si elle doit ou non prendre part à des opérations de couverture qui sont censées compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ces trois mois. Ainsi, les activités de couverture atténuent l'incidence des fluctuations du taux de change, mais ce, uniquement au cours du trimestre concerné. Par conséquent, le total des gains ou pertes de couverture des quatre trimestres que compte un exercice ne peut être comparé directement à l'incidence, sur le revenu de l'exercice, des fluctuations des taux de change d'un exercice à l'autre. Au fil du trimestre à l'étude, le dollar américain s'est quelque peu apprécié, son taux de change passant de 0,9464 \$ canadien au 30 avril 2011 à une moyenne de 0,9628 \$ canadien. Les opérations de couverture ont donné lieu à une perte après impôts de 1 million de dollars pour le trimestre et à un gain après impôts de 2 millions depuis le début de l'exercice. Au cours des périodes à venir, les gains ou pertes résultant de telles opérations dépendront à la fois des fluctuations des monnaies et du montant des opérations de couverture sous-jacentes, car celles-ci sont conclues chaque trimestre en fonction du revenu net prévu en dollars américains pour les trois mois suivants.

Les effets des fluctuations du taux de change sur notre investissement dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

### Autres mesures de la valeur

Pour la période de cinq ans close le 31 juillet 2011, le rendement total des capitaux propres annuel moyen de BMO a été de 3,9 %.

Le profit économique net s'est établi à 226 millions de dollars, comparativement à 293 millions au deuxième trimestre de 2011 et à 158 millions au troisième trimestre de 2010. Le profit

économique net est une mesure non conforme aux PCGR. La diminution survenue depuis le deuxième trimestre a découlé principalement d'une hausse du coût du capital par suite de l'émission d'actions ordinaires en lien avec l'acquisition de M&I durant les trois mois à l'étude. Le profit économique net de 226 millions représente le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires (754 millions) et l'amortissement après impôts des actifs incorporels (12 millions), déduction faite d'une imputation au titre du capital (540 millions). Le profit économique net est considéré comme une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Se reporter à la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR à la fin du Rapport de gestion pour des commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

### Revenu net

#### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Le revenu net s'est chiffré à 793 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2011, en hausse de 124 millions ou de 18 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat par action a été de 1,27 \$, contre 1,13 \$ il y a un an, pour une hausse de 12 %. Le 5 juillet 2011, BMO a mené à terme l'acquisition de M&I et a émis environ 67 millions d'actions ordinaires, tel qu'il est indiqué à la section Acquisition de Marshall & Ilsley Corporation présentée précédemment, et les résultats de cette entreprise sont pris en compte dans ceux de BMO depuis cette date. Les résultats du trimestre en ce qui concerne M&I tiennent compte d'une perte de 10 millions et d'un revenu net rajusté de 32 millions.

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures conformes aux PCGR et de mesures rajustées et considère qu'elles sont toutes utiles pour l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats rajustés du troisième trimestre de 2011 ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- un montant de 53 millions de dollars (32 millions après impôts) au titre des coûts d'intégration de M&I, tels les honoraires professionnels de planification de son intégration ainsi que les frais de mise au point de systèmes et certaines indemnités de licenciement;
- l'amortissement, d'un montant de 17 millions de dollars (12 millions après impôts), des actifs incorporels liés aux acquisitions, incluant 7 millions (4 millions après impôts) en lien avec M&I; et
- une imputation aux résultats de 9 millions de dollars (6 millions après impôts) en raison de la couverture du risque de change inhérent à l'acquisition de M&I.

Le revenu net rajusté du troisième trimestre de 2011 s'est établi à 843 millions de dollars, en hausse de 165 millions ou de 24 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Le résultat par action rajusté a été de 1,36 \$, ayant monté de 19 % par rapport à celui de 1,14 \$ dégagé un an plus tôt. Les résultats et mesures rajustés ne sont pas conformes aux PCGR. Les résultats rajustés et les éléments qui ont été exclus de leur calcul sont décrits plus en détail dans la section figurant plus loin et intitulée Mesures non conformes aux PCGR, tout comme le sont nos commentaires sur l'utilisation et les limites de telles mesures.

Chaque groupe d'exploitation a vu ses résultats s'améliorer, ce qui a été particulièrement vrai dans le cas de BMO Marchés des capitaux en raison notamment de conditions plus favorables que celles prévalant il y a un an, ce qui a donné lieu à une bonne

hausse des revenus de négociation et de ceux tirés des fusions et acquisitions. Quant à celui de PE États-Unis, il s'est grandement accru, bénéficiant de l'inclusion des résultats de M&I. L'essor du revenu net du groupe Gestion privée a lui aussi été important, et ce, dans toutes ses unités, sauf celle de l'assurance. Le revenu net des Services d'entreprise a reculé en raison de la baisse des revenus et des coûts d'intégration.

Dans tous les groupes d'exploitation, la progression des revenus a dépassé celle des frais, même si le levier d'exploitation a été légèrement négatif pour PE Canada et le groupe Gestion privée. Au cours des trois mois à l'étude, les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé grâce à de meilleures conditions de crédit.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011**

Le revenu net a baissé de 7 millions de dollars comparativement à celui du deuxième trimestre, et le résultat par action a fléchi de 0,07 \$ ou de 5,2 %, comparativement à 1,34 \$. Le revenu net rajusté a monté de 39 millions ou de 4,8 % en regard des 804 millions dégagés au deuxième trimestre. Cette hausse a découlé en grande partie de l'inclusion des résultats de M&I. Les éléments de rajustement sont décrits dans la section qui figure à la fin du présent rapport de gestion et qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les revenus ont augmenté en raison de l'ajout de M&I. Les frais ont fait de même, mais exclusion faite de l'incidence de M&I, ils ont diminué. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont légèrement reculé depuis le trimestre précédent, mais les dotations à la provision générale ont augmenté parce qu'au deuxième trimestre, cette provision avait diminué.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010**

Le revenu net a progressé de 298 millions de dollars ou de 14 %, pour atteindre 2 369 millions. Le revenu net rajusté a monté de 337 millions ou de 16 %, s'établissant ainsi à 2 431 millions. La forte hausse des revenus présentés a dépassé celle des frais présentés, et les dotations à la provision pour pertes sur créances ont reculé.

#### **Revenus**

BMO analyse ses revenus consolidés selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leurs revenus, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains éléments exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur les bénéfices des Services d'entreprise.

Le total des revenus du troisième trimestre de 2011 a dépassé de 367 millions de dollars ou de 13 % celui de la même période l'an dernier, ce qui a découlé en partie des 117 millions de revenus de M&I. Les revenus rajustés ont monté de 376 millions ou de 13 %. Tant le revenu net d'intérêts que le revenu autre que d'intérêts se sont grandement améliorés, ce qui, dans les deux cas, a résulté en

partie de l'inclusion de M&I. Le repli du dollar américain a freiné l'accroissement des revenus, y retranchant 73 millions ou 2,5 points de pourcentage.

Les revenus ont augmenté de 57 millions de dollars ou de 1,7 % comparativement à ceux du deuxième trimestre grâce à la forte progression du revenu net d'intérêts. L'amélioration des revenus a découlé en partie de M&I et du fait que le troisième trimestre a compté trois jours de plus. Dans tous les groupes d'exploitation, le revenu net d'intérêts a monté, ce qui s'est également produit dans le cas du revenu autre que d'intérêts, exception faite de celui de BMO Marchés des capitaux. Les revenus des Services d'entreprise ont reculé.

Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

#### **Revenu net d'intérêts**

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 121 millions de dollars ou de 7,7 % par rapport à il y a un an, PE Canada, PE États-Unis et le groupe Gestion privée ayant enregistré de fortes hausses à ce chapitre. La progression de l'actif productif moyen est le principal facteur à l'origine de cette amélioration.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 10 points de base depuis un an pour s'établir à 1,78 %. PE Canada et BMO Marchés des capitaux ont vu leur marge baisser, alors que celles de PE États-Unis et du groupe Gestion privée se sont élargies. La réduction de la marge nette d'intérêts de PE Canada a découlé principalement de la réduction des marges sur les dépôts à cause de la faiblesse des taux d'intérêt. Quant au repli de la marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux, il a découlé essentiellement de la réduction du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation. L'élargissement de la marge de PE États-Unis a résulté essentiellement de l'accroissement de celles sur les prêts par suite d'un changement favorable dans la composition des soldes des prêts ainsi que de l'essor des soldes des dépôts. L'augmentation de la marge du groupe Gestion privée a découlé de la montée des soldes des dépôts des services de gestion bancaire privée et des marges sur les dépôts des services de courtage.

L'actif productif moyen a progressé de 45,3 milliards de dollars ou de 14 % en regard d'il y a un an, mais sa hausse a été de 57,1 milliards après rajustement pour exclure l'effet du recul du dollar américain. L'actif productif moyen tient compte des soldes de M&I pour environ un mois, ce qui a accru de quelque 9,9 milliards l'actif productif moyen de BMO. L'augmentation de l'actif productif moyen a découlé de la croissance des prêts de PE Canada, des actifs de négociation de BMO Marchés des capitaux et des prêts personnels des services de gestion bancaire privée canadiens du groupe Gestion privée. Les soldes de trésorerie se sont accrus eux aussi, ce qui reflète la hausse des dépôts auprès de la Réserve fédérale des États-Unis. Abstraction faite de l'incidence de M&I, l'actif productif moyen de PE États-Unis a baissé car les conditions du crédit et la situation économique continuent de restreindre l'utilisation du crédit. Outre les hausses provenant de l'acquisition de certains actifs et la prise en charge de certains passifs d'une banque située à Rockford, en Illinois, la croissance de certaines catégories de prêts aux entreprises a été plus vigoureuse, mais ces facteurs ont été annulés par la liquidation prévue du portefeuille et par la vente de nouveaux prêts hypothécaires sur le marché secondaire.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu net d'intérêts a progressé de 72 millions de dollars ou de 4,4 %. Chaque groupe a vu son revenu net d'intérêts augmenter par suite de l'essor de l'actif.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 11 points de base depuis le deuxième trimestre, se situant ainsi à 1,78 %. Le recul du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est l'un des principaux facteurs à l'origine de la réduction générale de cette marge.

La marge nette d'intérêts de PE Canada a été stable, n'ayant que faiblement baissé à cause de la diminution des frais de refinancement hypothécaire. Quant à la marge nette d'intérêts de PE États-Unis, elle est demeurée la même si l'on tient compte de l'incidence de M&I, mais sinon, elle a augmenté de 6 points de base grâce à l'élargissement des marges sur les prêts qui a découlé de l'évolution toujours favorable de la composition de leurs soldes et à l'augmentation de ceux des dépôts, ce qui a été neutralisé en partie par la contraction des marges sur ces derniers.

L'actif productif moyen a progressé de 24,4 milliards de dollars ou de 6,9 % en regard du deuxième trimestre en raison notamment de l'inclusion de l'actif de M&I. Des hausses sont survenues dans tous les groupes d'exploitation. Les actifs de négociation de BMO Marchés des capitaux ont monté, ce qui a également été le cas dans toutes les unités du groupe Gestion privée. L'actif productif moyen de PE Canada a dépassé de 5,1 % celui d'il y a un an et de 1,1 % celui du trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice, le revenu net d'intérêts a bondi de 314 millions de dollars ou de 6,8 % grâce à l'amélioration des revenus de tous les groupes d'exploitation, si ce n'est BMO Marchés des capitaux. L'actif productif moyen de tous ces groupes

s'est accru et, exception faite de BMO Marchés des capitaux, leurs marges se sont également améliorées.

La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 4 points de base depuis le début de l'exercice, pour s'établir à 1,83 %. Celle de PE Canada est demeurée pour ainsi dire inchangée, et celle de PE États-Unis s'est élargie en raison de meilleures marges sur les prêts, tel qu'il est indiqué précédemment, et de la hausse des soldes des dépôts. L'amélioration de la marge du groupe Gestion privée a découlé surtout de l'accroissement des marges sur les dépôts des services de courtage, ce qui a été contrebalancé en partie par l'essor des actifs d'assurance, lesquels n'ont aucune incidence sur le revenu net d'intérêts. Le revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation de BMO Marchés des capitaux s'est contracté et ses dépôts auprès de la Réserve fédérale des États-Unis ont été plus importants, ce qui a abaissé sa marge nette d'intérêts.

Au cours des neuf premiers mois du présent exercice, l'actif productif moyen a monté de 30,3 milliards de dollars ou de 9,2 %, en regard d'il y a un an, et de 38,9 milliards après rajustement afin d'exclure l'impact du repli du dollar américain. M&I a généré 3,4 milliards de la hausse, son actif n'ayant été pris en compte dans la moyenne que pendant 26 jours. En dollars canadiens, il s'est produit une hausse interne de cet actif au sein de PE Canada, du groupe Gestion privée et de BMO Marchés des capitaux, et celui des Services d'entreprise a aussi augmenté. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, pour PE États-Unis, la croissance de certaines catégories de prêts aux entreprises a été plus forte, mais l'incidence de cette progression a été atténuée par d'autres facteurs. Le groupe Gestion privée a vu l'actif productif moyen de la plupart de ses unités augmenter, et les actifs de négociation de BMO Marchés des capitaux ont progressé.

### Marge nette d'intérêts (bic)\*

(en points de base)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010	Augmentation (Diminution) c. T2-2011	Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010
PE Canada	292	(4)	(1)	295	1
PE États-Unis	447	66	-	438	72
Services bancaires Particuliers et entreprises	321	11	4	319	13
Groupe Gestion privée	289	12	(21)	297	18
BMO Marchés des capitaux	73	(22)	(3)	76	(20)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)**	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	178	(10)	(11)	183	(4)
Total des services de détail au Canada***	292	(6)	(3)	296	(1)

\* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une bic, tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

\*\* Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise est négatif et a abaissé la marge nette d'intérêts globale de BMO.

\*\*\* La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.  
n.s. - non significatif

### Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts du trimestre à l'étude a augmenté de 246 millions de dollars ou de 18 %, comparativement à celui de la même période de l'exercice précédent. Les résultats tiennent compte d'un montant de 48 millions lié à M&I, qui reflète essentiellement des frais de gestion de placements dans le groupe Gestion privée, des frais de service des dépôts et ordres de paiement dans PE États-Unis et d'autres revenus. La hausse globale du revenu autre que d'intérêts de BMO a découlé surtout des fortes augmentations enregistrées par BMO Marchés des capitaux et par le groupe Gestion privée. Les états financiers consolidés non

audités ci-joints donnent plus de détails sur le revenu autre que d'intérêts.

Le revenu autre que d'intérêts a monté depuis un an en raison de la forte hausse des commissions tirées des fusions et acquisitions de BMO Marchés des capitaux ainsi que de l'augmentation appréciable de ses revenus de négociation, lesquels étaient très bas il y a un an à cause des mauvaises conditions de marché. Les revenus tirés de fonds d'investissement ainsi que les frais de gestion de placements et de garde de titres du groupe Gestion privée ont également augmenté fortement. Une titrisation de prêts sur cartes de crédit de 1,3 milliard de dollars a été réalisée vers la fin du deuxième

trimestre. Par conséquent, les frais de services de cartes de crédit ont baissé durant le trimestre à l'étude et les revenus autres que d'intérêts provenant des titrisations se sont améliorés.

Par rapport au deuxième trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est replié de 15 millions de dollars ou de 1,0 %, ce qui est imputable aux baisses qu'ont enregistrées les Services d'entreprise et BMO Marchés des capitaux, baisses contrebalancées en partie par la hausse des revenus de PE États-Unis et du groupe Gestion privée. Le revenu autre que d'intérêts de PE États-Unis a compris des gains plus importants sur des titres de placement, et le groupe Gestion privée a profité de l'accroissement des frais de gestion de placements. Les commissions et droits sur titres du groupe Gestion privée ont fléchi, mais ses revenus d'assurance ont monté. Les résultats du deuxième trimestre avaient été affaiblis par des réclamations de réassurance exceptionnellement élevées à cause des séismes survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande. Les résultats du trimestre à l'étude ont été touchés, mais dans une moindre mesure, par l'augmentation des répercussions négatives des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de police. Tel qu'il est mentionné ci-dessus, les frais de services de cartes de crédit ont reculé et ceux de titrisation ont monté. La baisse du revenu autre que d'intérêts des Services d'entreprise a découlé d'une réduction nette de divers éléments peu importants composant ce revenu au troisième trimestre et d'un gain sur une titrisation de prêts sur cartes de crédit au deuxième trimestre.

Depuis le début de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est renforcé de 542 millions de dollars ou de 12 %. Celui de BMO Marchés des capitaux a été fort élevé en raison d'une progression appréciable des commissions de prise ferme et de consultation, des commissions sur titres et des revenus de négociation. Le revenu autre que d'intérêts du groupe Gestion privée a lui aussi enregistré une forte hausse grâce à la progression marquée des commissions sur titres, des frais de gestion de placements et de garde de titres et des revenus tirés de fonds d'investissement. L'essor des revenus d'assurance a été plus qu'annulé par les réclamations de réassurance liées à des séismes et par les répercussions négatives que les fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme ont eues sur les passifs attribuables aux titulaires de police, comparativement à il y a un an. La montée du revenu autre que d'intérêts de PE Canada a résulté du fait que deux mois de plus de résultats de la franchise nord-américaine de Diners Club ont été pris en compte cette année et de l'augmentation des revenus tirés de fonds d'investissement, ce qui a été neutralisé en partie par la réduction des frais de services de cartes de crédit.

#### **Frais autres que d'intérêts**

Au troisième trimestre de 2011, ces frais se sont accrus de 213 millions de dollars ou de 11 % par rapport à la même période l'an dernier, s'établissant ainsi à 2 111 millions. Les frais autres que d'intérêts rajustés ont monté de 153 millions de dollars ou de 8,0 % depuis un an et se sont situés à 2 041 millions, ce qui exclut 53 millions de coûts d'intégration associés à l'acquisition de M&I ainsi que 17 millions relatifs à l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions. M&I a accru les frais de 137 millions de dollars et les frais autres que d'intérêts rajustés de 76 millions. Les frais autres que d'intérêts sont présentés de manière plus détaillée dans les états financiers consolidés non audités ci-joints.

L'augmentation de la rémunération du personnel a représenté environ les deux tiers de la hausse des frais, et le tiers de celle-ci est attribuable à M&I. L'augmentation a résulté en partie de la hausse de la rémunération liée au rendement, ce qui reflète la hausse des revenus. De plus, de nouveaux investissements ont été effectués dans les activités, notamment aux fins de l'élargissement du personnel des divers groupes, et nos autres acquisitions ont entraîné une hausse de coûts. Les coûts informatiques et ceux du matériel ainsi que les frais de déplacement ont également monté. Les honoraires professionnels se sont accrus fortement à cause de M&I. La diminution des autres frais rend compte de l'avantage d'un recouvrement de taxe de vente. Le repli du dollar américain a réduit les frais de 50 millions ou de 2,6 points de pourcentage, mais la taxe de vente harmonisée qui a été instaurée le 1<sup>er</sup> juillet 2010 en Ontario et en Colombie-Britannique a représenté environ le tiers de la hausse des frais depuis un an.

Par rapport au deuxième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont monté de 88 millions de dollars ou de 4,3 %, mais ont fléchi après rajustement au titre des coûts de M&I de 137 millions pris en compte dans les résultats du trimestre et des coûts de planification de l'intégration antérieurs à l'acquisition de 25 millions de dollars qui avaient été engagés au deuxième trimestre. Selon les résultats établis, la rémunération du personnel, les frais de déplacement et ceux d'expansion des affaires ont augmenté à cause des investissements continus, ce qui a été compensé en partie par la réduction des autres frais, incluant l'avantage du recouvrement de taxe de vente. La légère appréciation du dollar américain depuis le deuxième trimestre n'a pas eu d'incidence sur la croissance des frais d'un exercice à l'autre.

Depuis le début de l'exercice, les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 613 millions de dollars ou de 11 %, pour s'établir à 6 180 millions. Après rajustement, leur hausse a été de 525 millions ou de 9,5 %. M&I a compté pour 162 millions de la hausse et pour 76 millions de celle après rajustement. Une augmentation a été enregistrée au chapitre de la rémunération du personnel, qui inclut les frais liés au rendement par suite de l'amélioration des résultats, ainsi que des coûts informatiques et ceux du matériel, des honoraires professionnels et des frais de déplacement et d'expansion des affaires. L'augmentation des frais autres que d'intérêts a découlé entre autres des investissements continus dans les Services bancaires PE ainsi que dans ceux de gestion de patrimoine, incluant entre autres des initiatives de mise au point technologique et l'ajout d'employés, ainsi que de l'incidence de nos autres acquisitions.

#### **Gestion des risques**

La reprise économique à l'échelle mondiale a ralenti à cause d'incertitudes grandissantes concernant la conjoncture en Europe et celle aux États-Unis. Dans ce pays, un taux de chômage toujours élevé et l'apathie des marchés immobiliers minent la confiance des consommateurs et rendent les perspectives économiques encore plus incertaines.

Les prêts acquis dans le cadre de l'opération visant M&I ont été constatés à la juste valeur au moment de leur acquisition et c'est pourquoi aucune dotation à la provision pour pertes sur créances n'a été comptabilisée à leur égard. La juste valeur du portefeuille acquis, soit 29,2 milliards de dollars, tenait compte d'un rajustement au titre des pertes futures estimatives de 3,3 milliards. En outre, un rajustement de la juste valeur des engagements non utilisés et des lettres de crédit, à savoir 206 millions, a été constaté

dans les autres passifs. Comme ce portefeuille a, au moment de son acquisition, été réduit au montant qui devrait être recouvré, les prêts acquis n'ont pas été pris en compte aux fins du calcul du solde brut des prêts douteux. Nous prévoyons recouvrer la juste valeur (ou la nouvelle valeur comptable) du portefeuille que nous avons acquis.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont totalisé 174 millions de dollars au troisième trimestre de 2011. Les dotations à la provision spécifique se sont chiffrées à 174 millions, soit un résultat annualisé de 39 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, contre 187 millions ou 45 points de base au deuxième trimestre et 214 millions ou 50 points de base au troisième trimestre de 2010. Ces ratios ont été calculés sans tenir compte de l'incidence des portefeuilles acquis qui ont été constatés à la juste valeur au moment de leur acquisition, et les ratios des périodes antérieures ont été retraités en conséquence. La provision générale n'a pas changé durant le trimestre, ni dans la même période il y a un an, mais elle a diminué de 42 millions au deuxième trimestre de 2011.

Sur le plan géographique, les dotations à la provision spécifique au Canada et dans d'autres pays (exclusion faite des États-Unis) ont été de 94 millions de dollars au troisième trimestre de 2011, de 97 millions au deuxième trimestre de 2011 et de 110 millions au troisième trimestre de 2010. Quant à celles constatées aux États-Unis durant ces mêmes périodes, elles se sont établies à 80 millions, à 90 millions et à 104 millions, respectivement.

Aux termes de la méthode que BMO utilise pour présenter ses résultats sectoriels, les pertes sur créances sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation clients en fonction de leur quote-part de telles pertes. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, est porté au débit (ou au crédit) des Services d'entreprise. Les paragraphes qui suivent indiquent les pertes sur créances par groupe d'exploitation client et en fonction des pertes sur créances réelles plutôt que d'après leur quote-part des pertes sur créances prévues.

Au troisième trimestre de 2011, les montants réels des pertes sur créances ont été de 161 millions de dollars pour PE Canada, de 51 millions pour PE États-Unis et de 7 millions pour BMO Marchés des capitaux. Un recouvrement de 2 millions a été enregistré par le groupe Gestion privée. De plus, des pertes sur créances réelles de 19 millions ont été inscrites au cours du trimestre à l'égard des prêts qui ont été transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise. Les pertes de 161 millions de PE Canada tiennent compte de celles de 62 millions liées aux actifs titrisés, lesquelles ne sont pas incluses dans les 174 millions de dollars de dotations à la provision spécifique de BMO.

Au deuxième trimestre de 2011, les montants réels des pertes sur créances ont été de 151 millions de dollars pour PE Canada, de 79 millions pour PE États-Unis, de 5 millions pour le groupe Gestion privée et de néant pour BMO Marchés des capitaux. Les pertes de 151 millions de PE Canada tiennent compte de celles de 48 millions liées aux actifs titrisés et non incluses dans les 187 millions des dotations à la provision spécifique de BMO.

Au troisième trimestre de 2010, les montants réels des pertes sur créances ont été de 171 millions de dollars pour PE Canada, de 103 millions pour PE États-Unis et de néant pour le groupe Gestion privée, et BMO Marchés des capitaux a enregistré un recouvrement de 10 millions à ce chapitre. Les pertes de 171 millions de

PE Canada tiennent compte de celles de 50 millions liées aux actifs titrisés et non incluses dans les 214 millions de dollars de dotations à la provision spécifique de BMO.

Les nouveaux prêts douteux ont totalisé 252 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui est supérieur aux 147 millions constatés au deuxième trimestre de 2011 et aux 242 millions inscrits il y a un an. Comme ce fut le cas dans les plus récents trimestres, les nouveaux prêts douteux aux États-Unis ont représenté plus de la moitié du total de BMO pour les trois derniers mois.

Le solde brut des prêts douteux se chiffrait à 2 290 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, comparativement à 2 465 millions à la fin du trimestre précédent et à 2 801 millions il y a un an. Depuis le troisième trimestre de 2011, le solde brut des prêts douteux ne tient pas compte des portefeuilles acquis, et les chiffres des périodes antérieures ont été retraités en conséquence.

L'acquisition de M&I a accru le risque auquel BMO est exposé du fait de ses prêts liés à des biens immobiliers aux États-Unis et l'a rendu plus vulnérable à une dégradation potentielle des marchés immobiliers américains. Cependant, nous savons que les pertes sur créances futures estimatives ont été prises en considération de façon appropriée dans l'établissement de la juste valeur du portefeuille acquis au moment de son acquisition, et nous continuons à gérer ces risques de manière proactive.

Le cadre de gestion des risques de liquidité et de financement, de marché et d'assurance de BMO et les principales mesures de ces risques sont exposés aux pages 82 à 88 du Rapport annuel 2010 de BMO.

Le niveau de notre risque de liquidité et de financement n'a que peu changé durant le trimestre. Nous sommes toujours convaincus que notre cadre de gestion de ce risque nous procure une situation des plus saines au chapitre de la liquidité. Au cours du trimestre, nos dépôts de base sont passés de 136 milliards de dollars à 172 milliards grâce surtout à l'ajout de ceux de M&I.

Le risque lié à la valeur de marché de nos activités de négociation et de prise ferme a augmenté d'un trimestre à l'autre en raison de l'intensification des activités dans notre secteur des titres à revenu fixe. L'exposition des portefeuilles de titres disponibles à la vente de la Banque est demeurée pour ainsi dire la même pendant le trimestre et continue d'être concentrée dans des portefeuilles comprenant des volumes élevés d'obligations couvertes de grande qualité.

Aucun changement majeur n'a été apporté à nos méthodes de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre. Le risque structurel lié à la valeur de marché provient de la hausse des taux d'intérêt et reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. Le risque structurel de volatilité du résultat découle du recul des taux d'intérêt et reflète essentiellement la possibilité qu'au moment de la révision des taux, les prêts dont les taux sont fondés sur le taux préférentiel se voient attribuer des taux moins élevés. Ces deux risques ont augmenté quelque peu depuis le trimestre précédent, et ce, en raison surtout de l'acquisition des actifs de M&I et de la prise en charge de ses passifs.

Aucun changement d'envergure n'est survenu, durant le trimestre, dans nos méthodes de gestion du risque ou dans le degré de risque que posent nos activités d'assurance.

La présente section sur la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2011	T2-2011	T3-2010	Cumul 2011	Cumul 2010
Nouvelles dotations à la provision spécifique	273	258	316	861	1 076
Reprises sur provisions établies précédemment	(38)	(21)	(57)	(83)	(149)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(61)	(50)	(45)	(169)	(131)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	174	187	214	609	796
Diminution de la provision générale	-	(42)	-	(42)	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	174	145	214	567	796
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée) 1)	0,39 %	0,45 %	0,50 %	0,47 %	0,63 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée) 1)	0,39 %	0,36 %	0,50 %	0,44 %	0,63 %

1) Depuis le T3-2011, le calcul ne tient pas compte des portefeuilles acquis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de tenir compte de ce changement.

## Variation du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD) 1)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2011	T2-2011	T3-2010	Cumul 2011	Cumul 2010
SBPAD au début de la période	2 465	2 739	2 968	2 894	3 297
Augmentation des prêts et acceptations douteux	252	147	242	682	1 064
Diminution des prêts et acceptations douteux 2)	(140)	(139)	(129)	(428)	(636)
Radiations	(287)	(282)	(280)	(858)	(924)
SBPAD à la fin de la période	2 290	2 465	2 801	2 290	2 801
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations 4)	1,29 %	1,40 %	1,61 %	1,29 %	1,61 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances 3), 4)	7,97 %	10,22 %	12,15 %	7,97 %	12,15 %

1) Retraitée de façon à exclure le portefeuille américain acquis au T2-2010 puisqu'il a été évalué à la juste valeur à la date de son acquisition.

2) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations des taux de change et les compensations des radiations des prêts aux particuliers qui n'ont pas été comptabilisées dans les nouveaux prêts douteux (164 millions de dollars au T3-2011, 156 millions au T2-2011 et 187 millions au T3-2010).

3) Depuis le T4-2010, le calcul ne tient pas compte de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de tenir compte de ce changement.

4) Depuis le T3-2011, le calcul ignore les portefeuilles acquis. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités afin de tenir compte de ce changement.

## Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2011				Au 30 avril 2011	Au 31 octobre 2010
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas		
VaR liée aux produits de base	(0,6)	(0,3)	(0,6)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
VaR liée aux actions	(3,9)	(4,2)	(6,6)	(3,4)	(4,0)	(7,5)
VaR liée au change	(0,6)	(2,0)	(4,3)	(0,1)	(1,8)	(0,6)
VaR liée aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché)	(10,7)	(11,3)	(16,0)	(8,3)	(10,9)	(7,5)
Diversification	4,1	5,5	n.s.	n.s.	5,8	4,8
VaR liée à la valeur de marché – Négociation	(11,7)	(12,3)	(17,1)	(9,2)	(11,0)	(10,9)
Risque lié à l'émetteur – Négociation et prise ferme	(5,0)	(5,1)	(8,8)	(4,4)	(4,1)	(2,7)
Total du risque lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme	(16,7)	(17,4)	(22,6)	(13,8)	(15,1)	(13,6)
VaR liée aux taux d'intérêt (titres disponibles à la vente)	(12,1)	(12,7)	(13,6)	(12,1)	(13,1)	(7,4)

\* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

n.s. - non significatif

## Risque structurel lié à la valeur de marché, au bilan, et volatilité du résultat (en millions de dollars)\*

(équivalent en dollars canadiens)	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 octobre 2010
Risque lié à la valeur de marché (avant impôts)	(637,8)	(612,9)	(564,1)
Volatilité du résultat sur 12 mois (après impôts)	(87,9)	(78,8)	(63,8)

\* Les pertes sont entre parenthèses. Elles sont mesurées selon un niveau de confiance de 99 %.

## Sensibilité du résultat et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)\*\*\*

(équivalent en dollars canadiens)	Sensibilité de la valeur économique (avant impôts)			Sensibilité du résultat au cours des 12 mois à venir (après impôts)		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 octobre 2010
Hausse de 100 points de base	<b>(514,0)</b>	(430,9)	(380,5)	<b>9,8</b>	12,0	20,9
Baisse de 100 points de base	<b>364,9</b>	356,1	322,3	<b>(86,8)</b>	(74,8)	(70,3)
Hausse de 200 points de base	<b>(1 082,4)</b>	(887,6)	(815,1)	<b>38,5</b>	12,4	33,4
Baisse de 200 points de base	<b>850,0</b>	745,1	738,2	<b>(21,7)</b>	5,9	(12,8)

\* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

\*\* Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2011 donnerait lieu à une augmentation de 97 millions de dollars du résultat après impôts des activités d'assurance de BMO et à une hausse de 302 millions de la valeur économique avant impôts (81 millions et 237 millions, respectivement, au 30 avril 2011 et 77 millions et 295 millions, respectivement, au 31 octobre 2010). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2011 donnerait lieu à une diminution de 90 millions du résultat après impôts et à une diminution de 315 millions de la valeur économique avant impôts (76 millions et 245 millions, respectivement, au 30 avril 2011 et 71 millions et 304 millions, respectivement, au 31 octobre 2010). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

### Impôts sur les bénéfices

Comme il est expliqué à la section Revenus, la direction évalue les résultats consolidés de BMO ainsi que les charges d'impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons le rendement des groupes d'exploitation et présentons leurs résultats ainsi que les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

La charge d'impôts sur les bénéfices a augmenté de 71 millions de dollars depuis le troisième trimestre de 2010, mais a diminué de 53 millions depuis le deuxième trimestre de 2011, pour s'établir à 178 millions. Le taux d'imposition effectif a été de 18,0 % pour le trimestre, contre 13,4 % au troisième trimestre de 2010 et 22,0 % au deuxième trimestre de 2011. En regard du troisième trimestre de 2010, la hausse du taux d'imposition effectif au trimestre correspondant de 2011 a résulté surtout de la diminution du revenu exonéré d'impôt, ce qui a été atténué par une réduction du taux d'imposition prévu par la loi au Canada en 2011. La diminution du taux d'imposition effectif entre le deuxième trimestre de 2011 et celui à l'étude a découlé essentiellement de la plus forte proportion du revenu dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus bas ainsi que de la hausse des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

Comme il est expliqué à la fin de la section qui contient une analyse du capital réglementaire du troisième trimestre de 2011, pour gérer l'incidence des fluctuations des taux de change sur l'investissement de BMO dans des établissements à l'étranger et

leurs répercussions sur ses ratios de capital et ainsi maintenir ces ratios à des niveaux acceptables, BMO peut couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en finançant une partie ou la totalité de son investissement à l'étranger en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé découlant de la conversion de l'investissement dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins des impôts sur les bénéfices, le gain ou la perte généré par les opérations de couverture entraîne une charge ou une économie d'impôts sur les bénéfices, durant la période en cours, qui est imputée aux capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur l'investissement dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti aux impôts sur les bénéfices avant la réalisation de cet investissement. La charge ou l'économie d'impôts qui découle d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain d'une période à l'autre. Les opérations de couverture de l'investissement dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfices, lequel a été imputé aux capitaux propres, de 10 millions de dollars pour le trimestre et une charge d'impôts sur les bénéfices de 170 millions depuis le début de l'exercice. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés intermédiaires non audités, contient plus de détails à ce sujet.

## Bilan

Le total de l'actif se chiffrait à 476,6 milliards de dollars au 31 juillet 2011. BMO a mené à terme l'acquisition de M&I le 5 juillet 2011, acquérant ainsi des actifs de 45,6 milliards. Les actifs de M&I étaient composés de prêts totalisant 29,2 milliards, de valeurs mobilières de 6,0 milliards, d'une trésorerie de 2,8 milliards et d'autres éléments totalisant 7,6 milliards, dont un écart d'acquisition de 1,8 milliard. La répartition du prix d'achat de M&I pourrait être peaufinée lorsque nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Incluant l'actif de M&I, le total de l'actif a augmenté de 64,9 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010. La dépréciation du dollar américain a réduit de 7,3 milliards, après conversion, les actifs libellés en dollars américains. Il s'est produit des augmentations de 28,8 milliards du solde net des prêts et acceptations, de 17,5 milliards de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, de 10,2 milliards des titres pris en pension ou empruntés, de 4,9 milliards des autres actifs et de 3,5 milliards des valeurs mobilières.

La hausse de 28,8 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations a résulté d'une augmentation de 17,0 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques, ce qui a inclus 19,5 milliards provenant de M&I, déduction faite d'une réduction de 1,8 milliard des autres prêts de BMO en raison surtout de la conjoncture économique. Les dépenses sont demeurées faibles et les emprunteurs ont moins utilisé leurs facilités de crédit. Les taux d'intérêt étant bas, davantage d'emprunteurs ont fait appel aux marchés financiers pour mobiliser des fonds à des taux attrayants et en ont utilisé le produit pour réduire leur dette bancaire. Il s'est produit une hausse des prêts à la consommation à tempérament et autres prêts personnels de 6,9 milliards, dont 4,4 milliards proviennent de M&I, et une augmentation de 2,8 milliards des prêts automobiles et des prêts sur valeur domiciliaire. Les prêts hypothécaires à l'habitation se sont accrus de 5,8 milliards, dont une tranche de 3,9 milliards est attribuable à M&I. Les soldes des prêts aux entreprises de PE Canada ont également monté. Les hausses indiquées ci-dessus ont été atténuées par la réduction des prêts sur cartes de crédit, ce qui a été causé principalement par l'intensification des activités de titrisation au mois d'avril.

La hausse de 17,5 milliards de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques a résulté en grande partie de l'augmentation des soldes auprès de la Réserve fédérale.

La hausse de 10,2 milliards des titres pris en pension ou empruntés vient principalement de l'accroissement des activités menées pour le compte des clients.

Quant à la hausse de 4,9 milliards de dollars des autres actifs, elle est entièrement attribuable à M&I et inclut un écart d'acquisition de 1,8 milliard et des impôts sur les bénéfices reportés de 2,4 milliards. Exclusion faite de l'incidence de M&I, les autres actifs de BMO ont fléchi en raison surtout de la diminution de la valeur comptable des instruments dérivés.

La progression de 3,5 milliards de dollars des valeurs mobilières a résulté d'une hausse provenant de M&I, ce qui a été neutralisé en partie par des baisses dans les portefeuilles de BMO.

Le passif et les capitaux propres totalisaient 476,6 milliards de dollars au 31 juillet 2011. L'acquisition de M&I a ajouté des passifs de 41,6 milliards, dont des dépôts de 33,9 milliards en date du

5 juillet 2011. Le repli du dollar américain avait réduit de 7,3 milliards de dollars le passif et les capitaux propres au 31 juillet 2011.

Compte tenu de M&I, le total du passif et des capitaux propres s'est accru de 64,9 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010, hausse qui reflète essentiellement la progression de 42,2 milliards des dépôts, de 9,0 milliards des titres vendus à découvert, de 6,8 milliards des titres mis en pension ou prêtés, de 5,1 milliards des capitaux propres, de 1,5 milliard de la dette subordonnée et de 4,8 milliards des autres montants. Ces facteurs ont été atténués par une diminution de 4,1 milliards des passifs financiers dérivés et de 0,4 milliard des titres d'une fiducie de capital.

L'augmentation de 42,2 milliards de dollars des dépôts comprend une hausse de 17,4 milliards de ceux effectués par des entreprises et des administrations publiques, qui ont représenté 148,2 milliards ou 51 % du total des dépôts. De la hausse de 17,4 milliards, une tranche de 12,4 milliards est attribuable à M&I. Les dépôts des particuliers, qui ont correspondu à 120,2 milliards ou à 41 % du total des dépôts, ont monté de 21,2 milliards, la quasi-totalité de ce montant provenant de M&I. Les dépôts des banques, lesquels ont constitué les 23,0 milliards restants ou 8 % du total des dépôts, ont progressé de 3,5 milliards en raison surtout de l'accroissement des dépôts de gros.

L'augmentation de 9,0 milliards de dollars des titres vendus à découvert est principalement imputable aux couvertures supplémentaires qu'a exigées l'intensification des activités menées pour le compte des clients.

L'accroissement de 6,8 milliards de dollars des titres mis en pension ou prêtés vient principalement de l'augmentation des placements des clients, et ce, surtout au Canada.

La progression de 5,1 milliards de dollars des capitaux propres reflète principalement l'émission d'environ 67 millions d'actions ordinaires, d'une valeur de 4,0 milliards de dollars, dans le cadre de l'acquisition de M&I, une émission de 0,3 milliard de dollars d'actions privilégiées au deuxième trimestre et une hausse des bénéfices non répartis, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse du cumul des autres éléments de la perte étendue en raison principalement d'une perte nette à la conversion de notre investissement net dans des établissements à l'étranger.

L'accroissement de 4,8 milliards de dollars des autres montants tient compte de 3,2 milliards provenant de M&I.

Quant à celui de 1,5 milliard de dollars de la dette subordonnée, il a découlé d'une émission au deuxième trimestre.

## Gestion du capital

### Analyse du capital réglementaire du troisième trimestre de 2011

BMO demeurerait bien capitalisé au 31 juillet 2011, son ratio du capital de première catégorie selon Bâle II s'établissant à 11,48 % et son ratio des capitaux propres ordinaires selon Bâle II se situant à 9,11 %. Le capital de première catégorie se chiffrait à 24,3 milliards de dollars, l'actif pondéré en fonction des risques, à 212,0 milliards et les capitaux propres ordinaires réglementaires se chiffraient à 19,3 milliards. Au 31 octobre 2010, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 13,45 % et le ratio des capitaux propres ordinaires, à 10,26 %. L'acquisition de M&I le 5 juillet 2011, a réduit le ratio du capital de première catégorie et celui des capitaux propres ordinaires de 190 points de base et de 130 points de base, respectivement, alors que les ratios ont également été touchés par d'autres facteurs qui ont influé tant sur l'actif pondéré en fonction des risques que sur le capital, tel qu'il est décrit ci-dessous.

Au premier trimestre de 2011, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a approuvé la demande de BMO, l'autorisant ainsi à utiliser l'approche des notations internes avancée (approche NI avancée) aux fins du calcul de l'actif pondéré en fonction du risque de crédit de Harris Bancorp, Inc. Tel qu'il a été mentionné dans les trimestres précédents, le changement d'approche a influé sur le capital et sur l'actif pondéré en fonction des risques.

L'augmentation de 2,7 milliards de dollars du capital de première catégorie depuis le 31 octobre 2010 est attribuable à l'émission d'actions ordinaires aux actionnaires de M&I en guise de contrepartie de l'acquisition, au capital généré en interne et à l'émission de 290 millions de dollars d'actions privilégiées, à 3,90 %, série 25, le 11 mars 2011. Ces facteurs ont été atténués par le rachat, d'un montant de 400 millions, de BOaTS BMO – Série B au premier trimestre, par la hausse des déductions du capital, selon Bâle II, en lien surtout avec l'acquisition de M&I et, tel qu'il a été indiqué ci-dessus, par l'adoption de l'approche NI avancée pour Harris Bancorp, Inc.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 50,8 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2010 en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de M&I, laquelle a ajouté environ 45 milliards à cet actif, et de l'adoption de l'approche NI avancée pour Harris Bancorp, Inc., tel qu'il est indiqué précédemment. L'actif pondéré en fonction des risques lié aux prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et l'actif pondéré en fonction du risque de titrisation se sont accrus au cours du troisième trimestre. L'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur l'actif pondéré en fonction des risques libellé en dollars américains a atténué la hausse totale de l'actif pondéré en fonction des risques.

Le ratio du capital total de BMO, en vertu de Bâle II, s'établissait à 14,21 % au 31 juillet 2011, soit 170 points de base de moins que celui de 15,91 % à la fin de 2010. Au 31 juillet 2011, le capital total avait augmenté de 4,5 milliards de dollars pour s'établir à 30,1 milliards, ce qui est essentiellement imputable à l'incidence des 1,5 milliard de dollars de titres d'emprunt subordonnés, soit les billets à moyen terme, série G, tranche 1, à 3,979 % qui ont été émis le 2 mars 2011, et à l'essor du capital de première catégorie, tel qu'il est indiqué ci-dessus.

L'investissement de BMO dans ses établissements américains est essentiellement libellé en dollars américains. Les gains ou pertes de change découlant de la conversion, en dollars canadiens, de cet investissement sont pris en compte dans les capitaux propres, ce qui, conjugué à l'incidence de la conversion de l'actif pondéré en fonction des risques libellé en dollars américains sur l'actif pondéré en fonction des risques en dollars canadiens, peut créer de la volatilité dans les ratios de capital de la Banque. Pour gérer l'incidence des fluctuations des taux de change sur ses ratios de capital et ainsi les maintenir à des niveaux acceptables, BMO peut couvrir entièrement ou partiellement le risque de change en finançant une partie ou la totalité de son investissement à l'étranger en dollars américains.

### Répercussions éventuelles des changements proposés au capital réglementaire et passage aux IFRS

Les règles relatives aux exigences en matière de capital imposées par Bâle III ont, pour la plupart, été définies, et les ratios de capital de BMO en vertu de Bâle III sont excellents.

### Capital réglementaire admissible

Capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques, selon Bâle II (en millions de dollars canadiens)	T3-2011	T4-2010
Capitaux propres ordinaires réglementaires, montant brut	23 580	18 753
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 861	2 571
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 126	2 542
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	33	23
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(3 374)	(1 619)
Capital de première catégorie, montant net	25 226	22 270
Déductions liées à la titrisation	(167)	(165)
Pertes prévues en excédent de la provision, selon l'approche NI avancée	(270)	-
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(445)	(427)
Capital de première catégorie rajusté (capital de première catégorie)	24 344	21 678
Dette subordonnée	5 858	3 776
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des gains nets non réalisés après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	12	10
Provision générale pour pertes sur créances admissible	292	292
Total du capital de deuxième catégorie	6 962	4 878
Déductions liées à la titrisation	(29)	(29)
Pertes prévues en excédent de la provision, selon l'approche NI avancée	(270)	-
Investissements importants/placements dans des filiales du secteur de l'assurance	(875)	(890)
Capital de deuxième catégorie rajusté	5 788	3 959
Capital total	30 132	25 637
Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)	T3-2011	T4-2010
Risque de crédit	181 683	136 290
Risque de marché	5 715	5 217
Risque opérationnel	24 588	19 658
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	211 986	161 165

Nous jugeons qu'aux termes de Bâle III, les ratios les plus importants sont ceux des capitaux propres ordinaires et du capital de première catégorie. Selon notre analyse et nos hypothèses et compte tenu de l'incidence estimative de l'adoption des IFRS, les ratios pro forma des capitaux propres ordinaires et du capital de première catégorie de BMO au 31 juillet 2011 seraient de 6,6 % et de 8,8 %, respectivement, donc moins élevés que ceux de 8,6 % et 11,5 %, respectivement, du deuxième trimestre. Leur baisse a découlé essentiellement des répercussions de l'acquisition de M&I, de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, tel qu'il est mentionné ci-dessus, et d'estimations plus précises quant à l'incidence de certains aspects de Bâle III.

## Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 17 août 2011	Nombre d'actions ou montant en dollars
Actions ordinaires	637 372 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Série 15	250 000 000 \$
Série 16	300 000 000 \$
Série 18	150 000 000 \$
Série 21	275 000 000 \$
Série 23	400 000 000 \$
Série 25	290 000 000 \$
Convertibles en actions ordinaires	
Actions privilégiées de catégorie B 1)	
Série 10	300 000 000 \$ US
Options sur actions 2)	
- droits acquis	10 192 000
- droits non acquis	7 702 000

1) Les actions privilégiées convertibles peuvent être échangées au prorata contre des actions ordinaires à des dates précises sur la base de 95 % du cours moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant quatre jours avant la date de l'échange.

2) Les options sur actions comprennent les options visant l'acquisition d'actions ordinaires de M&I qui ont été converties à la clôture de l'acquisition de M&I en options visant des actions ordinaires de la Banque de Montréal.

La note 20 afférente aux états financiers vérifiés, aux pages 145 et 146 du Rapport annuel 2010, traite en détail du capital-actions.

Aux fins des calculs et des énoncés pro forma figurant dans cette section, il a été supposé que les exigences de Bâle III qui concernent le capital réglementaire et qui ont été annoncées seraient toutes instaurées, et ces calculs tiennent également compte de l'incidence éventuelle de certains changements importants associés à l'adoption des IFRS. Les ratios de capital pro forma de BMO sont solides et la Banque pourra manifestement répondre aux exigences de capital de Bâle III à court terme.

Aux termes de Bâle III, les capitaux propres ordinaires réglementaires de la Banque (ce qui correspond aux capitaux propres ordinaires déduction faite des rajustements du capital réglementaire applicables) diminueraient d'environ 4,4 milliards de dollars, passant de 19,3 milliards à 14,9 milliards au 31 juillet 2011, et son capital de première catégorie baisserait de quelque 4,4 milliards, passant de 24,3 milliards à 19,9 milliards. La baisse est essentiellement attribuable aux répercussions de l'adoption des Normes internationales d'information financière (IFRS) sur les bénéfices non répartis ainsi que des nouvelles déductions du capital prescrites par Bâle III. Ces facteurs seraient atténués par le retrait de certaines déductions du capital en vertu de Bâle II et par leur conversion en actif pondéré en fonction des risques de niveaux supérieurs.

Notre actif pondéré en fonction des risques au 31 juillet 2011, soit 212,0 milliards de dollars, augmenterait d'environ 14,7 milliards pour s'établir à 226,7 milliards, et ce, en raison surtout de l'accroissement de l'actif pondéré en fonction du risque de contrepartie (10,6 milliards) et, dans une moindre mesure, de celui de l'actif pondéré en fonction du risque de marché ainsi que de la conversion de certaines déductions du capital que prescrit actuellement Bâle II en actif pondéré en fonction des risques (4,2 milliards), tel qu'il a été indiqué précédemment.

Les ratios pro forma du capital total et de levier financier de BMO dépassent les exigences minimales de Bâle III.

L'incidence des changements attribuables aux IFRS repose sur l'analyse que nous en avons faite à ce jour, telle qu'elle est

présentée sous la rubrique Passage aux Normes internationales d'information financière de la section intitulée Modifications futures de conventions comptables – IFRS qui figure dans notre Rapport annuel 2010 ainsi que plus loin dans le présent document. Aux fins du calcul du ratio du capital de première catégorie et de l'analyse du ratio du capital total et du ratio de levier financier de la Banque selon Bâle III, nous avons également supposé que les instruments de capital-actions de première et de deuxième catégories existants, autres que des actions ordinaires, seraient entièrement pris en compte dans le capital réglementaire. Ces instruments ne respectent pas les exigences en matière de capital de Bâle III, mais feront l'objet des clauses de droits acquis qui sont décrites dans notre Rapport annuel 2010. Nous prévoyons pouvoir refinancer les instruments de capital-actions autres que des actions ordinaires au moment requis et au besoin afin de respecter les exigences imposées à l'égard de ces instruments.

Les ratios pro forma, selon Bâle III, ne tiennent pas compte des mesures que la direction pourrait prendre dans l'avenir pour atténuer l'incidence des changements, ni de l'effet positif d'une croissance des bénéfices non répartis au fil du temps qui pourrait servir à combler ces exigences, ni d'autres facteurs qui échappent à la volonté de la direction.

## Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, 1 137 000 actions ont été émises aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et de l'exercice d'options sur actions et quelque 67 millions d'actions ordinaires ont été émises aux actionnaires de M&I en guise de contrepartie pour l'acquisition de celle-ci. Durant ces trois mois, nous n'avons racheté aucune action ordinaire de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires.

Le 23 août 2011, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende équivalant à celui d'il y a un an et à celui du trimestre précédent. Ce dividende doit être versé le 28 novembre 2011 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> novembre 2011. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires supplémentaires en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires de BMO (le Régime). Aux termes de ce régime, le Conseil d'administration détermine si les actions ordinaires visées seront achetées sur le marché secondaire ou seront des actions nouvellement émises. À l'heure actuelle, il est prévu que les actions ordinaires achetées aux termes de ce régime seront des actions nouvellement émises et qu'elles le seront sans escompte par rapport au prix moyen du marché des actions ordinaires (terme défini dans le Régime).

La présente section sur la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

### Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt de deuxième rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers, et ce, à des taux attrayants. Si ces cotes se détérioraient de manière importante, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait fortement et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes aurait également d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 10 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 130 du Rapport annuel 2010.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de deuxième rang de BMO sont demeurées inchangées durant le trimestre. Les quatre cotes sont celles d'émissions de deuxième ordre et de grande qualité et sont les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch Ratings, Aa2 pour Moody's Investors Service et A+ pour Standard & Poor's Rating Services. La section qui traite des points saillants des résultats financiers et qui se trouve dans les premières pages de ce document donne également des détails sur ces cotes de crédit.

Durant le trimestre, Moody's a confirmé la cote à long terme de la Banque de Montréal, soit Aa2, et lui a attribué de nouveau des perspectives stables après avoir placé sa cote sous examen en vue d'une révision à la baisse par suite de l'annonce de notre intention d'acquérir M&I. Les trois autres agences de notation ont maintenu leur cote et les perspectives stables qui y sont rattachées.

### Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous proposons à nos employés un éventail précis de produits de prêts hypothécaires et autres prêts qui sont assortis des taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées qui sont attribuées aux administrateurs ainsi que les contrats de prêt à taux réduit conclus avec les dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 159 de notre Rapport annuel 2010.

### Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités à détenteurs de droits variables et les garanties, lesquels sont décrits aux pages 64 à 66 et 68 à 70 de notre Rapport annuel 2010 ainsi qu'aux notes 4 et 6 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non audités ci-joints. La section qui porte sur les instruments financiers désignés donne plus de détails sur les changements importants de nos arrangements hors bilan qui sont survenus au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011.

### Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes à nos états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2010 renferment un résumé de nos principales conventions comptables.

Le Rapport annuel 2010 contient, aux pages 68 à 70, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications.

### Instruments financiers désignés

Les pages 63 à 67 du Rapport annuel 2010 de BMO présentent de l'information supplémentaire sur certains instruments financiers qui, à compter de 2008, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO. Nous avons pour pratique de signaler tout changement important, le cas échéant, dans notre Rapport de gestion intermédiaire. L'acquisition de M&I a accru le niveau global de certaines des catégories d'actifs qui sont décrites dans la section Instruments financiers désignés du Rapport annuel 2010 de BMO.

Le montant prélevé sur les facilités de trésorerie que BMO a consenties aux entités de gestion de placements structurés était passé à 2,8 milliards de dollars américains et à 277 millions d'euros à la fin du trimestre, contre 3,2 milliards de dollars américains et 313 millions d'euros à la fin du deuxième trimestre et 4,3 milliards de dollars américains et 478 millions d'euros à la fin de l'exercice 2010. Ces baisses ont découlé des ventes et des échéances d'actifs. À la fin du trimestre, la valeur comptable des billets de capital subordonnés était de 475 millions de dollars américains et de 107 millions d'euros dans le cas de Links et de Parkland, respectivement, comparativement à 689 millions de dollars américains et à 141 millions d'euros à la fin de l'exercice 2010.

### Expositions dans certaines régions

En ce qui concerne la zone euro, le risque de crédit direct auquel BMO est exposé en Grèce, en Irlande, en Italie, en Espagne et au Portugal a essentiellement trait à des produits de financement du commerce international, des produits de crédit et des produits de négociation offerts par des banques. Le montant des positions est demeuré faible, s'établissant à 131 millions de dollars à la fin du trimestre. De plus, notre filiale irlandaise est tenue de maintenir des réserves auprès de la banque centrale d'Irlande, réserves totalisant quelque 164 millions à la fin du trimestre.

Compte tenu du niveau de dette souveraine européenne détenue par les banques en Europe, nous continuons de surveiller de manière proactive l'exposition directe de BMO à ces contreparties, tenant compte comme il se doit de la possibilité d'une exposition indirecte à cette dette.

L'exposition des entités de gestion de placements structurés que gère BMO se chiffrait à une valeur nominale d'environ 34 millions de dollars en Irlande, et BMO n'avait aucune exposition de cette nature en Grèce, en Italie, en Espagne ou au Portugal. Cette exposition était constituée uniquement de titres d'emprunt de premier rang de la banque irlandaise garantis par le gouvernement. Nous surveillons de près notre exposition à des banques d'autres pays d'Europe.

## Modifications futures de conventions comptables

### Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les IFRS qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (IASB) pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. Le 1<sup>er</sup> novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme référentiel pour la préparation de nos états financiers consolidés. Nous présenterons nos résultats financiers du trimestre se clôturant le 31 janvier 2012 conformément aux IFRS. Nous fournirons également des données comparatives établies selon les IFRS, dont un bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> novembre 2010, date de la transition.

Le projet que nous menons à l'échelle de l'organisation en vue du passage aux IFRS se déroule selon l'échéancier prévu. Nous avons terminé l'étape d'examen et d'évaluation diagnostiques, celle de mise en œuvre et de formation est pour ainsi dire achevée et nous avons entrepris la troisième et dernière étape de ce projet. Cette étape comprend la mise au point des contrôles et procédures nécessaires au retraitement de notre bilan d'ouverture et des résultats financiers de 2011, selon les IFRS, en vue de notre passage aux IFRS en 2012 ainsi que la prise des dernières décisions concernant les choix de conventions que nous serons autorisés à faire en vertu des IFRS.

D'après notre analyse à ce jour, les principaux changements comptables attribuables à l'adoption des IFRS toucheront les prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs, la titrisation d'actifs, la consolidation ainsi que le cumul des autres éléments de la perte étendue découlant de la conversion des comptes des établissements à l'étranger. Les différences entre les conventions comptables de la Banque et celles exigées par les IFRS eu égard à ces éléments ainsi que nos décisions quant aux exemptions facultatives concernant l'application rétroactive des IFRS se traduiront par des différences d'évaluation et de constatation au moment du passage aux IFRS. L'incidence nette de ces différences sera prise en compte dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis, ce qui influera sur les capitaux propres. Ces répercussions se manifesteront également sur nos ratios de capital, exception faite de la variation liée au cumul des autres éléments de la perte étendue découlant de la conversion des comptes des établissements à l'étranger, laquelle n'aura aucune incidence sur nos ratios de capital.

Les principaux changements comptables indiqués ci-après ne doivent pas être considérés comme représentant toutes les répercussions de l'adoption des IFRS, mais plutôt comme étant les plus importants changements, selon notre analyse à ce jour. La quantification exacte de toutes les répercussions découlant de l'adoption des IFRS dépendra de l'achèvement de tous nos champs de travaux projetés, des décisions finales lorsque des choix de conventions comptables sont autorisés, entre autres les exemptions facultatives à l'égard des retraitements rétroactifs aux termes des IFRS, ainsi que des conditions de marché et de la conjoncture économique prévalant au moment de la transition. D'autres différences importantes pourraient être cernées avant notre passage aux IFRS.

### Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Au moment de la transition aux IFRS, nous pourrions soit recalculer la charge au titre des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs depuis l'entrée en vigueur des régimes comme si nous avions toujours appliqué les exigences des IFRS concernant les avantages sociaux, soit inscrire les montants liés au marché existants au 1<sup>er</sup> novembre 2010 directement dans les bénéfices non répartis (comptabilité nouveau départ). Ces montants tiennent compte des gains ou pertes latents liés au marché sur les actifs des caisses de retraite et de l'incidence des variations des taux d'actualisation sur les obligations au titre des prestations de retraite. Nous avons décidé d'adopter la comptabilité nouveau départ permise aux termes des IFRS.

### Titrisation d'actifs

En 2010, nous avons presque terminé notre évaluation du traitement comptable, aux termes des IFRS, des prêts et prêts hypothécaires vendus aux entités de titrisation de la Banque et au Programme d'Obligations hypothécaires du Canada. Nous avons conclu, provisoirement, que les prêts et prêts hypothécaires vendus par la Banque aux termes de ces programmes de titrisation demeureront inscrits au bilan. En vertu des PCGR du Canada, les prêts et prêts hypothécaires vendus dans le cadre de tels programmes sont sortis du bilan.

Dans le trimestre à l'étude, nous avons pour ainsi dire parachevé notre évaluation du traitement comptable, aux termes des IFRS, des prêts hypothécaires canadiens que nous vendons au programme de titres adossés à des créances hypothécaires de la SCHL en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. Nous avons déterminé si, sur la base du transfert de leurs risques et avantages, ces prêts hypothécaires seront admissibles à un traitement hors bilan conformément aux critères de décomptabilisation énoncés dans la norme IFRS qui porte sur les instruments financiers (IAS 39). D'après l'analyse faite à ce jour, nous avons conclu, de manière provisoire, que les prêts hypothécaires vendus par voie du programme précité demeureront inscrits à notre bilan. En vertu des PCGR du Canada, les prêts hypothécaires vendus dans le cadre de ce programme sont sortis de notre bilan. Si les actifs titrisés qui lui sont vendus devaient être inscrits à notre bilan, les actifs et passifs augmenteraient d'environ 4 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> novembre 2010, date correspondant à l'ouverture de notre exercice de comparaison. Nous ne prévoyons pas que cela entraînerait un rajustement important du solde d'ouverture de nos bénéfices non répartis à cette date.

Des renseignements supplémentaires sur nos titrisations d'actifs figurent à la note 8 afférente aux états financiers consolidés, à la page 126 du Rapport annuel 2010.

### Consolidation

En 2010, nous avons presque terminé de déterminer si nous serons tenus de consolider notre entité de protection de crédit Apex Trust (Apex) et nos entités de gestion de placements structurés lorsque nous effectuerons le passage aux IFRS. Nous avons conclu, de manière provisoire, que la Banque sera tenue de les consolider au moment de sa transition aux IFRS. Aux termes des PCGR du Canada, nous ne sommes pas tenus de le faire.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons terminé en quasi-totalité l'analyse nous permettant de déterminer si nous aurons à consolider notre entité américaine de titrisation de clients. Nous avons analysé l'exigence en matière de consolidation en évaluant si la Banque contrôlerait en substance cette entité, tel qu'il est établi dans les critères énoncés dans la norme IFRS portant sur les

états financiers consolidés et individuels (IAS 27) et, le cas échéant, dans la SIC-12 (une interprétation de l'IAS 27). Nous avons conclu, provisoirement, qu'il nous faudra la consolider. En vertu des PCGR du Canada, nous n'avons pas à le faire. Sa consolidation influencerait sur le bilan de la Banque, augmentant son actif et son passif d'environ 3 milliards de dollars le 1<sup>er</sup> novembre 2010, date d'ouverture de notre exercice de comparaison. Nous ne pensons pas que sa consolidation se traduirait par un rajustement important du solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> novembre 2010 ni du calcul du ratio du capital de première catégorie.

Dans le trimestre écoulé, nous avons pour ainsi dire terminé l'analyse nous permettant de déterminer si nous serons tenus de consolider nos entités canadiennes de titrisation de clients. Nous avons étudié l'exigence en matière de consolidation en évaluant si la Banque contrôlerait en substance cette entité, tel qu'il est établi dans les critères énoncés dans la norme IFRS portant sur les états financiers consolidés et individuels (IAS 27) et, le cas échéant, dans la SIC-12 (soit une interprétation de l'IAS 27). Dans le cadre de cette analyse, nous avons évalué si les activités de l'entité sont exercées au nom de la Banque, quelle est l'exposition de celle-ci aux risques et avantages inhérents à l'entité, quel est son pouvoir décisionnel sur l'entité et si ces éléments démontrent que la Banque exerce un contrôle en substance sur l'entité et doit, par conséquent, en consolider les résultats. Nous avons établi que, dans le cas de cinq de nos huit entités canadiennes de titrisation de clients, nous ne remplissons pas les critères de consolidation des IFRS, résultat qui reflète notre mode actuel de comptabilisation de ces entités en vertu des PCGR du Canada. Par conséquent, à la transition aux IFRS, il ne se produira aucun changement dans le traitement comptable de nos entités canadiennes de titrisation de clients.

Nous prévoyons achever l'évaluation de nos autres entités à détenteurs de droits variables de moindre importance au quatrième trimestre de 2011.

Des renseignements sur toutes nos entités à détenteurs de droits variables, incluant le total de leurs actifs, notre risque de perte et notre évaluation de l'exigence de consolidation imposée par les PCGR du Canada figurent à la note 9 afférente aux états financiers consolidés, à la page 128 du Rapport annuel 2010.

#### Cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion de l'investissement net dans des établissements à l'étranger

Au moment du passage aux IFRS, nous pourrions soit recalculer les écarts de conversion selon les IFRS comme si nous avions toujours appliqué les exigences des IFRS soit ramener à zéro le cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion de l'investissement net dans des établissements à l'étranger. Nous prévoyons choisir de ramener à zéro le cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion de l'investissement net dans des établissements à l'étranger.

#### Acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I)

Aux termes des PCGR du Canada, le prix d'achat de M&I est fondé sur le cours moyen des actions pendant une période raisonnable avant et après la date à laquelle les modalités de l'acquisition ont été convenues et annoncées. En vertu des IFRS, le prix d'achat sera établi d'après le cours des actions à la date de clôture de l'opération. Les coûts d'acquisition supplémentaires doivent être inscrits à l'actif aux termes des PCGR du Canada et classés dans les écarts d'acquisition. Les IFRS exigent que de tels coûts soient comptabilisés en charges. Au moment de la transition aux IFRS dans l'exercice 2012, nous retrairerons l'acquisition de M&I et tiendrons compte des différences en découlant dans les résultats de notre exercice de comparaison. Nous ne prévoyons pas que ces différences influenceront fortement sur ces résultats.

#### Quantification de l'incidence de certaines différences importantes

Les pages 71 à 73 de notre Rapport annuel 2010 renferment une analyse des éléments clés de notre plan de transition et présentent les répercussions que certaines différences importantes pourraient avoir sur notre bilan d'ouverture de 2011 et nos ratios de capital ainsi que notre évaluation des exemptions facultatives en ce qui concerne l'application rétroactive des IFRS. Les lecteurs sont priés de se reporter à cette analyse pour obtenir d'autres détails à ce sujet.

La présente section Passage aux Normes internationales d'information financière contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### **Faits nouveaux concernant la législation américaine**

Le 21 juillet 2010, le président Obama a promulgué la loi américaine intitulée *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*. Cette loi est d'une vaste portée et nous continuons d'évaluer quelles répercussions elle aura sur nos activités. Des règlements devront être établis à l'égard de nombreux aspects de cette loi, ce qui prendra plusieurs années. C'est pourquoi il est difficile pour le moment d'en estimer l'incidence financière sur nos activités et sur le secteur financier en général. Les changements apportés aux frais de découvert en application de la Règle E sont entrés en vigueur à l'été 2010 et sont maintenant reflétés dans nos résultats. Les réductions des frais d'interchange en vertu de la loi précitée entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2011, et il est prévu qu'elles diminueront le revenu annuel avant impôts de PE États-Unis d'environ 40 millions de dollars américains, une fois que la direction aura pris des mesures pour en atténuer les conséquences. Nous prévoyons également une hausse des coûts de conformité et veillerons à gérer la complexité et l'étendue des changements réglementaires.

La « taxe sur la responsabilité de la crise financière » que l'administration Obama se proposait d'imposer aux institutions financières américaines dont les actifs dépassent une certaine limite a été proposée de nouveau dans le budget de cette administration pour 2012. Même si tous les détails de la taxe envisagée n'ont pas encore été publiés, si elle est instaurée, elle pourrait s'appliquer à certains, sinon à la totalité, de nos établissements américains. Cette taxe ne sera pas entérinée sans être approuvée par le président et le Congrès des États-Unis.

## Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	T2-2011	T1-2011	T4-2010	T3-2010	T2-2010	T1-2010	T4-2009
Revenu total	<b>3 274</b>	3 217	3 346	3 229	2 907	3 049	3 025	2 989
Dotation à la provision pour pertes sur créances – spécifique	<b>174</b>	187	248	253	214	249	333	386
Dotation à la provision pour pertes sur créances (recouvrement) – générale	-	(42)	-	-	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	<b>2 111</b>	2 023	2 046	2 023	1 898	1 830	1 839	1 779
Revenu net	<b>793</b>	800	776	739	669	745	657	647
Revenu net rajusté	<b>843</b>	804	784	748	678	752	664	690
Résultat de base par action (en dollars)	<b>1,28</b>	1,35	1,31	1,25	1,13	1,27	1,12	1,12
Résultat dilué par action (en dollars)	<b>1,27</b>	1,34	1,30	1,24	1,13	1,26	1,12	1,11
Résultat dilué par action, après rajustement (en dollars)	<b>1,36</b>	1,35	1,32	1,26	1,14	1,28	1,13	1,18
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	<b>1,78</b>	1,89	1,82	1,89	1,88	1,88	1,85	1,73
Taux d'imposition effectif (%)	<b>18,0</b>	22,0	24,5	20,6	13,4	21,4	20,8	19,2
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	<b>0,96</b>	0,96	1,01	1,04	1,05	1,03	1,06	1,08
Revenu net :								
PE Canada	<b>432</b>	402	443	418	424	395	403	402
PE États-Unis	<b>92</b>	53	54	46	52	55	61	59
Services bancaires Particuliers et entreprises	<b>524</b>	455	497	464	476	450	464	461
Groupe Gestion privée	<b>120</b>	101	153	129	105	115	111	106
BMO Marchés des capitaux	<b>279</b>	235	257	214	130	260	212	259
Services d'entreprise, y compris T&O	<b>(130)</b>	9	(131)	(68)	(42)	(80)	(130)	(179)
BMO Groupe financier	<b>793</b>	800	776	739	669	745	657	647

Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités en fonction de la structure organisationnelle du trimestre à l'étude. Il y lieu de se reporter à la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Les tendances trimestrielles du revenu net de BMO sont examinées en détail aux pages 94 et 95 du Rapport annuel 2010. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats obtenus du quatrième trimestre de 2009 jusqu'au troisième trimestre de 2011, inclusivement.

Au cours de la dernière année, les résultats se sont, en général, améliorés, ce qui reflète une tendance à l'augmentation des revenus, à la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances et à la hausse du revenu net. La croissance du revenu net rajusté a été plus forte et plus soutenue. Les frais se sont accrus eux aussi, ce qui témoigne des acquisitions, des sommes consacrées aux initiatives et de l'essor des activités. Les résultats du troisième trimestre de 2011 tiennent compte de l'incidence de l'acquisition de M&I, laquelle a réduit le revenu net de 10 millions de dollars et a accru les revenus de 117 millions et les frais de 137 millions, dont 53 millions de coûts d'intégration. Cette acquisition a grandement amélioré les résultats de PE États-Unis et a légèrement renforcé ceux du groupe Gestion privée.

PE Canada a bénéficié de la forte croissance de ses volumes en 2010, et la part de marché de plusieurs de ses unités clés a progressé. PE Canada a affiché un bon rendement, ses revenus et sa rentabilité ayant augmenté, et a enregistré de fortes hausses des revenus tirés de ses services aux particuliers et aux entreprises, ce qui a découlé de l'essor des volumes de la plupart de ses produits et de l'élargissement de sa marge nette d'intérêts. Le revenu net de la période à l'étude a augmenté, mais l'essor des revenus et des frais a ralenti. Les résultats tiennent compte de l'incidence de l'acquisition, au premier trimestre de 2010, de la franchise nord-américaine de Diners Club.

PE États-Unis évolue dans un contexte économique difficile depuis 2007. Les résultats de 2010 ont également été touchés par les coûts d'intégration des entreprises acquises, et le contexte économique qui a prévalu au cours de cet exercice a entraîné une

baisse du recours à des prêts, ce qui a nui à l'essor des revenus et au revenu net. Depuis le deuxième trimestre de 2010, les résultats de PE États-Unis reflètent l'acquisition de certains actifs et la prise en charge de certains passifs d'une banque située à Rockford, en Illinois. Les bons résultats du trimestre ont été rehaussés par l'ajout de M&I, ce qui a accru le revenu net de PE États-Unis de 27 millions de dollars américains. Tel qu'il est expliqué dans l'introduction de la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation, certains actifs qui sont garantis par des biens immobiliers et qui s'étaient dépréciés ont été transférés aux Services d'entreprise durant le trimestre. Les soldes des prêts, les revenus et les frais des périodes antérieures ont été retraités afin de refléter ce transfert.

Les résultats obtenus par le groupe Gestion privée au cours des derniers trimestres témoignent de la croissance de la plupart de ses unités. Les résultats du trimestre à l'étude tiennent compte d'un mois de revenu provenant des services de gestion de patrimoine par suite de l'acquisition de M&I et du revenu, pour un trimestre entier, découlant de celle de LGM. Au trimestre précédent, les résultats des activités d'assurance ont été touchés par des réclamations de réassurance exceptionnellement élevées, soit 47 millions de dollars après impôts, par suite des séismes qui ont frappé le Japon et la Nouvelle-Zélande.

En 2010, les résultats de BMO Marchés des capitaux ont varié d'un trimestre à l'autre, ceux du deuxième trimestre ayant été très bons, mais le revenu net a été particulièrement faible au troisième trimestre. Les résultats du premier trimestre de 2011 ont été remarquablement bons, ceux du deuxième trimestre sont revenus à des niveaux plus courants et ceux du troisième ont bénéficié de recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

Les résultats des Services d'entreprise se sont améliorés tout au long de 2010 par suite de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances et de l'amélioration des revenus. Les résultats du deuxième trimestre de 2011 ont bénéficié de la diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances, dont une réduction de 42 millions de la provision générale, ainsi que d'une hausse des revenus. Pour ce qui est des résultats du

trimestre à l'étude, ils témoignent de la réduction des intérêts au règlement de certaines questions fiscales, de la baisse des revenus en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de M&I et de la diminution des revenus de titrisation par suite principalement d'une titrisation de prêts sur cartes de crédit au deuxième trimestre. Les résultats reflètent également des coûts d'intégration de 53 millions relativement à M&I.

Le taux d'imposition effectif peut varier puisqu'il est fonction de la date de résolution de certaines questions fiscales, des

recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures et de la proportion du revenu qui est dégagé dans les différents territoires où nous exerçons des activités.

Dans l'ensemble, le dollar américain s'est déprécié au cours des deux derniers exercices. Un dollar américain plus faible diminue les valeurs, après conversion, des revenus et des frais de BMO qui sont libellés dans cette devise.

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le troisième trimestre de 2011

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011					Cumul 2011				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic) 1)	1 500	111	318	(237)	<b>1 692</b>	4 244	322	951	(578)	<b>4 939</b>
Revenu autre que d'intérêts	517	506	519	40	<b>1 582</b>	1 486	1 538	1 685	189	<b>4 898</b>
Revenu total (bic) 1)	2 017	617	837	(197)	<b>3 274</b>	5 730	1 860	2 636	(389)	<b>9 837</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	189	2	30	(47)	<b>174</b>	533	6	90	(62)	<b>567</b>
Frais autres que d'intérêts	1 086	461	458	106	<b>2 111</b>	3 110	1 357	1 419	294	<b>6 180</b>
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	742	154	349	(256)	<b>989</b>	2 087	497	1 127	(621)	<b>3 090</b>
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic) 1)	218	34	70	(144)	<b>178</b>	611	123	356	(423)	<b>667</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	18	<b>18</b>	-	-	-	54	<b>54</b>
Revenu net T3-2011	524	120	279	(130)	<b>793</b>	1 476	374	771	(252)	<b>2 369</b>
Revenu net T2-2011	455	101	235	9	<b>800</b>					
Revenu net T3-2010	476	105	130	(42)	<b>669</b>	1 390	331	602	(252)	<b>2 071</b>
<b>Autres statistiques</b>										
Profit économique net	288	81	157	(300)	<b>226</b>	838	270	398	(732)	<b>774</b>
Rendement des capitaux propres	23,5 %	32,0 %	25,5 %	n.s.	<b>14,7 %</b>	24,8 %	37,3 %	22,9 %	n.s.	<b>15,7 %</b>
Levier d'exploitation	2,2 %	(0,5 %)	14,6 %	n.s.	<b>1,5 %</b>	(0,4 %)	0,3 %	3,7 %	n.s.	<b>(1,5 %)</b>
Ratio de productivité (bic)	53,8 %	74,7 %	54,7 %	n.s.	<b>64,5 %</b>	54,3 %	73,0 %	53,8 %	n.s.	<b>62,8 %</b>
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,21 %	2,89 %	0,73 %	n.s.	<b>1,78 %</b>	3,19 %	2,97 %	0,76 %	n.s.	<b>1,83 %</b>
Capitaux propres ordinaires moyens	8 486	1 462	4 138	6 304	<b>20 390</b>	7 640	1 320	4 278	6 076	<b>19 314</b>
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	185,3	15,2	172,3	3,4	<b>376,1</b>	177,9	14,5	166,4	1,9	<b>360,7</b>
Effectif - équivalent temps plein	25 010	6 539	2 188	13 878	<b>47 615</b>					

n.s. - non significatif

1) Les revenus, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts des groupes d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements sur une bic des groupes s'annulent dans les revenus des Services d'entreprise, et le revenu total, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêts de BMO sont présentés selon les PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2011.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Les résultats des périodes antérieures ont été retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

Au cours du trimestre, des actifs douteux garantis par des biens immobiliers d'environ 1,0 milliard de dollars américains comprenant essentiellement des prêts à des entreprises garantis par des biens immobiliers ont été transférés de PE États-Unis aux Services d'entreprise afin de permettre à nos secteurs de se

concentrer sur les relations clients existantes et de tirer parti des compétences en gestion des risques de l'unité de gestion des actifs spéciaux. Les soldes des prêts, les revenus et les frais des périodes antérieures ont été retraités pour refléter ce transfert. Des actifs semblables d'environ 1,5 milliard de dollars américains acquis dans le cadre de l'opération visant M&I ont également été inclus dans l'unité Services d'entreprise.

Comme nous l'avons expliqué dans la rubrique sur l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation, nous avons acquis M&I au cours du trimestre. Les activités de M&I sont essentiellement reflétées dans les unités d'exploitation PE États-Unis, groupe Gestion privée et Services d'entreprise, et une petite partie d'entre elles est prise en compte dans BMO Marchés des capitaux.

Les prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de M&I ont été comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition; par

conséquent, aucune provision pour pertes sur créances n'a été constituée à l'égard de ces prêts. La juste valeur du portefeuille acquis s'établit à 29,2 milliards de dollars, ce qui inclut une perte de valeur pour pertes futures estimatives de 3,3 milliards de dollars (exclusion faite d'une perte de valeur à l'égard d'engagements et de lettres de crédit). Étant donné qu'au moment de l'acquisition, la valeur du portefeuille acquis a été ramenée au montant qui devrait être perçu, les prêts acquis ne sont pas inclus dans le solde brut des prêts douteux. Nous prévoyons recouvrer la juste valeur (ou la nouvelle valeur comptable) du portefeuille acquis.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances de la période qui sont imputées aux groupes clients et qui sont calculées selon la méthode des pertes prévues et les dotations à la provision de la période exigées par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Nous avons imputé les pertes prévues à l'égard du portefeuille de prêts de M&I à l'unité PE États-Unis, et ces pertes sont calculées de la même façon que les pertes prévues à l'égard des autres prêts de PE États-Unis.

### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 500	158	12 %	157	12 %	4 244	362	9 %
Revenu autre que d'intérêts	517	6	1 %	38	8 %	1 486	4	-
Revenu total (bic)	2 017	164	9 %	195	11 %	5 730	366	7 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	189	29	18 %	18	10 %	533	70	15 %
Frais autres que d'intérêts	1 086	69	7 %	79	8 %	3 110	208	7 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	742	66	10 %	98	16 %	2 087	88	4 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	218	18	9 %	29	16 %	611	2	-
Revenu net	524	48	10 %	69	15 %	1 476	86	6 %
Rendement des capitaux propres	23,5 %		(5,5 %)		(1,6 %)	24,8 %		(3,4 %)
Levier d'exploitation	2,2 %		n.s.		n.s.	(0,4 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	53,8 %		(1,1 %)		(1,5 %)	54,3 %		0,2 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	3,21 %		0,11 %		0,04 %	3,19 %		0,13 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	185,3	13,5	8 %	11,4	7 %	177,9	8,6	5 %

n.s. - non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

### Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts (bic)	1 103	39	4 %	45	4 %	3 270	197	6 %
Revenu autre que d'intérêts	424	(1)	-	8	2 %	1 260	23	2 %
Revenu total (bic)	1 527	38	3 %	53	4 %	4 530	220	5 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	137	8	6 %	1	-	409	39	11 %
Frais autres que d'intérêts	788	23	3 %	10	1 %	2 340	143	7 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	602	7	1 %	42	8 %	1 781	38	2 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	170	(1)	(1 %)	12	8 %	504	(17)	(3 %)
Revenu net	432	8	2 %	30	8 %	1 277	55	5 %
Revenus des services aux particuliers	951	23	3 %	31	3 %	2 827	124	5 %
Revenus des services aux entreprises	576	15	3 %	22	4 %	1 703	96	6 %
Levier d'exploitation	(0,5 %)		n.s.		n.s.	(1,4 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	51,6 %		0,3 %		(1,2 %)	51,7 %		0,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,92 %		(0,04 %)		(0,01 %)	2,95 %		0,01 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	149,7	7,0	5 %	1,5	1 %	148,1	8,3	6 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Le revenu net de PE Canada a atteint 432 millions de dollars, pour une hausse de 8 millions ou de 1,8 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats présentés reflètent les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes d'exploitation de BMO en fonction des pertes prévues. Le revenu net a augmenté de 19 millions de dollars, ou de 4,9 %, après

rajustement des résultats présentés pour tenir compte des dotations à la provision calculées en fonction des pertes réelles.

Les revenus ont progressé de 38 millions de dollars ou de 2,5 %, l'accroissement des volumes de la plupart des produits ayant été en partie contrebalancé par le rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Celle-ci a diminué de 4 points de base en raison des marges moins élevées sur les dépôts dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Dans l'unité des services bancaires aux particuliers, les revenus ont augmenté de 23 millions de dollars ou de 2,5 %.

L'accroissement des volumes de prêts et de dépôts a été en partie contrebalancé par les marges moins élevées sur les dépôts dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt. Le total des soldes du crédit aux particuliers (dont les prêts hypothécaires, la MargExpress sur valeur domiciliaire et d'autres produits de prêt à la consommation) a augmenté de 5,7 % depuis un an. La part de marché totale du crédit aux particuliers est demeurée la même qu'il y a un an. Notre objectif est d'accroître notre part de ce marché, et nous continuons de mettre l'accent sur l'amélioration des activités globales de crédit aux particuliers en investissant dans notre personnel de vente, et sur une productivité accrue, tout en continuant de surveiller de près la qualité du crédit du portefeuille.

Les soldes des prêts sur cartes des particuliers ont augmenté de 0,9 %, alors que la part de marché a diminué d'un exercice à l'autre.

Les soldes des dépôts des particuliers ont monté de 0,5 % sur douze mois, les dépôts à vue et à préavis ayant augmenté, mais les dépôts à terme ayant fléchi. Notre part du marché des dépôts à vue, à préavis et à terme s'est contractée depuis la même période de l'exercice précédent en raison de la vive concurrence.

Pour ce qui est de l'unité des services bancaires aux entreprises, ses revenus se sont accrus de 15 millions de dollars ou de 2,5 % depuis un an. Les répercussions de l'accroissement des volumes, d'une composition favorable des produits et de la hausse des frais facturés relativement aux activités ont été atténuées par le rétrécissement des marges sur les dépôts des entreprises et le recul des revenus provenant des cartes.

Les soldes des prêts aux entreprises ont augmenté de 4,5 %, et notre part de marché est demeurée stable depuis un an. Au chapitre des prêts aux petites et moyennes entreprises, nous détenons toujours la deuxième part du marché canadien des services bancaires aux entreprises.

Les soldes des cartes des entreprises ont régressé de 3,6 %, ce qui est essentiellement imputable au repli attendu des soldes des cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club.

Les soldes des dépôts des entreprises ont augmenté de 10,2 %. Nous accroissons toujours la taille et les compétences de notre personnel affecté à la clientèle commerciale afin d'approfondir nos relations et d'offrir encore plus de judicieux conseils à nos clients.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances, établies en fonction des pertes prévues, se sont accrues de 8 millions de dollars ou de 6,1 % en raison de la croissance du portefeuille.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 23 millions de dollars ou de 3,0 % par suite de l'accroissement des sommes consacrées à diverses initiatives et du nombre d'employés affectés aux ventes, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par un avantage tiré d'un recouvrement de taxe de vente. Le levier

d'exploitation du groupe a été de -0,5 %, car nous continuons d'investir de manière stratégique afin de rehausser notre position concurrentielle, tout en gérant les frais de façon prudente.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 7,3 milliards de dollars ou de 5,1 % depuis un an, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 3,7 milliards ou de 3,7 %.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011**

Le revenu net s'est accru de 30 millions de dollars ou de 7,9 %, la croissance des revenus ayant été supérieure à celle des frais.

Les revenus ont augmenté de 53 millions de dollars ou de 3,6 %, et ce, en raison de l'accroissement des volumes de la plupart des produits et de l'incidence du nombre plus élevé de jours au cours du trimestre considéré. La marge nette d'intérêts s'est repliée de 1 point de base en raison de la diminution des frais de refinancement hypothécaire.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 10 millions de dollars ou de 1,1 % par suite essentiellement de l'augmentation des frais liés au personnel et de l'incidence du trimestre qui a compté davantage de jours, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par l'avantage tiré du recouvrement de taxe de vente.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 1,7 milliard de dollars ou de 1,1 % depuis le trimestre précédent, et les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 2,0 milliards de dollars ou de 2,0 %.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010**

Le revenu net a augmenté de 55 millions de dollars ou de 4,5 % pour atteindre 1 277 millions.

Les revenus ont progressé de 220 millions de dollars ou de 5,1 % grâce à l'accroissement des volumes, à l'augmentation des revenus tirés des fonds d'investissement et à l'inclusion, dans le présent exercice, de deux mois de plus de résultats de Diners Club. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 1 point de base, et ce, grâce essentiellement à de meilleures marges sur les produits de crédit, en partie contrebalancées par le rétrécissement des marges sur les dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 143 millions de dollars ou de 6,5 % en raison surtout des sommes plus élevées qui ont été consacrées aux initiatives, du nombre plus élevé d'employés affectés aux ventes et de l'inclusion, dans le présent exercice, de deux mois de plus de résultats de la franchise nord-américaine de Diners Club.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, s'est renforcé de 8,7 milliards de dollars ou de 6,2 %, et les dépôts des particuliers et des entreprises ont progressé de 3,2 milliards ou de 3,3 %.

## Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts (bic)	397	119	43 %	112	40 %	974	165	20 %
Revenu autre que d'intérêts	93	7	9 %	30	47 %	226	(19)	(8 %)
Revenu total (bic)	490	126	35 %	142	41 %	1 200	146	14 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	52	21	71 %	17	50 %	124	31	34 %
Frais autres que d'intérêts	298	46	18 %	69	30 %	770	65	9 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	140	59	75 %	56	66 %	306	50	20 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	48	19	69 %	17	57 %	107	19	22 %
Revenu net	92	40	79 %	39	72 %	199	31	19 %
Levier d'exploitation	17,0 %		n.s.		n.s.	4,7 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	60,8 %		(8,7 %)		(5,0 %)	64,1 %		(2,8 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	4,47 %		0,66 %		-	4,38 %		0,72 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	35,6	6,5	22 %	9,8	38 %	29,7	0,2	1 %

### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu net d'intérêts (bic)	413	148	56 %	117	40 %	999	225	29 %
Revenu autre que d'intérêts	96	15	18 %	31	47 %	231	(3)	(1 %)
Revenu total (bic)	509	163	47 %	148	41 %	1 230	222	22 %
Frais autres que d'intérêts	310	69	29 %	72	30 %	789	114	17 %
Revenu net	95	45	94 %	40	72 %	204	43	27 %
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	37,1	9,2	33 %	10,3	38 %	30,5	2,2	8 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Le revenu net, qui s'est chiffré à 92 millions de dollars canadiens, s'est accru de 40 millions de dollars canadiens ou de 79 %. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains. Le revenu net, d'un montant de 95 millions, a augmenté de 45 millions par rapport aux 50 millions dégagés il y a un an, les activités de M&I ayant fourni un apport de 27 millions de dollars à la hausse. La prise en compte des activités acquises de M&I a contribué à augmenter les revenus de 135 millions de dollars, les dotations à la provision pour pertes sur créances de 18 millions de dollars, ce qui reflète les dotations à la provision en fonction des pertes prévues établies selon les méthodes de calcul en fonction des pertes prévues de BMO, et les frais de 75 millions de dollars.

Comme nous l'avons expliqué plus en détail dans la section précédente intitulée Analyse des résultats des groupes d'exploitation, au cours du trimestre, certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers ont été transférés aux Services d'entreprise. Les soldes des prêts, les revenus et les frais des périodes antérieures ont été retraités pour refléter ce transfert.

Exclusion faite des activités de M&I, le revenu net a augmenté de 18 millions de dollars ou de 39 % essentiellement en raison de l'accroissement des revenus découlant en partie de l'élargissement de la marge nette d'intérêts et de la hausse des gains sur titres. La hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances établies selon la méthode de provisionnement en fonction des pertes prévues de BMO a été contrebalancée par la baisse des frais.

Les revenus ont augmenté de 163 millions de dollars ou de 47 % pour s'établir à 509 millions. Après rajustement pour exclure les activités de M&I, les revenus se sont améliorés de 28 millions ou de 8,1 %, ce qui a résulté surtout de l'élargissement des marges sur les prêts découlant d'un changement favorable de la composition des soldes des prêts ainsi que de la hausse des soldes des dépôts et des gains sur les titres, facteurs

contrebalancés en partie par la réduction des revenus tirés des services tarifés.

Exclusion faite de M&I, la marge nette d'intérêts, soit 4,53 %, s'est accrue de 72 points de base essentiellement grâce à de meilleures marges sur les prêts découlant d'un changement favorable de la composition des soldes des prêts et à l'accroissement des soldes des dépôts.

À 310 millions de dollars, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 69 millions ou de 29 %, essentiellement en raison de l'inclusion de M&I. Exclusion faite de M&I, les frais ont diminué de 6 millions de dollars, ou de 2,5 %, depuis un an, en raison surtout d'un rajustement de la valeur de notre portefeuille de prêts hypothécaires sous gestion comptabilisée à l'exercice précédent.

Le solde moyen des prêts et des acceptations actuels, qui s'est établi à 33,7 milliards de dollars, a augmenté de 9,1 milliards ou de 37 % d'un exercice à l'autre. Le solde moyen des dépôts, d'un montant de 37,9 milliards de dollars, a augmenté de 12,0 milliards ou de 46 % depuis un an. Les soldes des prêts et des dépôts de M&I sont inclus dans le solde moyen pour le tiers du trimestre en raison du moment auquel la conclusion a eu lieu.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011

Le revenu net a augmenté de 39 millions de dollars canadiens ou de 72 % comparativement à celui du dernier trimestre. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains. Le revenu net a augmenté de 40 millions de dollars ou de 72 % par rapport à celui du trimestre précédent, les résultats reflétant l'incidence de 27 millions de dollars de M&I ainsi que la hausse des revenus.

Les revenus ont monté de 148 millions de dollars ou de 41 %, ce qui reflète essentiellement l'inclusion de M&I et l'accroissement des gains sur les titres.

Exclusion faite de M&I, la marge nette d'intérêts s'est renforcée de 6 points de base en raison de l'élargissement des marges sur les

prêts par suite de changements favorables soutenus de la composition des soldes des prêts et de l'augmentation des soldes des dépôts, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par le rétrécissement des marges sur les dépôts.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 72 millions de dollars ou de 30 %, ce qui est essentiellement imputable à l'acquisition de M&I. Exclusion faite de M&I, les frais ont diminué de 3 millions de dollars ou de 1,1 %.

Le solde moyen des prêts et des acceptations actuels a augmenté de 10,0 milliards de dollars comparativement au trimestre précédent, alors que le solde moyen des dépôts s'est accru de 10,9 milliards. Tant pour les prêts que pour les dépôts, les augmentations s'expliquent essentiellement par la prise en compte des soldes de M&I sur environ un mois.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010

Le revenu net a, depuis un an, augmenté de 31 millions de dollars canadiens ou de 19 % pour s'établir à 199 millions de dollars canadiens. Les montants indiqués dans le reste de la présente section sont en dollars américains. Le revenu net s'est chiffré à 204 millions de dollars, en hausse de 43 millions ou de 27 % comparativement à celui de l'exercice précédent.

Les activités de M&I ont contribué à accroître les revenus, les frais et le revenu net, tel qu'il est expliqué précédemment. De plus, les actifs acquis et les passifs pris en charge lors de l'opération conclue à Rockford en avril 2010 ont contribué à augmenter les revenus de 28 millions de dollars et les frais, de 27 millions, comparativement à ceux de la période correspondante de 2010.

Les revenus ont été de 1 230 millions de dollars, ayant augmenté de 222 millions ou de 22 %. Après rajustement pour

exclure l'incidence de M&I et l'opération conclue à Rockford, les revenus se sont améliorés de 59 millions ou de 6,4 %, essentiellement en raison de l'élargissement des marges sur les prêts découlant d'un changement favorable de la composition des soldes des prêts, ainsi que de l'accroissement des soldes des dépôts et des gains sur les titres, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des services tarifés.

Exclusion faite de M&I, la marge nette d'intérêts s'est dégagée à 4,39 %, ayant augmenté de 73 points de base essentiellement grâce à de meilleures marges sur les prêts, tel qu'il est mentionné précédemment, et aux soldes plus élevés des dépôts.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances, calculées selon les pertes prévues, ont augmenté de 38 millions de dollars ou de 43 %, ce qui a résulté essentiellement de la hausse des pertes prévues à l'égard des prêts aux entreprises et de M&I.

Les frais autres que d'intérêts, qui se sont établis à 789 millions de dollars, ont monté de 114 millions de dollars ou de 17 %. Après rajustement pour exclure l'incidence de M&I et l'opération conclue à Rockford, les frais se sont accrus de 12 millions ou de 1,8 %, et ce, en raison surtout de la hausse des primes liées à l'amélioration des résultats financiers et de l'augmentation des coûts de publicité et des primes d'assurance-dépôts.

Le solde moyen des prêts et des acceptations actuels, qui s'est établi à 27,3 milliards de dollars, a augmenté de 2,5 milliards ou de 10 % d'un exercice à l'autre, ce qui est essentiellement attribuable à M&I. Le solde moyen des dépôts, qui s'est chiffré à 30,8 milliards de dollars, s'est accru de 6,2 milliards ou de 25 % d'un exercice à l'autre, soit de 3,2 milliards en raison de M&I, de 1,2 milliard par suite de l'acquisition à Rockford et de 1,8 milliard grâce à la croissance interne.

### Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts (bic)	111	19	20 %	3	3 %	322	56	21 %
Revenu autre que d'intérêts	506	54	12 %	32	7 %	1 538	152	11 %
Revenu total (bic)	617	73	13 %	35	6 %	1 860	208	13 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	1	35 %	-	-	6	1	16 %
Frais autres que d'intérêts	461	57	14 %	24	6 %	1 357	149	12 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	154	15	12 %	11	7 %	497	58	13 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	34	-	-	(8)	(22 %)	123	15	16 %
Revenu net	120	15	14 %	19	19 %	374	43	13 %
Rendement des capitaux propres	32,0 %		(2,1 %)		(0,5 %)	37,3 %		2,2 %
Levier d'exploitation	(0,5 %)		n.s.		n.s.	0,3 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	74,7 %		0,3 %		(0,3 %)	73,0 %		(0,2 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,89 %		0,12 %		(0,21 %)	2,97 %		0,18 %
Actif productif moyen	15 216	1 942	15 %	916	6 %	14 489	1 730	14 %

### États-Unis - Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

Revenu total (bic)	102	42	70 %	35	51 %	233	52	29 %
Frais autres que d'intérêts	79	28	55 %	23	41 %	193	34	21 %
Revenu net	13	9	+100 %	7	+100 %	23	11	91 %
Actif productif moyen	2 219	166	8 %	312	16 %	2 019	(81)	(4 %)

n.s. - non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Le revenu net, soit 120 millions de dollars, a augmenté de 15 millions ou de 14 % depuis un an. Le revenu net du groupe Gestion privée, exclusion faite des activités d'assurance, s'est

accru de 30 millions de dollars ou de 43 % pour s'établir à 101 millions, car la croissance s'est poursuivie dans toutes ses unités. Les résultats du trimestre à l'étude comprennent le bénéfice sur un mois tiré des activités de gestion de patrimoine liées à l'acquisition de M&I, qui a fourni un apport de 4 millions de dollars américains au revenu net, de 31 millions de dollars américains aux revenus et de 25 millions de dollars américains aux frais. De plus, le trimestre à l'étude comprend le bénéfice provenant de l'acquisition de Lloyd George Management (LGM) conclue le 28 avril 2011, qui a ajouté 9 millions de dollars aux revenus ainsi qu'aux frais, mais qui a eu une incidence négligeable sur notre revenu net. Le revenu net d'assurance a été de 19 millions de dollars pour le trimestre, soit 15 millions ou 45 % de moins qu'il y a un an. Cette baisse a découlé essentiellement de l'effet négatif des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de polices comparativement à l'exercice précédent.

Les revenus ont augmenté de 73 millions de dollars ou de 13 % en regard de ce qu'ils étaient il y a un an, pour s'établir à 617 millions. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 20 % ou de 12 % après rajustement pour exclure l'incidence des activités de M&I et de LGM, ce qui a découlé de la hausse continue des actifs de clients sous gestion et sous administration. Les revenus provenant des activités d'assurance ont baissé essentiellement en raison de l'effet négatif des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme. Le revenu net d'intérêts a augmenté depuis un an en raison surtout de l'accroissement des marges sur les dépôts de nos services de courtage, de la hausse des soldes des prêts et des dépôts des services de gestion bancaire privée et de l'acquisition de M&I. Le recul du dollar américain a affaibli les revenus de 10 millions de dollars ou de 1,8 %.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 57 millions de dollars ou de 14 %, ce qui a découlé essentiellement de la hausse des revenus tirés des services tarifés par suite de l'amélioration des revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, et des frais liés aux acquisitions. Après rajustement pour exclure l'incidence des activités de M&I et de LGM, la croissance des frais autres que d'intérêts s'est chiffrée à 24 millions de dollars ou à 5,7 %. Le fléchissement du dollar américain a abaissé les frais de 7 millions ou de 1,8 %.

Les actifs sous gestion et sous administration ont augmenté de 177 milliards de dollars pour s'établir à 429 milliards, l'acquisition de M&I et de LGM ayant permis d'ajouter des actifs de clients d'une valeur de 153 milliards de dollars à nos activités. Les actifs de nos activités de gestion de patrimoine aux États-Unis sont passés de 77 milliards de dollars américains à 239 milliards de dollars américains. Exclusion faite de l'acquisition de M&I et de LGM et de l'affaiblissement du dollar américain, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 30 milliards de dollars ou de 12 % depuis un an par suite de l'obtention d'actifs de nouveaux clients et de l'amélioration des marchés boursiers.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011**

Le revenu net s'est accru de 19 millions de dollars ou de 19 % depuis le deuxième trimestre. Le revenu net du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, a augmenté de 1 million ou de 1,0 %, puisque l'avantage tiré de l'acquisition de M&I a été en grande partie contrebalancé par la baisse des revenus tirés des services de courtage. Le revenu net d'assurance a enregistré une hausse de 18 millions de dollars, puisque les résultats du trimestre précédent reflétaient des réclamations de réassurance anormalement élevées par suite des séismes au Japon et en Nouvelle-Zélande qui avaient réduit le revenu net de 47 millions de dollars. L'incidence a été en partie contrebalancée par l'effet négatif des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de police en regard du trimestre précédent.

Les revenus se sont accrus de 35 millions de dollars ou de 5,9 %. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 5 %, mais ont diminué de 2,1 % après rajustement pour exclure l'incidence des activités de M&I et de LGM, essentiellement en raison de la baisse des revenus tirés des services de courtage attribuable aux volumes de négociation moins élevés, facteur qui a été contrebalancé en partie par la hausse des revenus tirés des fonds d'investissement et des services de banque privée. Les revenus d'assurance ont augmenté puisque les résultats du trimestre précédent reflétaient des réclamations de réassurance liées aux séismes qui avaient réduit les revenus de 50 millions de dollars, facteur qui a été en partie contrebalancé par l'effet négatif des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de police en regard du deuxième trimestre. Le revenu net d'intérêts a augmenté comparativement à celui du trimestre précédent essentiellement en raison de l'acquisition de M&I.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars ou de 5,5 % essentiellement en raison de l'incidence des acquisitions. Après rajustement pour exclure l'incidence des activités de M&I et de LGM, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 9 millions de dollars, ou de 2 %, principalement en raison de la baisse des revenus tirés des services de courtage, alignée sur la baisse des volumes de négociation.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 145 milliards de dollars, mais ont diminué de 4 milliards après rajustement pour exclure l'incidence de l'acquisition de M&I et de LGM et de l'affaiblissement du dollar américain.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010**

Le revenu net a augmenté de 43 millions de dollars ou de 13 % en regard de ce qu'il était il y a un an. Le revenu net du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, s'est renforcé de 73 millions ou de 35 %, toutes les unités ayant enregistré une croissance à ce chapitre. L'acquisition de M&I a également contribué à l'augmentation. Le revenu net d'assurance a reculé de 30 millions ou de 25 %, car l'essor des revenus nets tirés des primes a été plus que contrebalancé par les réclamations de réassurance liées aux séismes et par l'effet négatif des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de police comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les revenus ont augmenté de 208 millions de dollars ou de 13 %. Les revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, ont progressé de 17 %, ou de 14 % après rajustement pour exclure l'acquisition de M&I et de LGM, puisqu'une croissance a été enregistrée à l'égard de toutes nos activités, et ce, surtout dans celles des services de courtage et de banque privée. Les revenus provenant des activités d'assurance ont reculé car l'essor des revenus nets tirés des primes a été plus que contrebalancé par les réclamations de réassurance liées aux séismes et par l'effet négatif des fluctuations défavorables des taux d'intérêt à long terme sur les passifs attribuables aux titulaires de police comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le revenu net d'intérêts s'est amélioré en raison principalement de la hausse des marges sur les dépôts des

services de courtage et de l'accroissement des soldes des prêts et des dépôts des services de banque privée. Le recul du dollar américain a affaibli les revenus de 18 millions ou de 1,1 %.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 149 millions de dollars ou de 12 %, ce qui a découlé essentiellement de la hausse des revenus tirés des services tarifés par suite de l'amélioration des revenus du groupe GP, exclusion faite des activités d'assurance, et de certains investissements qui ont été effectués dans le but de favoriser la croissance des revenus dans l'avenir. Après rajustement pour exclure l'incidence des activités de LGM et de M&I, la croissance des frais autres que d'intérêts se chiffrait à 116 millions de dollars ou à 10 %. Le fléchissement du dollar américain a abaissé les frais de 14 millions de dollars ou de 1,1 %.

## BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts (bic)	318	(35)	(10 %)	21	7 %	951	(143)	(13 %)
Revenu autre que d'intérêts	519	193	59 %	(20)	(4 %)	1 685	337	25 %
Revenu total (bic)	837	158	23 %	1	-	2 636	194	8 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	30	(36)	(55 %)	-	-	90	(108)	(55 %)
Frais autres que d'intérêts	458	36	8 %	(10)	(2 %)	1 419	57	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	349	158	82 %	11	3 %	1 127	245	28 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	70	9	14 %	(33)	(31 %)	356	76	27 %
Revenu net	279	149	+100 %	44	19 %	771	169	28 %
Revenu de produits de négociation	508	112	28 %	22	5 %	1 589	49	3 %
Revenu d'investissements et services aux grandes entreprises	329	46	16 %	(21)	(6 %)	1 047	145	16 %
Rendement des capitaux propres	25,5 %		13,7 %		4,1 %	22,9 %		4,6 %
Levier d'exploitation	14,6 %		n.s.		n.s.	3,7 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	54,7 %		(7,3 %)		(1,3 %)	53,8 %		(1,9 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,73 %		(0,22 %)		(0,03 %)	0,76 %		(0,20 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	172,3	24,0	16 %	11,2	7 %	166,4	14,4	9 %

### États-Unis - Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu total (bic)	260	30	13 %	9	4 %	782	39	5 %
Frais autres que d'intérêts	196	25	15 %	1	1 %	586	67	13 %
Revenu net	33	23	+100 %	8	30 %	39	(25)	(39 %)
Actif productif moyen (en milliards de dollars américains)	64,4	15,5	32 %	9,7	18 %	58,3	11,2	24 %

n.s. - non significatif

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du troisième trimestre de 2010

Le revenu net s'est chiffré à 279 millions de dollars, ayant augmenté de 149 millions en regard des résultats d'il y a un an. Les revenus se sont accrus, et la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué. Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont imputées aux groupes en fonction des pertes prévues.

Les revenus ont augmenté de 158 millions de dollars ou de 23 % pour se situer à 837 millions. La plus importante augmentation a été celle des revenus tirés des activités de négociation, lesquels se sont grandement accrus en raison des conditions de négociation plus favorables que celles d'il y a un an. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont été considérablement plus élevées qu'il y a un an. Les commissions sur titres et les honoraires de prise ferme de titres de participation ont eux aussi enregistré une hausse appréciable par rapport à ceux enregistrés il y a un an. L'affaiblissement du dollar américain a réduit les revenus de 26 millions depuis un an. Notre stratégie qui consiste à consolider notre plateforme de distribution et à continuer de diversifier nos

activités est sur la bonne voie et contribue au rendement de nos activités.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 36 millions de dollars ou de 8,4 % essentiellement en raison de la hausse de la rémunération variable découlant des résultats au chapitre des revenus et de notre projet visant à investir dans l'embauche stratégique au sein de certains de nos secteurs d'activité. L'affaiblissement du dollar américain a engendré une diminution des frais de 13 millions par rapport à il y a un an.

Les résultats du trimestre considéré ont tiré parti d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

### Comparaison du troisième trimestre de 2011 et du deuxième trimestre de 2011

Le revenu net a augmenté de 44 millions de dollars ou de 19 % depuis le deuxième trimestre. Les revenus sont demeurés relativement inchangés. Les commissions sur les fusions et acquisitions ont augmenté, ainsi que les revenus tirés des activités sensibles aux taux d'intérêt. Les gains nets sur les titres et les honoraires de prise ferme de titres d'emprunt ont diminué.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 10 millions de dollars en raison principalement des coûts moins élevés liés au personnel, lesquels ont été en partie contrebalancés par la hausse des frais de soutien.

Les résultats du trimestre considéré ont tiré parti d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2011 et des neuf premiers mois de 2010

Le revenu net a totalisé 771 millions de dollars, ayant progressé de 169 millions ou de 28 %. Les revenus ont monté de 194 millions de dollars ou de 8 % à la faveur d'une hausse des commissions générées par les activités de banque d'investissement, des commissions sur titres et des revenus tirés des activités sensibles aux taux d'intérêt. Même si, dans l'ensemble, les revenus ont augmenté depuis un an, ceux de négociation ont fléchi

essentiellement en raison des très solides résultats obtenus au premier semestre de l'exercice précédent. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont dépassé de 57 millions de dollars ou de 4,2 % ceux de la même période de l'exercice précédent en raison surtout de la hausse des coûts liés au personnel attribuable à la poursuite de nos investissements dans les embauches stratégiques au sein de certains secteurs d'activité ainsi que de la hausse des frais de soutien.

Les résultats obtenus depuis le début de l'exercice comprennent une charge d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures dans le secteur américain au premier trimestre de l'exercice et un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures au troisième trimestre.

### Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu net d'intérêts avant compensation selon une bic	(182)	(87)	(89 %)	(107)	(+100 %)	(409)	(83)	(25 %)
Compensation selon une bic des groupes	(55)	66	55 %	(2)	(4 %)	(169)	122	42 %
Revenu net d'intérêts (bic)	(237)	(21)	(9 %)	(109)	(87 %)	(578)	39	6 %
Revenu autre que d'intérêts	40	(7)	(16 %)	(65)	(62 %)	189	49	34 %
Revenu total (bic)	(197)	(28)	(17 %)	(174)	(+100 %)	(389)	88	18 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(47)	(34)	(+100 %)	11	18 %	(62)	(192)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	106	51	93 %	(5)	(4 %)	294	199	+100 %
Perte avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	256	45	22 %	180	+100 %	621	(81)	(12 %)
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	144	(44)	(23 %)	41	40 %	423	(83)	(16 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	(1)	(2 %)	-	-	54	(2)	(2 %)
Perte nette	130	88	+100 %	139	+100 %	252	-	-
Perte nette rajustée	92	50	+100 %	97	+100 %	219	(33)	(13 %)

### États-Unis – Points saillants

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	T3-2011	Augmentation (Diminution) c. T3-2010		Augmentation (Diminution) c. T2-2011		Cumul 2011	Augmentation (Diminution) c. cumul 2010	
Revenu total (bic)	(141)	(78)	(+100 %)	(106)	(+100 %)	(248)	(126)	(+100 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	6	(12)	(60 %)	(15)	(65 %)	100	(60)	(37 %)
Frais autres que d'intérêts	51	49	+100 %	8	14 %	95	104	+100 %
Recouvrement d'impôts sur les bénéfices (bic)	88	52	+100 %	25	34 %	234	125	+100 %
Perte nette	115	63	+100 %	75	+100 %	223	45	25 %

### Services d'entreprise

Les Services d'entreprise sont constitués des unités fonctionnelles qui offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, le droit et la conformité, les communications et les ressources humaines. Les résultats d'exploitation tiennent compte de l'incidence de certaines activités de titrisation et de gestion de l'actif et du passif, de l'élimination des rajustements sur une bic, de l'incidence de la méthode des pertes prévues que nous utilisons pour calculer les dotations à la provision pour pertes sur créances, des résultats de certains portefeuilles de prêts douteux et de l'incidence de certains ajustements de la juste valeur et des coûts d'intégration relativement à l'acquisition de M&I.

BMO impute les dotations à la provision pour pertes aux groupes d'exploitation clients chaque année et, pour ce faire, a recours à la méthode de provisionnement en fonction des pertes

prévues qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances des trimestres imputées aux groupes d'exploitation clients et calculées selon la méthode des pertes prévues et les dotations requises par les PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise. Il y a lieu de se reporter à la rubrique Analyse des résultats des groupes d'exploitation pour plus de détails.

### Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

## Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires PE, groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des activités fonctionnelles indiquées dans la description précédente de l'unité des Services d'entreprise.

Les Services d'entreprise ont enregistré une perte nette de 130 millions de dollars pour le trimestre et une perte nette rajustée de 92 millions. La perte nette comprend une perte de 39 millions de dollars à l'égard de M&I, qui correspond pour l'essentiel aux coûts d'intégration de 38 millions après impôts et au risque lié aux couvertures de change à l'acquisition. Exclusion faite de ces éléments, les résultats de M&I atteignent pratiquement le seuil de rentabilité.

Dans le reste de la présente analyse, l'incidence de M&I n'a pas été prise en compte. Exclusion faite de cette incidence, la perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 91 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit une augmentation de 49 millions depuis un an. Les revenus se sont accrus de 15 millions, en raison surtout de la baisse de la compensation selon une bic des groupes, partiellement contrebalancée par l'incidence moins favorable des activités de couverture d'un exercice à l'autre. Les frais ont augmenté de 12 millions de dollars, essentiellement en raison de l'accroissement des coûts liés au personnel et des dépenses d'investissement dans les technologies. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 16 millions de dollars en raison du montant moins élevé qui a été imputé aux Services d'entreprise aux termes de la méthode de provisionnement en fonction des pertes prévues qu'utilise BMO, et les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 69 millions de dollars en raison de la baisse de la compensation selon une bic des groupes.

Comme il est expliqué plus en détail dans l'introduction de la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation, au cours du trimestre, certains actifs douteux garantis par des biens immobiliers ont été transférés de l'unité PE États-Unis aux Services d'entreprise. Également, certains actifs garantis par des biens immobiliers acquis lors de l'opération visant M&I sont inclus dans les Services d'entreprise.

## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent Rapport de gestion sont présentés conformément aux PCGR. Ils le sont également après rajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est décrit précédemment. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats déjà établis et de mesures et résultats rajustés et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des unités. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats

La perte nette des Services d'entreprise pour le trimestre à l'étude a augmenté de 139 millions de dollars comparativement à celle du deuxième trimestre. Comme il a été expliqué précédemment, les résultats du trimestre à l'étude comprennent une perte de 39 millions de dollars à l'égard de M&I et une perte de 1 million à l'égard de M&I après rajustement pour exclure les coûts d'intégration après impôts et le risque lié aux couvertures de change. Les résultats liés à M&I pour le deuxième trimestre comprennent une perte de 25 millions de dollars provenant en totalité des coûts d'intégration après impôts et du risque lié aux couvertures de change pour ce trimestre. Exclusion faite de ces éléments, aucune perte n'a été enregistrée relativement aux résultats liés à M&I au deuxième trimestre, alors qu'une perte de 1 million a été enregistrée au troisième trimestre.

Dans le reste de la présente analyse, l'incidence de M&I n'a pas été prise en compte. Exclusion faite de cette incidence, la perte nette des Services d'entreprise pour le troisième trimestre a augmenté de 125 millions de dollars comparativement à celle du deuxième trimestre. Les revenus ont diminué de 142 millions, en grande partie en raison de la baisse des intérêts au règlement de certaines questions fiscales et de la baisse des revenus tirés des activités de titrisation résultant en grande partie de la titrisation de prêts sur cartes de crédit durant le deuxième trimestre. Les frais ont reculé de 19 millions, en raison surtout de la baisse des dépenses d'investissement dans les technologies, et les dotations à la provision pour pertes sur créances ont enregistré une hausse attribuable en grande partie à la réduction de la provision générale de 42 millions au deuxième trimestre.

La perte nette des neuf premiers mois de 2011 a été de 252 millions de dollars, soit un montant inchangé comparativement à l'exercice précédent. Dans le reste de la présente analyse, l'incidence de M&I n'a pas été prise en compte. La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 188 millions de dollars depuis le début de l'exercice, soit une diminution de 64 millions comparativement à celle enregistrée il y a un an. Les revenus ont augmenté de 142 millions surtout en raison de la diminution de la compensation selon une bic des groupes et de l'augmentation des intérêts au règlement de certaines questions fiscales. Les frais se sont accrus de 135 millions de dollars, en grande partie en raison de la hausse des coûts liés aux employés, des dépenses d'investissement dans les technologies et des coûts liés au portefeuille de prêts douteux. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont diminué de 174 millions.

des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu d'éléments qu'ils considèrent comme ne reflétant pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Les résultats et mesures rajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc aucun sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

## Résultats et mesures conformes aux PCGR et résultats et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisés dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2011	T2-2011	T3-2010	Cumul 2011	Cumul 2010
<b>Résultats déjà établis</b>					
Revenus	3 274	3 217	2 907	9 837	8 981
Frais autres que d'intérêts	(2 111)	(2 023)	(1 898)	(6 180)	(5 567)
Revenus avant la dotation à la provision et les impôts	1 163	1 194	1 009	3 657	3 414
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(174)	(145)	(214)	(567)	(796)
Charge d'impôts sur les bénéfices	(178)	(231)	(107)	(667)	(491)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(18)	(18)	(19)	(54)	(56)
Revenu net	793	800	669	2 369	2 071
<b>Mesures déjà établies</b>					
RPA (en dollars)	1,27	1,34	1,13	3,91	3,51
Croissance du revenu net (%)	18,5	7,5	20,1	14,4	81,7
Croissance du RPA (%)	13,2	6,3	16,3	11,5	76,6
Croissance des revenus (%)	12,6	5,5	(2,4)	9,5	11,2
Croissance des frais autres que d'intérêts (%)	11,1	10,5	1,4	11,0	(0,6)
Ratio de productivité (%)	64,5	62,9	65,3	62,8	62,0
Levier d'exploitation (%)	1,5	(5,0)	(3,8)	(1,5)	11,8
Rendement des capitaux propres (%)	14,7	16,7	13,7	15,7	14,8
<b>Éléments de rajustement</b>					
Imputations au revenu net d'intérêts					
Éléments liés aux acquisitions – Couverture du risque de change inhérent à l'acquisition de M&I	(9)	(11)	-	(20)	-
Imputations aux frais autres que d'intérêts					
Éléments liés aux acquisitions – Coûts de planification de l'intégration et d'intégration de M&I	(53)	(25)	-	(78)	-
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions	(17)	(10)	(10)	(36)	(26)
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances	-	42	-	42	-
Économie (charge) d'impôts découlant de ce qui précède	29	-	1	30	3
<b>Incidence après impôts des éléments de rajustement</b>					
Éléments liés aux acquisitions – Couverture du risque de change inhérent à l'acquisition de M&I	(6)	(8)	-	(14)	-
Éléments liés aux acquisitions – Coûts de planification de l'intégration et d'intégration de M&I	(32)	(17)	-	(49)	-
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions	(12)	(9)	(9)	(29)	(23)
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances	-	30	-	30	-
Revenu net	(50)	(4)	(9)	(62)	(23)
RPA (en dollars)	(0,09)	(0,01)	(0,01)	(0,11)	(0,04)
<b>Résultats rajustés (note 1)</b>					
Revenus	3 283	3 228	2 907	9 857	8 981
Frais autres que d'intérêts	(2 041)	(1 988)	(1 888)	(6 066)	(5 541)
Revenu avant la dotation à la provision et les impôts	1 242	1 240	1 019	3 791	3 440
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(174)	(187)	(214)	(609)	(796)
Charge d'impôts sur les bénéfices	(207)	(231)	(108)	(697)	(494)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(18)	(18)	(19)	(54)	(56)
Revenu net	843	804	678	2 431	2 094
<b>Mesures rajustées (note 1)</b>					
RPA (en dollars)	1,36	1,35	1,14	4,02	3,55
Croissance du revenu net (%)	24,4	6,9	11,1	16,1	30,2
Croissance du RPA (%)	19,0	5,5	8,7	13,3	25,2
Croissance des revenus (%)	12,9	5,9	(2,6)	9,7	5,1
Croissance des frais autres que d'intérêts (%)	8,0	9,2	1,5	9,5	(0,5)
Ratio de productivité (%)	62,2	61,6	65,0	61,5	61,7
Levier d'exploitation (%)	4,9	(3,3)	(4,1)	0,2	5,6
Rendement des capitaux propres (%)	15,6	16,8	13,9	16,1	14,9

Note 1 : Les résultats et mesures rajustés ne sont pas conformes aux PCGR. Tous les éléments de rajustement ci-dessus sont imputés aux Services d'entreprise, à l'exception de l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, qui est imputé à tous les groupes.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les périodes de trois mois				Pour les périodes de neuf mois		
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>							
Prêts	1 990 \$	1 907 \$	1 932 \$	1 925 \$	1 845 \$	5 829 \$	5 345 \$
Valeurs mobilières	633	597	634	563	543	1 864	1 571
Dépôts à d'autres banques	35	34	21	23	18	90	51
	2 658	2 538	2 587	2 511	2 406	7 783	6 967
<b>Frais d'intérêts</b>							
Dépôts	660	639	679	666	610	1 978	1 696
Dettes subordonnées	44	38	33	32	30	115	87
Titres d'une fiducie de capital	7	6	12	14	18	25	57
Autres passifs	255	235	236	189	177	726	502
	966	918	960	901	835	2 844	2 342
<b>Revenu net d'intérêts</b>	1 692	1 620	1 627	1 610	1 571	4 939	4 625
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 2)	174	145	248	253	214	567	796
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 518	1 475	1 379	1 357	1 357	4 372	3 829
<b>Revenu autre que d'intérêts</b>							
Commissions et droits sur titres	290	309	302	266	258	901	782
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	205	188	195	199	206	588	603
Revenus (pertes) de négociation	141	137	208	166	(1)	486	338
Commissions sur prêts	141	138	149	144	148	428	428
Frais de services de cartes	20	50	45	65	67	115	168
Frais de gestion de placements et de garde de titres	128	95	92	91	90	315	264
Revenus tirés de fonds d'investissement	164	158	154	144	139	476	406
Revenus de titrisation	211	179	167	188	167	557	490
Commissions de prise ferme et de consultation	141	143	152	135	91	436	310
Gains sur titres, autres que de négociation	32	48	32	40	9	112	110
Revenus de change, autres que de négociation	22	33	23	22	22	78	71
Revenus d'assurance	47	40	122	83	70	209	238
Autres	40	79	78	76	70	197	148
	1 582	1 597	1 719	1 619	1 336	4 898	4 356
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	3 100	3 072	3 098	2 976	2 693	9 270	8 185
<b>Frais autres que d'intérêts</b>							
Rémunération du personnel (note 8)	1 207	1 131	1 210	1 120	1 062	3 548	3 244
Bureaux et matériel	386	376	343	379	337	1 105	964
Amortissement des actifs incorporels	58	42	50	46	52	150	157
Déplacements et expansion des affaires	100	90	86	109	85	276	234
Communications	63	61	60	60	61	184	169
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	12	14	11	10	19	37	42
Honoraires	132	130	99	118	98	361	254
Autres	153	179	187	181	184	519	503
	2 111	2 023	2 046	2 023	1 898	6 180	5 567
<b>Revenu avant charge d'impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales</b>	989	1 049	1 052	953	795	3 090	2 618
Charge d'impôts sur les bénéfices	178	231	258	196	107	667	491
	811	818	794	757	688	2 423	2 127
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	18	18	18	18	19	54	56
<b>Revenu net</b>	793 \$	800 \$	776 \$	739 \$	669 \$	2 369 \$	2 071 \$
Dividendes sur actions privilégiées	39 \$	34 \$	34 \$	34 \$	33 \$	107 \$	102 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	754 \$	766 \$	742 \$	705 \$	636 \$	2 262 \$	1 969 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	589 849	568 829	567 301	565 088	561 839	575 398	558 047
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	592 146	571 407	569 938	568 083	565 196	577 901	561 454
<b>Résultat par action</b> (en dollars canadiens) (note 12)							
De base	1,28 \$	1,35 \$	1,31 \$	1,25 \$	1,13 \$	3,93 \$	3,53 \$
Dilué	1,27	1,34	1,30	1,24	1,13	3,91	3,51
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	2,10	2,10

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

## Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010
<b>Actif</b>					
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>33 026 \$</b>	24 415 \$	20 717 \$	17 368 \$	15 083 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>	<b>5 035</b>	3 336	3 522	3 186	3 121
<b>Valeurs mobilières</b>					
Titres de négociation	73 882	73 215	74 377	71 710	66 300
Titres disponibles à la vente	51 954	46 276	47 367	50 543	51 899
Titres divers	1 079	1 093	1 137	1 146	1 151
	<b>126 915</b>	120 584	122 881	123 399	119 350
<b>Titres pris en pension ou empruntés</b>	<b>38 301</b>	33 040	35 887	28 102	24 317
<b>Prêts</b>					
Prêts hypothécaires à l'habitation	54 493	49 560	50 294	48 715	47 097
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	58 035	52 189	51 751	51 159	49 741
Prêts sur cartes de crédit	2 239	1 936	3 221	3 308	3 304
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	85 363	66 127	66 334	68 338	68 407
	<b>200 130</b>	169 812	171 600	171 520	168 549
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 000	6 620	7 194	7 001	6 885
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 689)	(1 736)	(1 880)	(1 878)	(1 879)
	<b>205 441</b>	174 696	176 914	176 643	173 555
<b>Autres actifs</b>					
Instruments dérivés	47 767	44 268	39 354	49 759	47 947
Bureaux et matériel	1 977	1 519	1 537	1 560	1 565
Écarts d'acquisition	3 374	1 584	1 598	1 619	1 627
Actifs incorporels	1 511	848	822	812	748
Actifs divers	13 210	8 938	10 012	9 192	10 073
	<b>67 839</b>	57 157	53 323	62 942	61 960
<b>Total de l'actif</b>	<b>476 557 \$</b>	413 228 \$	413 244 \$	411 640 \$	397 386 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>					
<b>Dépôts</b> (note 10)					
Banques	22 983 \$	18 957 \$	19 882 \$	19 435 \$	19 262 \$
Entreprises et administrations publiques	148 180	135 233	133 084	130 773	123 882
Particuliers	120 249	99 197	98 634	99 043	99 647
	<b>291 412</b>	253 387	251 600	249 251	242 791
<b>Autres passifs</b>					
Instruments dérivés	43 890	41 145	37 393	47 970	45 110
Acceptations	7 000	6 620	7 194	7 001	6 885
Titres vendus à découvert	25 412	23 631	22 152	16 438	18 424
Titres mis en pension ou prêtés	53 893	43 912	52 143	47 110	42 237
Passifs divers	22 257	16 570	16 656	17 414	16 175
	<b>152 452</b>	131 878	135 538	135 933	128 831
<b>Dettes subordonnées</b> (note 9)	<b>5 284</b>	5 208	3 713	3 776	3 747
<b>Titres d'une fiducie de capital</b> (note 10)	<b>400</b>	400	400	800	800
<b>Capitaux propres</b>					
Capital-actions (note 11)	13 972	9 951	9 572	9 498	9 311
Surplus d'apport	112	102	102	92	90
Bénéfices non répartis	13 863	13 556	13 192	12 848	12 539
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(938)	(1 254)	(873)	(558)	(723)
	<b>27 009</b>	22 355	21 993	21 880	21 217
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>476 557 \$</b>	413 228 \$	413 244 \$	411 640 \$	397 386 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

# État consolidé du résultat étendu

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net	793 \$	669 \$	2 369 \$	2 071 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	49	39	(66)	(64)
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	228	217	78	(54)
Gain net (perte nette) provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	39	54	(392)	(206)
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>1 109 \$</b>	<b>979 \$</b>	<b>1 989 \$</b>	<b>1 747 \$</b>

# État consolidé de la variation des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Actions privilégiées</b>				
Solde au début de la période	2 861 \$	2 571 \$	2 571 \$	2 571 \$
Émises au cours de la période (note 11)	-	-	290	-
Solde à la fin de la période	2 861	2 571	2 861	2 571
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début de la période	7 090	6 590	6 927	6 198
Actions émises au cours de la période (notes 7 et 11)	3 961	-	3 961	-
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	43	124	135	381
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	17	26	88	161
Solde à la fin de la période	11 111	6 740	11 111	6 740
<b>Surplus d'apport</b>				
Solde au début de la période	102	88	92	79
Frais liés aux options sur actions/options exercées	10	2	20	11
Solde à la fin de la période	112	90	112	90
<b>Bénéfices non répartis</b>				
Solde au début de la période	13 556	12 299	12 848	11 748
Revenu net	793	669	2 369	2 071
Dividendes – Actions privilégiées	(39)	(33)	(107)	(102)
– Actions ordinaires	(446)	(393)	(1 242)	(1 175)
Frais d'émission d'actions	(1)	(3)	(5)	(3)
Solde à la fin de la période	13 863	12 539	13 863	12 539
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux titres disponibles à la vente</b>				
Solde au début de la période	400	377	515	480
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (33) \$, (19) \$, 17 \$ et 7 \$]	54	36	(44)	(12)
Reclassement des (gains) pertes dans le résultat au cours de la période [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de néant, (1) \$, 9 \$ et 23 \$]	(5)	3	(22)	(52)
Solde à la fin de la période	449	416	449	416
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>				
Solde au début de la période	(88)	(257)	62	14
Gains sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période [déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices de (92)\$, (124) \$, (39) \$ et (15) \$]	228	261	75	29
Reclassement des (gains) pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le résultat (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de néant, 20 \$, moins de 1 \$ et 38 \$)	-	(44)	3	(83)
Solde à la fin de la période	140	(40)	140	(40)
<b>Cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>				
Solde au début de la période	(1 566)	(1 153)	(1 135)	(893)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	62	157	(832)	(628)
Incidence de la couverture du gain (de la perte) non réalisé provenant de la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger [déduction faite (d'une charge) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 10 \$, 45 \$, (170)\$ et (175)\$]	(23)	(103)	440	422
Solde à la fin de la période	(1 527)	(1 099)	(1 527)	(1 099)
Cumul total des autres éléments de la perte étendue	(938)	(723)	(938)	(723)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>27 009 \$</b>	<b>21 217 \$</b>	<b>27 009 \$</b>	<b>21 217 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

## État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Revenu net	793 \$	669 \$	2 369 \$	2 071 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	1	8	2	36
(Gain) net sur les titres, autres que de négociation	(33)	(17)	(114)	(146)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(356)	4 926	(3 525)	(8 140)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	174	214	567	796
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 3)	(158)	(127)	(424)	(374)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	(3 571)	(6 738)	1 710	(1 266)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	2 672	5 509	(3 107)	1 976
Amortissement des bureaux et du matériel	73	66	216	195
Amortissement des actifs incorporels	58	52	150	157
(Augmentation) diminution nette des impôts futurs	48	(93)	(56)	1
(Augmentation) diminution nette des impôts exigibles	(107)	225	(6)	(838)
Variation des intérêts courus – Diminution des intérêts à recevoir	167	124	159	73
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	-	33	(48)	(176)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	2 964	1 259	998	167
(Gain) à la vente de terrains et d'immeubles	-	-	(1)	(4)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités d'exploitation	2 725	6 110	(1 110)	(5 472)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Augmentation nette des dépôts	3 404	2 644	13 218	9 957
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 764	1 877	9 373	6 608
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	9 812	(4 226)	8 293	(2 895)
Augmentation (diminution) nette des passifs de filiales	(2 201)	25	(2 201)	25
Produit de l'émission d'obligations couvertes (note 10)	-	-	1 500	-
Produit de l'émission d'une dette subordonnée (note 9)	-	-	1 500	-
Remboursement sur une dette subordonnée	-	-	-	(500)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 11)	-	-	290	-
Rachat de titres d'une fiducie de capital (note 10)	-	(350)	(400)	(350)
Frais d'émission d'actions	(1)	(3)	(5)	(3)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	19	27	93	165
Dividendes versés en espèces	(444)	(303)	(1 219)	(900)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affecté aux) activités de financement	12 353	(309)	30 442	12 107
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	348	(206)	(190)	477
Achats de titres, autres que de négociation	(4 589)	(6 308)	(13 733)	(21 716)
Échéances de titres, autres que de négociation	2 659	1 698	11 391	6 300
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	3 154	4 421	8 114	14 554
(Augmentation) nette des prêts	(3 076)	(6 303)	(9 746)	(13 387)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	995	1 691	4 331	3 534
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(5 106)	805	(11 413)	10 549
Produit de la vente de terrains et d'immeubles	-	-	1	5
Bureaux et matériel – achats nets	(137)	(70)	(247)	(140)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(69)	(42)	(187)	(162)
Achat d'actions privilégiées et de bons de souscription en vertu du Troubled Asset Relief Program	(1 642)	-	(1 642)	-
Acquisitions (note 7)	789	(107)	683	(1 029)
Montant net des flux de trésorerie (affectés aux) activités d'investissement	(6 674)	(4 421)	(12 638)	(1 015)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	207	80	(1 036)	(492)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 611	1 460	15 658	5 128
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	24 415	13 623	17 368	9 955
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>33 026 \$</b>	<b>15 083 \$</b>	<b>33 026 \$</b>	<b>15 083 \$</b>
<b>Composition :</b>				
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	31 584 \$	14 102 \$	31 584 \$	14 102 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 442	981	1 442	981
	<b>33 026 \$</b>	<b>15 083 \$</b>	<b>33 026 \$</b>	<b>15 083 \$</b>
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>				
Intérêts versés au cours de la période	966 \$	803 \$	2 899 \$	2 529 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	283 \$	85 \$	558 \$	1 153 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires en font partie intégrante.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2011 (non audité)

## Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2010, telles qu'elles figurent aux pages 114 à 168 de notre Rapport annuel 2010. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les

mêmes conventions comptables et méthodes de calcul que celles utilisées pour nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2010, et comprennent tous les rajustements normaux et récurrents qui, de l'avis de la direction, sont essentiels à la présentation fidèle des résultats des périodes présentées.

## Note 2 : Prêts et provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres

instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Au 31 juillet 2011, une provision pour pertes sur créances de 42 millions de dollars (néant au 31 juillet 2010) liée aux autres instruments de crédit était comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Provision spécifique au début de la période	68	39	59	54	427	491	-	10	554	594
Dotation à la provision pour pertes sur créances	15	19	107	127	52	68	-	-	174	214
Recouvrements	1	2	34	31	26	12	-	-	61	45
Radiations	(22)	(22)	(142)	(165)	(123)	(93)	-	-	(287)	(280)
Écarts de change et autres	5	-	7	-	6	4	-	-	18	4
Provision spécifique à la fin de la période	67	38	65	47	388	482	-	10	520	577
Provision générale au début de la période	30	20	354	314	783	912	38	45	1 205	1 291
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	2	17	24	(14)	(21)	(2)	(5)	-	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	6	11	-	-	6	11
Provision générale à la fin de la période	29	22	371	338	775	902	36	40	1 211	1 302
Provision totale	96	60	436	385	1 163	1 384	36	50	1 731	1 879
Composition : Prêts	96	60	436	385	1 121	1 384	36	50	1 689	1 879
Autres instruments de crédit	-	-	-	-	42	-	-	-	42	-

Pour les périodes de neuf mois closes le	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Provision spécifique au début de la période	52	33	47	51	481	507	10	5	590	596
Dotation à la provision pour pertes sur créances	66	69	341	416	212	306	(10)	5	609	796
Recouvrements	4	7	93	89	72	35	-	-	169	131
Radiations	(64)	(71)	(426)	(509)	(368)	(344)	-	-	(858)	(924)
Écarts de change et autres	9	-	10	-	(9)	(22)	-	-	10	(22)
Provision spécifique à la fin de la période	67	38	65	47	388	482	-	10	520	577
Provision générale au début de la période	22	18	340	266	891	968	44	54	1 297	1 306
Dotation à la provision pour pertes sur créances	7	4	31	48	(72)	(38)	(8)	(14)	(42)	-
Écarts de change et autres	-	-	-	24	(44)	(28)	-	-	(44)	(4)
Provision générale à la fin de la période	29	22	371	338	775	902	36	40	1 211	1 302
Provision totale	96	60	436	385	1 163	1 384	36	50	1 731	1 879
Composition : Prêts	96	60	436	385	1 121	1 384	36	50	1 689	1 879
Autres instruments de crédit	-	-	-	-	42	-	-	-	42	-

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Prêts acquis

Nous comptabilisons les prêts que nous achetons à la juste valeur à la date à laquelle nous faisons l'acquisition des prêts, juste valeur qui tient compte d'une estimation des pertes sur créances futures prévues à la date d'acquisition. Par conséquent, aucune provision pour perte sur créances n'est comptabilisée dans le bilan consolidé à la date à laquelle nous achetons les prêts. La juste valeur est établie au moyen de l'estimation des flux de trésorerie provenant du capital et des intérêts qui devraient être perçus sur les prêts et de l'actualisation de ces flux de trésorerie aux taux d'intérêt sur le marché. En ce qui a trait aux prêts aux entreprises, nous estimons les flux de trésorerie qui devraient être perçus à partir d'un examen des prêts individuels. En ce qui a trait aux prêts aux particuliers, nous utilisons des modèles qui tiennent compte de la meilleure estimation que fait la direction des principales hypothèses en vigueur, telles que les taux de défaillance, l'ampleur des pertes, le moment des remboursements anticipés et les garanties. Après la date d'acquisition, nous réévaluerons périodiquement le montant que nous prévoyons percevoir sur les prêts acquis. Une diminution des flux de trésorerie prévus donnera lieu à la comptabilisation d'une charge dans la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une augmentation de la provision pour pertes sur créances. Une augmentation des flux de trésorerie prévus donnera lieu à la comptabilisation d'un recouvrement dans la dotation à la provision pour pertes sur créances ainsi qu'à une diminution de la provision pour pertes sur créances précédemment constatée, ou à une augmentation de la valeur

comptable actuelle des prêts acquis si aucune provision pour pertes sur créances n'a été constituée. Étant donné que les prêts acquis sont comptabilisés à la juste valeur à l'acquisition en fonction du montant qui devrait être perçu, aucun des prêts acquis n'est considéré comme douteux aussi longtemps que les flux de trésorerie continuent d'être égaux ou supérieurs aux montants prévus au moment de l'acquisition. Les prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation (M&I) avaient une juste valeur de 29 240 millions de dollars au 5 juillet 2011. La juste valeur de ces prêts reflète une réduction de valeur au titre de pertes futures estimatives de 3 306 millions de dollars.

## Prêts couverts par la FDIC

Les prêts acquis dans le cadre de notre acquisition d'AMCORE Bank sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous engageons sur ces prêts.

Nous avons constitué de nouvelles provisions pour (des recouvrements sur) pertes sur créances de 5 millions de dollars et de (10) millions, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011 (néant et néant, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2010) relativement aux prêts couverts par l'entente de partage des pertes avec FDIC. Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC.

## Note 3 : Titrisation

Les tableaux suivants résument nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011 et 2010 :

(en millions de dollars canadiens)

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les périodes de trois mois closes le						
Produit net en espèces 1)	992	1 677	-	-	992	1 677
Placement dans des entités de titrisation 2)	-	-	34	-	34	-
Prix d'achat différé	35	51	1	-	36	51
Passif de gestion	(6)	(11)	-	-	(6)	(11)
	<b>1 021</b>	<b>1 717</b>	<b>35</b>	<b>-</b>	<b>1 056</b>	<b>1 717</b>
Prêts vendus	<b>1 003</b>	<b>1 697</b>	<b>35</b>	<b>-</b>	<b>1 038</b>	<b>1 697</b>
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	18	20	-	-	18	20
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	14	14	126	93	140	107

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les périodes de neuf mois closes le						
Produit net en espèces 1)	3 114	3 500	1 200	-	4 314	3 500
Placement dans des entités de titrisation 2)	-	-	115	-	115	-
Prix d'achat différé	103	135	37	-	140	135
Passif de gestion	(18)	(25)	(5)	-	(23)	(25)
	<b>3 199</b>	<b>3 610</b>	<b>1 347</b>	<b>-</b>	<b>4 546</b>	<b>3 610</b>
Prêts vendus	<b>3 156</b>	<b>3 554</b>	<b>1 319</b>	<b>-</b>	<b>4 475</b>	<b>3 554</b>
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	43	56	28	-	71	56
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	36	44	317	274	353	318

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Comprend les titres sur cartes de crédit conservés au bilan par la Banque.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les périodes de trois mois closes le				
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	4,19	4,16	0,87	1,00
Taux de remboursement anticipé (%)	18,37	18,70	37,64	35,58
Taux d'intérêt (%)	3,82	3,85	21,73	21,39
Pertes prévues sur créances (%) 1)	-	-	5,52	4,40
Taux d'actualisation (%)	2,43	2,42	9,45	9,49
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Durée de vie moyenne pondérée (en années)	3,99	4,47	0,91	1,00
Taux de remboursement anticipé (%)	21,09	17,21	36,98	35,42
Taux d'intérêt (%)	3,81	4,01	21,65	21,35
Pertes prévues sur créances (%) 1)	-	-	5,52	4,40
Taux d'actualisation (%)	2,30	2,61	9,36	9,27

1) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement assurés, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

#### Note 4 : Entités à détenteurs de droits variables

L'actif total dans nos entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et notre risque de perte maximal sont résumés dans le tableau suivant. Pour obtenir de plus amples renseignements

sur nos EDDV, il y a lieu de se reporter à la note 9 aux pages 128 à 130 de notre Rapport annuel 2010.

	31 juillet 2011					31 octobre 2010						
	Risque de perte				Actif total	Risque de perte				Actif total		
	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés		Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés			
<b>EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons d'importants droits variables</b>												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3)	2 283	-	132	4	2 419	1 991	2 958	-	113	14	3 085	2 976
Entité de titrisation américaine des clients	3 766	123	-	4	3 893	3 352	3 905	251	-	2	4 158	4 074
Entités de titrisation de la Banque 3)	5 100	-	720	69	5 889	10 787	5 100	-	637	100	5 837	9 469
Entité de protection de crédit - Apex 4)5)	1 030	-	1 270	400	2 700	2 213	1 030	-	1 128	669	2 827	2 208
Entités de gestion de placements structurés 6)	89	3 090	-	23	3 202	3 255	171	5 097	-	30	5 298	5 225
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	7 918	-	7 918	11 756	s.o.	s.o.	4 745	-	4 745	5 330
Fiducies de capital et de financement	43	12	2	-	57	1 280	43	12	2	-	57	1 277
<b>Total</b>	<b>12 311</b>	<b>3 225</b>	<b>10 042</b>	<b>500</b>	<b>26 078</b>	<b>34 634</b>	<b>13 207</b>	<b>5 360</b>	<b>6 625</b>	<b>815</b>	<b>26 007</b>	<b>30 559</b>
<b>EDDV consolidées</b>												
Entités de titrisation canadienne des clients 3)7)	25	-	25	-	50	25	200	-	196	-	396	196
Fiducies de capital et de financement	3 513	7 487	1 160	85	12 245	9 940	4 081	6 919	740	76	11 816	9 673
Entités à financement structuré	-	-	26	-	26	26	-	-	27	-	27	27
<b>Total</b>	<b>3 538</b>	<b>7 487</b>	<b>1 211</b>	<b>85</b>	<b>12 321</b>	<b>9 991</b>	<b>4 281</b>	<b>6 919</b>	<b>963</b>	<b>76</b>	<b>12 239</b>	<b>9 896</b>

- Ces facilités comprennent les facilités de financement de premier rang qui ont été fournies à notre entité de protection de crédit et à nos entités de gestion de placements structurés ainsi que les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation de la Banque, à nos entités de titrisation canadiennes des clients et à notre entité de titrisation américaine des clients. Aucun concours de trésorerie fourni à nos entités de titrisation canadiennes des clients n'avait trait à un soutien de crédit au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010. La note 6 ci-après traite des concours de trésorerie accordés à notre entité de titrisation américaine des clients, lesquels comprennent un soutien au crédit.
- Les montants en cours sur les concours de trésorerie et les facilités de financement de premier rang sont classés dans les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.
- Les titres détenus dans les entités de titrisation de la Banque sont constitués de 61 millions de dollars de papier commercial adossé à des actifs (105 millions en 2010) classés dans les titres de négociation, ainsi que d'un prix d'achat différé de 268 millions de dollars (261 millions en 2010) et de titres adossés à des actifs de 391 millions de dollars (271 millions en 2010) qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial adossé à des actifs et sont classés dans les titres de négociation. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

- Les instruments dérivés conclus avec cette entité sont classés comme instruments de négociation. Les variations de leur juste valeur sont contrebalancées par les instruments dérivés conclus avec des contreparties indépendantes, instruments qui, eux aussi, sont classés comme instruments de négociation.
  - Les titres détenus sont classés dans les titres de négociation et ont une valeur nominale de 1 415 millions de dollars. Notre exposition à ces titres est couverte au moyen d'instruments dérivés.
  - Les titres détenus sont constitués de billets de capital qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Nous avons ramené à néant la valeur de ces billets au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010.
  - L'actif total détenu au 31 juillet 2011 était constitué d'un prêt de néant (135 millions de dollars au 31 octobre 2010) et d'actifs divers totalisant 25 millions de dollars (61 millions au 31 octobre 2010).
- s.o. – sans objet

## Note 5 : Instruments financiers

### Modification d'une convention comptable

Le 1<sup>er</sup> août 2008, nous avons choisi de transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente les titres pour lesquels nous avons changé notre intention

de nous en défaire ou de les négocier à court terme, selon la conjoncture prévalant alors, et avons plutôt décidé de les conserver dans un avenir prévisible.

Le tableau qui suit présente l'évolution des titres transférés :

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de trois mois closes le	31 juillet 2011	30 avril 2011	31 janvier 2011	31 octobre 2010	31 juillet 2010
Juste valeur des titres au début de la période	307	387	435	606	791
Ventes nettes/échéances	(48)	(82)	(41)	(175)	(183)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	9	3	(3)	(2)	(5)
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	-	-	-	-	-
Incidence du taux de change	(1)	(1)	(4)	6	3
Juste valeur des titres à la fin de la période	267	307	387	435	606

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Juste valeur des titres au début de la période	435	1 378
Ventes nettes/échéances	(171)	(753)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	9	57
Moins-valeur durable comptabilisée dans le revenu	-	(17)
Incidence du taux de change	(6)	(59)
Juste valeur des titres à la fin de la période	267	606

### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur. Pour plus de renseignements sur la détermination de la juste valeur, il y a lieu de se reporter aux pages 117, 132, 160 et 161 des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels figurant dans notre Rapport annuel 2010.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011			31 octobre 2010		
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
<b>Actif</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 026	33 026	-	17 368	17 368	-
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	5 035	5 035	-	3 186	3 186	-
Valeurs mobilières	126 915	127 028	113	123 399	123 433	34
Titres pris en pension ou empruntés	38 301	38 301	-	28 102	28 102	-
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	54 493	55 123	630	48 715	49 531	816
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	58 035	58 144	109	51 159	51 223	64
Prêts sur cartes de crédit	2 239	2 239	-	3 308	3 308	-
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	85 363	85 089	(274)	68 338	68 084	(254)
	200 130	200 595	465	171 520	172 146	626
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 000	7 000	-	7 001	6 998	(3)
Provision pour pertes sur créances	(1 689)	(1 689)	-	(1 878)	(1 878)	-
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	205 441	205 906	465	176 643	177 266	623
Instruments dérivés	47 767	47 767	-	49 759	49 759	-
Bureaux et matériel	1 977	1 977	-	1 560	1 560	-
Écarts d'acquisition	3 374	3 374	-	1 619	1 619	-
Actifs incorporels	1 511	1 511	-	812	812	-
Actifs divers	13 210	13 210	-	9 192	9 192	-
	476 557	477 135	578	411 640	412 297	657
<b>Passif</b>						
Dépôts	291 412	291 568	156	249 251	249 544	293
Instruments dérivés	43 890	43 890	-	47 970	47 970	-
Acceptations	7 000	7 000	-	7 001	7 001	-
Titres vendus à découvert	25 412	25 412	-	16 438	16 438	-
Titres mis en pension ou prêtés	53 893	53 893	-	47 110	47 110	-
Passifs divers	22 257	22 345	88	17 414	17 504	90
Dettes subordonnées	5 284	5 505	221	3 776	3 947	171
Titres d'une fiducie de capital	400	407	7	800	823	23
Capitaux propres	27 009	27 009	-	21 880	21 880	-
	476 557	477 029	472	411 640	412 217	577
Total des rajustements à la juste valeur			106			80

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

### **Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction**

Une partie de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a donné lieu à une diminution de 76 millions de dollars et de 30 millions des revenus de négociation à la rubrique Revenu autre que d'intérêts, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011 (une diminution de 74 millions et de 70 millions, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2010), incluant une augmentation de 6 millions de dollars et une diminution de 1 million, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011, imputable aux fluctuations de nos écarts de taux (une augmentation de 4 millions et de 15 millions, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2010). Nous avons constaté des montants compensatoires sur les dérivés et les autres instruments financiers détenus pour couvrir les variations de la juste valeur de ces billets structurés.

La variation de la juste valeur attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux, qui a été comptabilisée entre le moment où les billets structurés ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction et le 31 juillet 2011, correspond à une

perte non réalisée de 30 millions de dollars. Depuis 2009, nous couvrons l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux.

Au 31 juillet 2011, la juste valeur et le montant dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction étaient respectivement de 4 355 millions et de 4 462 millions de dollars (3 976 millions et 4 084 millions, respectivement, au 31 octobre 2010).

Nous désignons certains investissements de nos activités d'assurance comme étant détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Le choix de cette option permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres était de 4 676 millions de dollars au 31 juillet 2011 (4 153 millions au 31 octobre 2010). L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une augmentation de 107 millions de dollars et de 82 millions du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011 (une augmentation de 46 millions et de 174 millions, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2010). Les variations des soldes des passifs d'assurance sont également comptabilisées dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance.

## Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. Notre utilisation des cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur

des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2011			31 octobre 2010		
	Évaluation selon les cours du marché	Évaluation selon des modèles (avec données observables)	Évaluation selon des modèles (sans données observables)	Évaluation selon les cours du marché	Évaluation selon des modèles (avec données observables)	Évaluation selon des modèles (sans données observables)
<b>Titres de négociation</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	17 942	-	-	15 932	72	-
des provinces et municipalités canadiennes	5 556	108	-	3 910	5	-
l'administration fédérale américaine	5 296	-	-	8 060	-	-
des municipalités, agences et États américains	315	128	-	849	205	-
d'autres administrations publiques	1 783	-	-	1 365	-	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	717	199	-	859	-	211
Obligations d'entreprises	8 237	3 484	1 232	7 419	3 595	1 358
Actions d'entreprises	26 232	2 653	-	27 267	603	-
	<b>66 078</b>	<b>6 572</b>	<b>1 232</b>	<b>65 661</b>	<b>4 480</b>	<b>1 569</b>
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Titres émis ou garantis par :						
l'administration fédérale canadienne	14 275	-	-	14 701	-	-
des provinces et municipalités canadiennes	1 318	268	-	1 442	253	-
l'administration fédérale américaine	4 778	-	-	5 658	-	-
des municipalités, agences et États américains	555	2 736	35	-	4 237	20
d'autres administrations publiques	8 251	748	-	9 455	587	-
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires	4 826	8 178	-	688	8 204	20
Obligations d'entreprises	3 450	223	1 411	2 959	133	1 500
Actions d'entreprises	190	183	529	139	178	369
	<b>37 643</b>	<b>12 336</b>	<b>1 975</b>	<b>35 042</b>	<b>13 592</b>	<b>1 909</b>
<b>Passifs inscrits à la juste valeur</b>						
Titres vendus à découvert	25 412	-	-	16 438	-	-
Passifs au titre des billets structurés	-	4 355	-	-	3 976	-
	<b>25 412</b>	<b>4 355</b>	<b>-</b>	<b>16 438</b>	<b>3 976</b>	<b>-</b>
<b>Actifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	17	29 798	125	24	33 862	217
Contrats de change	23	11 441	-	45	10 089	-
Contrats sur produits de base	1 492	235	-	2 207	382	-
Contrats sur titres de participation	2 732	1 047	4	1 028	617	8
Swaps sur défaillance	-	710	143	-	1 120	160
	<b>4 264</b>	<b>43 231</b>	<b>272</b>	<b>3 304</b>	<b>46 070</b>	<b>385</b>
<b>Passifs dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt	27	28 459	41	38	32 593	48
Contrats de change	16	10 566	-	20	9 517	-
Contrats sur produits de base	1 325	253	-	2 087	501	-
Contrats sur titres de participation	113	2 428	66	53	2 109	71
Swaps sur défaillance	-	594	2	-	930	3
	<b>1 481</b>	<b>42 300</b>	<b>109</b>	<b>2 198</b>	<b>45 650</b>	<b>122</b>

### Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés actifs (niveau 1), lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou se fondant sur des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et les passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

L'analyse de sensibilité au 31 juillet 2011 pour les instruments de niveau 3 les plus importants est présentée ci-dessous.

Les titres de négociation de niveau 3 comprennent des obligations d'entreprises de 1 208 millions de dollars ayant trait à des titres qui sont couverts par des swaps sur rendement total et des swaps sur défaillance, lesquels sont également considérés comme des instruments de niveau 3. L'analyse de sensibilité est réalisée pour l'intégralité du produit structuré et elle est décrite ci-après dans la section portant sur les dérivés.

Les titres de créance de sociétés disponibles à la vente de niveau 3 comprennent le prix d'achat différé de 599 millions de dollars relatif à nos activités de titrisation hors bilan. Nous avons déterminé l'évaluation du prix d'achat différé (marge excédentaire) en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les données importantes utilisées dans le modèle d'évaluation comprennent le taux d'intérêt, le taux de remboursement anticipé moyen pondéré, l'échéance moyenne pondérée, les pertes sur créances prévues et le taux d'actualisation moyen pondéré. La détermination des taux d'intérêt est ce qui influe le plus sur l'évaluation du prix d'achat différé. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'intérêt affiche une augmentation ou une diminution de 10 % serait une variation de la juste valeur de 83 millions de dollars et de (83) millions, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 juillet 2011, des sommes de 267 millions et de 43 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total à l'égard de produits structurés. Nous avons déterminé l'évaluation de ces instruments dérivés et des titres connexes en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une

variation de la juste valeur de (3) millions et de 3 millions de dollars, respectivement.

### Principaux transferts

Des éléments sont transférés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, aucun transfert important n'a été effectué du niveau 3 à un autre niveau ou inversement. Les titres acquis dans le cadre de l'acquisition de M&I qui sont classés dans le niveau 3 ont totalisé 326 millions de dollars, dont une tranche de 124 millions de dollars a été vendue au cours du trimestre. Ces titres détenus au 31 juillet 2011 sont essentiellement constitués de placements privés pour lesquels la juste valeur est établie à partir de l'actif net des entités.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, des titres de créance de sociétés de 139 millions de dollars classés dans les titres de négociation ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 étant donné que des valeurs sont désormais obtenues pour ces titres d'un tiers vendeur et qu'elles se fondent sur des cours.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, des titres adossés à des créances hypothécaires de 207 millions de dollars et des titres garantis par des créances hypothécaires de 20 millions classés dans les titres de négociation et les titres disponibles à la vente, respectivement, ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 étant donné que des valeurs sont désormais obtenues pour ces titres d'un tiers vendeur et qu'elles se fondent sur un plus grand volume de cours.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2011, des actifs dérivés de 6 millions de dollars et des passifs dérivés de 9 millions ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 étant donné que des données de marché sont maintenant disponibles pour certains contrats sur titres de participation hors cote.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, une partie du papier commercial adossé à des actifs émis par les conduits et assujéti à l'Accord de Montréal a été transférée du niveau 3 au niveau 2, dans les obligations d'entreprises comprises dans la catégorie des titres de négociation, puisque nous évaluons désormais les billets en nous fondant sur des cotes provenant de courtiers plutôt que sur des modèles internes en raison de la négociation accrue de ces titres par les courtiers, ce qui donne lieu à une meilleure liquidité. En outre, certaines obligations d'entreprises disponibles à la vente précédemment évaluées au moyen de données de marché observables ont été transférées du niveau 2 au niveau 1, car la valeur de ces titres est devenue disponible sur des marchés actifs.

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers qui

(en millions de dollars canadiens)

étaient classés dans le niveau 3 au cours des périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011, incluant les gains (pertes) réalisés et non réalisés inclus dans le revenu net et dans les autres éléments du résultat étendu.

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2011	Variation de la juste valeur						Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2011	Gains (pertes) non réalisés 2)
	Solde au 30 avril 2011	Incluse dans le résultat	Incluse dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Ventes	Échéances 1)			
<b>Titres de négociation</b>									
Obligations d'entreprises	1 199	35	-	-	-	(2)	-	1 232	35
Total des titres de négociation	1 199	35	-	-	-	(2)	-	1 232	35
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains									
	12	-	-	23	-	-	-	35	-
Obligations d'entreprises	1 547	(26)	(1)	45	(124)	(30)	-	1 411	2
Actions d'entreprises	342	(2)	6	312	(129)	-	-	529	6
Total des titres disponibles à la vente	1 901	(28)	5	380	(253)	(30)	-	1 975	8
<b>Actifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	136	(19)	-	8	-	-	-	125	(18)
Contrats sur titres de participation	3	4	-	-	-	(3)	-	4	4
Swaps sur défaillance	147	(4)	-	-	-	-	-	143	(4)
Total des actifs dérivés	286	(19)	-	8	-	(3)	-	272	(18)
<b>Passifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	42	-	-	-	-	(1)	-	41	-
Contrats sur titres de participation	74	(8)	-	3	-	(3)	-	66	7
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	2	-
Total des passifs dérivés	118	(8)	-	3	-	(4)	-	109	7

1) Inclut le règlement en espèces d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Les gains ou les pertes non réalisés sur les titres de négociation de même que les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2011 sont inclus dans le résultat de la période. Les gains ou les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente toujours détenus au 31 juillet 2011 sont compris dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011	Variation de la juste valeur						Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2011	Gains (pertes) non réalisés 2)
	Solde au 31 octobre 2010	Incluse dans le résultat	Incluse dans les autres éléments du résultat étendu	Achats	Ventes	Échéances 1)			
<b>Titres de négociation</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires									
	211	(4)	-	-	-	-	(207)	-	-
Obligations d'entreprises	1 358	(24)	-	42	(1)	(4)	(139)	1 232	(30)
Total des titres de négociation	1 569	(28)	-	42	(1)	(4)	(346)	1 232	(30)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Titres émis ou garantis par :									
des municipalités, agences et États américains									
	20	1	(1)	23	(8)	-	-	35	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires									
	20	-	-	-	-	-	(20)	-	-
Obligations d'entreprises	1 500	(31)	19	169	(151)	(95)	-	1 411	22
Actions d'entreprises	369	(8)	(19)	320	(133)	-	-	529	(19)
Total des titres disponibles à la vente	1 909	(38)	(1)	512	(292)	(95)	(20)	1 975	2
<b>Actifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	217	(32)	-	8	-	(68)	-	125	118
Contrats sur titres de participation	8	5	-	-	-	(3)	(6)	4	7
Swaps sur défaillance	160	(11)	-	3	-	(9)	-	143	143
Total des actifs dérivés	385	(38)	-	11	-	(80)	(6)	272	268
<b>Passifs dérivés</b>									
Contrats de taux d'intérêt	48	-	-	3	-	(10)	-	41	(42)
Contrats sur titres de participation	71	6	-	3	-	(5)	(9)	66	(67)
Swaps sur défaillance	3	-	-	-	-	(1)	-	2	(2)
Total des passifs dérivés	122	6	-	6	-	(16)	(9)	109	(111)

1) Inclut le règlement en espèces d'actifs dérivés et de passifs dérivés.

2) Les gains ou les pertes non réalisés sur les titres de négociation de même que les actifs dérivés et les passifs dérivés toujours détenus au 31 juillet 2011 sont inclus dans le résultat de la période. Les gains ou les pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente toujours détenus au 31 juillet 2011 sont compris dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

### **Autres éléments évalués à la juste valeur**

Certains actifs comme les biens saisis sont évalués à la juste valeur au moment de la constatation initiale, mais ne sont pas tenus d'être évalués à la juste valeur de façon continue.

Au 31 juillet 2011, la Banque détenait des biens saisis de 182 millions de dollars évalués à la juste valeur au moment de

la constatation initiale, lesquels étaient tous classés dans le niveau 2. La perte de valeur comptabilisée à l'égard de ces actifs pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2011 s'élevait à 36 millions de dollars.

### **Note 6 : Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous.

#### **Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires**

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 12 117 millions de dollars au 31 juillet 2011 (10 163 millions au 31 octobre 2010). Aucune des lettres de crédit de soutien ni aucun des cautionnements bancaires n'était coté au 31 juillet 2011 ou au 31 octobre 2010. La plupart de ces engagements ont une échéance d'au plus un an. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Au 31 juillet 2011, un montant de 42 millions de dollars (9 millions au 31 octobre 2010) était inclus dans les autres passifs relativement à des contreparties garanties qui n'étaient pas en mesure d'honorer leur obligation envers des tiers (se reporter à la note 2). Au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010, aucun autre montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

#### **Concours et autres facilités de trésorerie**

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 13 065 millions de dollars au 31 juillet 2011 (14 009 millions au 31 octobre 2010), dont un montant de 11 403 millions de dollars avait trait à des facilités de catégorie investissement, un montant de 622 millions était de catégorie spéculative et un montant de 1 040 millions n'était pas coté (respectivement, 11 036 millions, 625 millions et

2 348 millions de dollars au 31 octobre 2010). Au 31 juillet 2011, 172 millions de dollars étaient utilisés sur ces facilités conformément aux modalités de ces concours de trésorerie (292 millions au 31 octobre 2010), dont 123 millions (129 millions de dollars américains) (251 millions ou 246 millions de dollars américains au 31 octobre 2010) avaient trait à l'entité de titrisation américaine des clients dont traite la note 4.

#### **Facilités de rehaussement de crédit**

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de rehaussement partiel de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les facilités de rehaussement de crédit sont incluses dans les concours de trésorerie. Ces facilités comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 4.

#### **Facilités de financement de premier rang**

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. Au 31 juillet 2011, 3 090 millions de dollars avaient été utilisés (5 097 millions au 31 octobre 2010) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés. Au 31 juillet 2011 et au 31 octobre 2010, aucun montant n'avait été prélevé conformément aux modalités de la facilité de financement fournie à notre entité de protection de crédit (se reporter à la note 4).

En plus de notre investissement dans des billets assujettis à l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'avait été utilisé dans le cadre de cette facilité au 31 juillet 2011 ni au 31 octobre 2010.

#### **Instruments dérivés**

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat. Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Les swaps sur défaillance position vendeur exigent que nous indemnisons une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 36 288 millions de dollars au 31 juillet 2011

(40 650 millions au 31 octobre 2010), dont 34 261 millions avaient trait à des swaps de catégorie investissement, 1 824 millions avaient trait à des swaps de catégorie spéculative et 203 millions n'étaient pas cotés (37 764 millions, 2 622 millions et 264 millions de dollars, respectivement, au 31 octobre 2010). La durée de ces contrats varie de moins d'un mois à sept ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 596 millions de dollars au 31 juillet 2011 (933 millions au 31 octobre 2010).

Les options comprennent les ententes contractuelles par lesquelles l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments de créances ou de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de un jour à huit ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 415 millions de dollars au 31 juillet 2011 (599 millions au 31 octobre 2010), instruments dont aucun n'était coté (aucun n'était coté au 31 octobre 2010).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix d'exercice ou le taux de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de deux mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments

## Note 7 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge, selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

### Marshall & Ilsley Corporation (M&I)

Le 5 juillet 2011, nous avons conclu l'acquisition de Marshall & Ilsley Corporation, dont le siège social est situé à Milwaukee, pour une contrepartie d'un montant d'environ 4,0 milliards de dollars (4,2 milliards de dollars américains) payée en actions ordinaires, les droits à une fraction des actions ordinaires de BMO faisant l'objet d'un paiement au comptant. Chaque action ordinaire de M&I a été échangée contre 0,1257 action ordinaire, ce qui a donné lieu à l'émission d'environ 67 millions d'actions ordinaires. La valeur de nos actions ordinaires a été établie selon le prix moyen de nos actions ordinaires en vigueur au cours de la période de cinq jours précédant et suivant le 17 décembre 2010, soit le jour où les modalités du regroupement d'entreprises ont été convenues et annoncées. De plus, immédiatement avant la conclusion de la transaction,

dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 85 millions de dollars au 31 juillet 2011 (87 millions au 31 octobre 2010), instruments dont aucun n'était coté (aucun n'était coté au 31 octobre 2010).

### Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal des activités, nous concluons diverses conventions qui prévoient des indemnisations d'ordre général. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des placements de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des contrats de compensation, des contrats sur dérivés et des opérations de location. Dans le cadre de l'acquisition de M&I, nous avons acquis des activités de prêt de titres en vertu desquelles des titres appartenant à des clients sont prêtés à des emprunteurs dont le risque de crédit a été évalué selon le même processus d'évaluation du risque de crédit que celui utilisé à l'égard de prêts et d'autres actifs de crédit. Dans le cadre de ces activités, nous procurons aux prêteurs des indemnisations contre les pertes découlant de l'incapacité des emprunteurs de remettre les titres prêtés lorsqu'ils arrivent à échéance. Tous les emprunts sont entièrement garantis par des liquidités ou des titres négociables. Lorsque les titres sont prêtés, la garantie est maintenue à un minimum de 100 % de la juste valeur des titres, et la garantie est réévaluée quotidiennement. Le montant des titres prêtés pouvant faire l'objet d'indemnisations s'établissait à 4 778 millions de dollars au 31 juillet 2011. Aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé au 31 juillet 2011 au titre de ces indemnisations.

nous avons acquis les actions privilégiées et les bons de souscription de M&I auprès du Trésor des États-Unis en vertu du Troubled Asset Relief Program pour 1,6 milliard de dollars (1,7 milliard de dollars américains). L'acquisition de M&I nous permet de renforcer notre position concurrentielle dans les marchés du Midwest américain. Dans le cadre de l'acquisition, nous avons obtenu un actif incorporel constitué de dépôts de base amorti selon la méthode dégressive sur une période de 10 ans, un actif incorporel constitué de relations-clients amorti selon la méthode dégressive sur une période de 15 ans, un actif incorporel constitué de portefeuilles de cartes de crédit amorti selon la méthode dégressive sur une période de 15 ans et un actif incorporel constitué d'une désignation commerciale amorti selon la méthode dégressive sur une période de 5 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. M&I fait partie de nos groupes d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis, groupe Gestion privée, BMO Marchés des capitaux et Services d'entreprise. L'écart d'acquisition a été attribué à ces groupes, à l'exception de Services d'entreprise.

## Lloyd George Management (LGM)

Le 28 avril 2011, nous avons acquis la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Lloyd George Management, société de Hong Kong, pour une contrepartie en espèces de 89 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction établi en fonction du fonds de roulement, majorée de contreparties conditionnelles basées sur l'atteinte de certaines cibles en matière de revenus sur trois ans. Une contrepartie conditionnelle d'environ 13 millions de dollars devrait être versée au cours de futurs exercices relativement à cette acquisition. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, nous avons accru le prix d'achat de 2 millions de dollars pour le porter à 89 millions, en nous fondant sur la réévaluation de l'actif net acquis. L'acquisition de LGM nous permet d'accroître nos capacités en matière de gestion de portefeuille en Asie et dans les marchés émergents afin de répondre à la demande croissante des clients à l'égard de stratégies de placement à l'échelle mondiale. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, lequel est amorti selon la méthode linéaire sur une période de 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. LGM fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

## AMCORE Bank, N.A. (AMCORE)

Le 23 avril 2010, nous avons acquis de FDIC certains actifs et passifs d'AMCORE pour une contrepartie totale de 253 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction, établi en fonction de l'actif net. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, nous avons réduit le prix d'achat de 28 millions de dollars en raison de la réévaluation de l'actif net acquis. Dans le cadre de cette acquisition, nous pouvions acheter certaines succursales d'AMCORE après la conclusion de la transaction. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, nous avons augmenté le prix d'achat de 20 millions de dollars pour le porter à 245 millions par suite de l'acquisition de certaines de ces succursales. Les actifs acquis et les passifs pris en charge sont inclus dans notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)

	M&I	LGM	AMCORE
Encaisse 1)	2 838	3	420
Valeurs mobilières	5 975	3	10
Prêts	29 240	-	1 551
Bureaux et matériel	390	-	20
Écarts d'acquisition	1 770	59	86
Actifs incorporels	649	31	24
Actif d'impôt reporté	2 421	-	-
Actifs divers	2 292	-	494
Total de l'actif	45 575	96	2 605
Dépôts	33 860	-	2 207
Passifs divers	7 726	7	153
Total du passif	41 586	7	2 360
Prix d'achat	3 989	89	245

La répartition du prix d'achat de M&I et de LGM est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

1) L'encaisse, qui a été acquise dans le cadre des acquisitions de M&I et d'AMCORE, comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie de même que les dépôts portant intérêt.

## Note 8 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours de la période de trois mois close le 31 juillet 2011, nous avons attribué un total de 3 676 632 options sur actions (néant au cours de la période de trois mois close le 31 juillet 2010). Toutes les attributions se rapportent à des options sur actions attribuées dans le cadre de l'acquisition de M&I. La

juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de trois mois close le 31 juillet 2011 était de 2,22 \$ l'option (néant au cours de la période de trois mois close le 31 juillet 2010). Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution pour le trimestre clos le 31 juillet 2011 :

	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les options attribuées au cours de la période de trois mois close le		
Rendement prévu des actions	5,5 %	s.o.
Volatilité prévue du cours des actions	18,7 %	s.o.
Taux de rendement sans risque	1,8 %	s.o.
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	4,6	s.o.

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives différentes.

s.o. – sans objet

## Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les périodes de trois mois closes le				
Prestations constituées des employés	41	32	5	5
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	63	63	14	15
Perte actuarielle constatée dans la charge	23	18	1	-
Amortissement du coût des modifications aux régimes	5	4	(1)	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(81)	(73)	(1)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	51	44	18	16
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	15	17	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	2	2	-	-
<b>Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs</b>	<b>68</b>	<b>63</b>	<b>18</b>	<b>16</b>

	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Pour les périodes de neuf mois closes le				
Prestations constituées des employés	118	96	16	15
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	189	191	40	43
Perte actuarielle constatée dans la charge	67	55	4	2
Amortissement du coût des modifications aux régimes	12	12	(5)	(5)
Rendement prévu des actifs des régimes	(243)	(218)	(3)	(4)
Charge liée aux prestations constituées	143	136	52	51
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime des rentes du Québec	53	49	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	7	7	-	-
<b>Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs</b>	<b>203</b>	<b>192</b>	<b>52</b>	<b>51</b>

### Note 9 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2011, nous avons émis une dette subordonnée de 1,5 milliard de dollars aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien. Les billets à moyen terme de série G, première tranche, émis aux termes de cette émission arrivent à échéance le 8 juillet 2021. Les intérêts sur cette émission sont payables semestriellement au taux fixe de 3,979 % jusqu'au 8 juillet 2016 et à un taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires sur trois mois majoré de 1,09 %, payé trimestriellement jusqu'à l'échéance par la suite. Cette émission est rachetable à notre gré avec

l'approbation préalable du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), au pair, à compter du 8 juillet 2016.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2010, nous avons remboursé la totalité de nos billets à moyen terme de série C, première tranche, à 4,00 %, échéant en 2015, d'un montant total de 500 millions de dollars. Les billets ont été remboursés à un prix correspondant à 100 % du montant en capital, majoré des intérêts courus à la date du remboursement.

### Note 10 : Dépôts et titres d'une fiducie de capital

#### Dépôts

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, nous avons émis des obligations couvertes de série 3 d'un montant de 1,5 milliard de dollars américains. Ce dépôt porte intérêt à 2,625 % et arrive à échéance le 25 janvier 2016.

équivalant à 1 000 \$, soit un rachat totalisant 400 millions de dollars, majoré des distributions impayées.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2010, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série A (appelés BOaTS BMO – série A) pour un montant équivalant à 1 000 \$, majoré des distributions impayées indiquées, soit un rachat totalisant 350 millions de dollars.

#### Titres d'une fiducie de capital

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2011, nous avons racheté la totalité de nos titres d'une fiducie de capital BMO – série B (appelés BOaTS BMO – série B) pour un montant

### Note 11 : Capital-actions

Au cours des trimestres clos les 31 juillet 2011 et 2010, nous n'avons pas émis ni racheté d'actions privilégiées.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, nous avons émis 66 519 673 actions ordinaires à l'intention des actionnaires de M&I à titre de contrepartie pour l'acquisition de M&I.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2011, nous avons émis 11 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous

les cinq ans et à dividende non cumulatif de 3,9 %, série 25, au prix de 25,00 \$ chacune, le prix d'émission global étant de 290 millions de dollars.

Le 13 décembre 2010, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ce qui nous permet de racheter, à des fins

d'annulation, jusqu'à 15 000 000 de nos actions ordinaires au cours de la période comprise entre le 16 décembre 2010 et le 15 décembre 2011.

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des

activités existante. Nous n'avons pas non plus racheté d'actions ordinaires aux termes de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente, venue à échéance le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

### Capital-actions en circulation <sup>1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 juillet 2011		31 octobre 2010		Convertibles en...
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 10 2)	12 000 000	396	12 000 000	396	actions ordinaires 3)
Catégorie B – Série 13	14 000 000	350	14 000 000	350	–
Catégorie B – Série 14	10 000 000	250	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 15	10 000 000	250	10 000 000	250	–
Catégorie B – Série 16	12 000 000	300	12 000 000	300	actions privilégiées – catégorie B – Série 17 4)
Catégorie B – Série 18	6 000 000	150	6 000 000	150	actions privilégiées – catégorie B – Série 19 4)
Catégorie B – Série 21	11 000 000	275	11 000 000	275	actions privilégiées – catégorie B – Série 22 4)
Catégorie B – Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400	actions privilégiées – catégorie B – Série 24 4)
Catégorie B – Série 25	11 600 000	290	-	-	actions privilégiées – catégorie B – Série 26 4)
<b>Actions ordinaires</b>	<b>637 353 972</b>	<b>11 111</b>	<b>566 468 440</b>	<b>6 927</b>	
<b>Capital-actions</b>		<b>13 972</b>		<b>9 498</b>	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 20 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2010, aux pages 145 à 149 de notre Rapport annuel 2010.

2) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

3) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

4) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 17 969 488 actions ordinaires au 31 juillet 2011 (15 232 139 actions ordinaires au 31 octobre 2010).

### Note 12 : Résultat par action

Les tableaux qui suivent présentent le résultat de base et dilué par action de la Banque :

#### Résultat de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net	793	669	2 369	2 071
Dividendes sur les actions privilégiées	(39)	(33)	(107)	(102)
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires	754	636	2 262	1 969
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	589 849	561 839	575 398	558 047
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	1,28	1,13	3,93	3,53

#### Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de trois mois closes le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2011	31 juillet 2010	31 juillet 2011	31 juillet 2010
Revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires, rajusté pour tenir compte de la dilution	754	636	2 262	1 970
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	589 849	561 839	575 398	558 047
Actions convertibles	248	252	248	252
Options sur actions pouvant être exercées 1)	9 970	11 073	10 266	11 060
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(7 921)	(7 968)	(8 011)	(7 905)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	592 146	565 196	577 901	561 454
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	1,27	1,13	3,91	3,51

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options sur actions en cours, soit 2 291 209 et 1 774 297, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 139,93 \$ et de 97,41 \$, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2011 (1 207 385 et 2 484 804 options d'un prix moyen pondéré de 65,80 \$ et de 60,93 \$, respectivement, pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes le 31 juillet 2010), le prix moyen pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

### Note 13 : Gestion du capital

Notre objectif consiste à maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital en fonction des risques, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2011, nous avons atteint les cibles pour les ratios du capital minimaux exigés par le BSIF. La situation de notre capital au 31 juillet 2011 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 15 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 14 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les

écarts de taux, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi qu'à nos engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du résultat.

Les principales mesures au 31 juillet 2011 sont exposées dans la section Gestion des risques, à la page 11 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre.

## Note 15 : Passifs éventuels

BMO Capital Markets Corp. (auparavant, Harris Nesbitt Corp.) et la Banque de Montréal ont été nommés défendeurs dans une poursuite intentée par les investisseurs ayant investi dans des

titres d'Adelphia Communications Corporation (Adelphia). Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, nous avons réglé cette poursuite, qui résout tous les litiges en instance liés à Adelphia.

## Note 16 : Segmentation opérationnelle et géographique

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance des revenus, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation rajusté.

### Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

### Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et de cartes de crédit, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par

l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

### Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

### Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP), notre groupe qui exerce des activités de gestion de patrimoine, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains marchés institutionnels, et offre une vaste gamme de produits et solutions en matière de gestion de patrimoine. Le groupe GP exerce ses activités au Canada et aux États-Unis de même qu'en Chine et au Royaume-Uni.

## **BMO Marchés des capitaux**

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs et il compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de fusions et d'acquisitions, de services-conseils, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

## **Services d'entreprise**

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que l'unité Technologie et opérations (T&O), la planification stratégique, le droit, les finances, l'audit interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

T&O nous fournit des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les revenus et les frais résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

## **Normes de présentation**

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces unités sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et les dotations à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

## *Base d'imposition comparable*

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la charge d'impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, nous avons modifié la façon de comptabiliser certaines opérations de BMO MC sur une base qui reflète leur bic. Nous estimons que ces ajustements sont utiles et qu'ils traduisent la façon dont BMO MC gère ses activités, puisqu'ils permettent une meilleure comparaison entre les revenus imposables et les revenus assortis d'avantages fiscaux. La variation donne lieu à des augmentations du revenu net d'intérêts et des impôts sur les bénéfices de BMO MC, et des montants correspondants sont enregistrés dans les Services d'entreprise. De façon globale, le revenu net des deux groupes n'a pas varié. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

## *Dotations à la provision pour pertes sur créances*

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

## **Acquisition de Marshall & Ilsley Corporation**

Depuis le 5 juillet 2011, nos unités d'exploitation PE États-Unis, groupe GP, BMO MC et Services d'entreprise englobent une partie des activités acquises de M&I. Nous avons inclus au sein des Services d'entreprise les ajustements de la juste valeur pour tenir compte des pertes futures prévues à l'égard du portefeuille de prêts de M&I et de l'évaluation des prêts et des dépôts aux taux du marché en vigueur. Les résultats des Services d'entreprise refléteront toute modification de notre estimation des pertes futures prévues ainsi que les ajustements du revenu net d'intérêts pour tenir compte des taux en vigueur sur le marché. Les résultats des groupes d'exploitation refléteront les dotations à la provision pour pertes sur créances calculées en fonction des pertes prévues ainsi que le revenu net d'intérêts calculé en fonction des taux contractuels des prêts et des dépôts.

### **Comptabilisation des opérations de titrisation**

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, nous avons modifié notre façon de présenter les actifs titrisés dans nos informations sectorielles. Auparavant, certains actifs hypothécaires titrisés n'étaient pas présentés dans le bilan de PE Canada. Désormais, nous présentons tous les actifs hypothécaires titrisés dans PE Canada et les montants compensatoires sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Le revenu net d'intérêts gagné sur l'ensemble des actifs hypothécaires titrisés est compris dans le revenu net d'intérêts de PE Canada. Auparavant, le revenu net d'intérêts gagné sur certains actifs hypothécaires titrisés était inclus dans le revenu autre que d'intérêts de PE Canada. Les données des périodes antérieures ont été retraitées en fonction de cette nouvelle présentation.

### **Comptes de moyennes entreprises américaines clientes**

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2010, nous avons repéré un certain nombre de comptes de moyennes entreprises américaines clientes qui seraient mieux servis par des services bancaires aux entreprises et avons transféré leurs soldes de BMO MC aux Services bancaires PE – États-Unis. Les chiffres des périodes précédentes ont été retraités pour refléter ce reclassement.

### **Prêts douteux garantis par des biens immobiliers**

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2011, des prêts douteux garantis par des biens immobiliers d'environ 0,9 milliard de dollars, comprenant essentiellement des prêts à des entreprises garantis par des biens immobiliers, ont été transférés des Services bancaires PE – États-Unis aux Services d'entreprise afin de permettre à nos secteurs de se concentrer sur les relations-clients existantes et de tirer parti des compétences en gestion des risques de l'unité de gestion des actifs spéciaux. Les chiffres des périodes antérieures ont été retraités pour refléter ce transfert.

### **Répartitions intergroupes**

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

### **Information géographique**

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de trois mois close le <b>31 juillet 2011</b> 2)						
Revenu net d'intérêts	<b>1 103</b>	<b>397</b>	<b>111</b>	<b>318</b>	<b>(237)</b>	<b>1 692</b>
Revenu autre que d'intérêts	<b>424</b>	<b>93</b>	<b>506</b>	<b>519</b>	<b>40</b>	<b>1 582</b>
Revenu total	<b>1 527</b>	<b>490</b>	<b>617</b>	<b>837</b>	<b>(197)</b>	<b>3 274</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>137</b>	<b>52</b>	<b>2</b>	<b>30</b>	<b>(47)</b>	<b>174</b>
Amortissement	<b>35</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>51</b>	<b>131</b>
Frais autres que d'intérêts	<b>753</b>	<b>270</b>	<b>451</b>	<b>451</b>	<b>55</b>	<b>1 980</b>
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>602</b>	<b>140</b>	<b>154</b>	<b>349</b>	<b>(256)</b>	<b>989</b>
Impôts sur les bénéficiaires	<b>170</b>	<b>48</b>	<b>34</b>	<b>70</b>	<b>(144)</b>	<b>178</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>18</b>	<b>18</b>
Revenu net	<b>432</b>	<b>92</b>	<b>120</b>	<b>279</b>	<b>(130)</b>	<b>793</b>
Actif moyen	<b>154 539</b>	<b>39 175</b>	<b>16 671</b>	<b>217 208</b>	<b>13 656</b>	<b>441 249</b>
Écarts d'acquisition (au)	<b>120</b>	<b>2 336</b>	<b>736</b>	<b>180</b>	<b>2</b>	<b>3 374</b>

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2010 2)						
Revenu net d'intérêts	1 064	278	92	353	(216)	1 571
Revenu autre que d'intérêts	425	86	452	326	47	1 336
Revenu total	1 489	364	544	679	(169)	2 907
Dotation à la provision pour pertes sur créances	129	31	1	66	(13)	214
Amortissement	34	17	9	9	49	118
Frais autres que d'intérêts	731	235	395	413	6	1 780
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	595	81	139	191	(211)	795
Impôts sur les bénéficiaires	171	29	34	61	(188)	107
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	424	52	105	130	(42)	669
Actif moyen	147 194	31 759	14 424	197 636	6 604	397 617
Écarts d'acquisition (au)	121	1 026	364	114	2	1 627

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de neuf mois close le <b>31 juillet 2011</b> 2)						
Revenu net d'intérêts	<b>3 270</b>	<b>974</b>	<b>322</b>	<b>951</b>	<b>(578)</b>	<b>4 939</b>
Revenu autre que d'intérêts	<b>1 260</b>	<b>226</b>	<b>1 538</b>	<b>1 685</b>	<b>189</b>	<b>4 898</b>
Revenu total	<b>4 530</b>	<b>1 200</b>	<b>1 860</b>	<b>2 636</b>	<b>(389)</b>	<b>9 837</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>409</b>	<b>124</b>	<b>6</b>	<b>90</b>	<b>(62)</b>	<b>567</b>
Amortissement	<b>105</b>	<b>64</b>	<b>27</b>	<b>21</b>	<b>149</b>	<b>366</b>
Frais autres que d'intérêts	<b>2 235</b>	<b>706</b>	<b>1 330</b>	<b>1 398</b>	<b>145</b>	<b>5 814</b>
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	<b>1 781</b>	<b>306</b>	<b>497</b>	<b>1 127</b>	<b>(621)</b>	<b>3 090</b>
Impôts sur les bénéficiaires	<b>504</b>	<b>107</b>	<b>123</b>	<b>356</b>	<b>(423)</b>	<b>667</b>
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	<b>54</b>	<b>54</b>
Revenu net	<b>1 277</b>	<b>199</b>	<b>374</b>	<b>771</b>	<b>(252)</b>	<b>2 369</b>
Actif moyen	<b>152 841</b>	<b>32 752</b>	<b>15 723</b>	<b>210 569</b>	<b>11 852</b>	<b>423 737</b>
Écarts d'acquisition (au)	<b>120</b>	<b>2 336</b>	<b>736</b>	<b>180</b>	<b>2</b>	<b>3 374</b>

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total (selon les PCGR)
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010 2)						
Revenu net d'intérêts	3 073	809	266	1 094	(617)	4 625
Revenu autre que d'intérêts	1 237	245	1 386	1 348	140	4 356
Revenu total	4 310	1 054	1 652	2 442	(477)	8 981
Dotation à la provision pour pertes sur créances	370	93	5	198	130	796
Amortissement	101	48	28	26	149	352
Frais autres que d'intérêts	2 096	657	1 180	1 336	(54)	5 215
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 743	256	439	882	(702)	2 618
Impôts sur les bénéficiaires	521	88	108	280	(506)	491
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	56	56
Revenu net	1 222	168	331	602	(252)	2 071
Actif moyen	144 068	31 703	14 037	199 414	5 651	394 873
Écarts d'acquisition (au)	121	1 026	364	114	2	1 627

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par région :

(en millions de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois close le <b>31 juillet 2011</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 263	404	25	1 692
Revenu autre que d'intérêts	1 185	322	75	1 582
Revenu total	2 448	726	100	3 274
Dotation à la provision pour pertes sur créances	94	80	-	174
Amortissement	90	40	1	131
Frais autres que d'intérêts	1 353	583	44	1 980
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	911	23	55	989
Impôts sur les bénéfices	185	(11)	4	178
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	5	-	18
Revenu net	713	29	51	793
Actif moyen	279 657	140 807	20 785	441 249
Écarts d'acquisition (au)	452	2 901	21	3 374

Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2010	Canada	États-Unis	Autres pays	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	1 198	346	27	1 571
Revenu autre que d'intérêts	1 004	281	51	1 336
Revenu total	2 202	627	78	2 907
Dotation à la provision pour pertes sur créances	110	104	-	214
Amortissement	88	29	1	118
Frais autres que d'intérêts	1 270	467	43	1 780
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	734	27	34	795
Impôts sur les bénéfices	102	8	(3)	107
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	4	-	19
Revenu net	617	15	37	669
Actif moyen	252 642	116 854	28 121	397 617
Écarts d'acquisition (au)	448	1 158	21	1 627

Pour la période de neuf mois close le <b>31 juillet 2011</b>	Canada	États-Unis	Autres pays	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	3 770	1 092	77	4 939
Revenu autre que d'intérêts	3 772	926	200	4 898
Revenu total	7 542	2 018	277	9 837
Dotation à la provision pour pertes sur créances	279	289	(1)	567
Amortissement	266	97	3	366
Frais autres que d'intérêts	4 109	1 559	146	5 814
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 888	73	129	3 090
Impôts sur les bénéfices	650	5	12	667
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	40	14	-	54
Revenu net	2 198	54	117	2 369
Actif moyen	275 764	126 691	21 282	423 737
Écarts d'acquisition (au)	452	2 901	21	3 374

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2010	Canada	États-Unis	Autres pays	Total (selon les PCGR)
Revenu net d'intérêts	3 521	1 012	92	4 625
Revenu autre que d'intérêts	3 238	944	174	4 356
Revenu total	6 759	1 956	266	8 981
Dotation à la provision pour pertes sur créances	387	417	(8)	796
Amortissement	264	85	3	352
Frais autres que d'intérêts	3 747	1 341	127	5 215
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 361	113	144	2 618
Impôts sur les bénéfices	462	26	3	491
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	42	14	-	56
Revenu net	1 857	73	141	2 071
Actif moyen	256 020	111 248	27 605	394 873
Écarts d'acquisition (au)	448	1 158	21	1 627

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel 2010, du présent communiqué trimestriel, des présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 23 août 2011 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 5 décembre 2011, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 6850310).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs). Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 5 décembre 2011.

### Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, [ralph.marranca@bmo.com](mailto:ralph.marranca@bmo.com), 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, [ronald.monet@bmo.com](mailto:ronald.monet@bmo.com), 514-877-1873

### Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, [viki.lazaris@bmo.com](mailto:viki.lazaris@bmo.com), 416-867-6656

Michael Chase, directeur, [michael.chase@bmo.com](mailto:michael.chase@bmo.com), 416-867-5452

Andrew Chin, directeur principal, [andrew.chin@bmo.com](mailto:andrew.chin@bmo.com), 416-867-7019

### Chef des finances

Tom Flynn, vice-président à la direction et chef des finances

[tom.flynn@bmo.com](mailto:tom.flynn@bmo.com), 416-867-4689

### Secrétaire général

Blair Morrison, premier vice-président, conseil général délégué,

Affaires générales et secrétaire général

[corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com), 416-867-6785

---

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix moyen du marché

Mai 2011 61,79 \$

Juin 2011 60,09 \$

Juillet 2011 61,50 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

### Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com](http://www.bmo.com)

---

<sup>MD</sup> Marque déposée de la Banque de Montréal

#### Assemblée annuelle de 2012

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 20 mars 2012 à Halifax, en Nouvelle-Écosse.